

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE DOMAINE MINIER

DE

L'ÉTAT PRUSSIEN

Étude Historique et Économique

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 29 novembre 1924, à 4 heures

PAR

David-Jacques NOËL

Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales

Président : M. ALLIX, professeur
Suffragants { *MM. JÈZE, professeur*
LESCURE, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

45, RUE RACINE, 15

1924

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552827_0011

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE DOMAINE MINIER

DE

L'ÉTAT PRUSSIEN

Etude Historique et Économique

THESE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Présentée et soutenue le Samedi 29 novembre 1924, à 4 heures

PAR

David-Jacques NOËL

Diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales

Président : M. ALLIX, professeur

Suffragants { *MM. JÈZE, professeur*
LESCURE, professeur

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1924

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

D.-J. Noël

BIBLIOGRAPHIE

HENRY GRÉARD (O.). — *L'exploitation des mines par l'Etat dans le royaume de Prusse.*

WALTER THOENES. — *Die Zwangssyndikate im Kohlenbergbau*

VIDAL DE LA BLACHE ET GALLOIS. — *Le bassin de la Sarre.*

COUPAYE (L.). — *La Ruhr et l'Allemagne.*

TARDIEU (ANDRÉ). — *La Paix.*

KEYNES (J. M.). — *Les conséquences économiques de la paix.*

— *Nouvelles considérations sur les conséquences de la paix.*

HORTEN (ALFONS). — *Sozialisierung und Wiederaufbau.*

SCHLÜTER ET HENSE. — *Allgemeines Berggesetz.*

ENGELS (E.). — *Preussisches Bergrecht.*

WESTHOFF ET SCHLÜTER. — *Geschichte des deutschen Bergrechts.*

Traité de Versailles.

Zeitschrift für Bergrecht.

Deutsche Bergwerks-Zeitung.

Glückauf.

Documents parlementaires.

INTRODUCTION

Les séjours prolongés que nous avons faits en Allemagne, notamment en Haute-Silésie, comme attaché à la Commission interalliée de Gouvernement et de Plébiscite, et dans la Ruhr, en qualité de membre de la Mission interalliée de Contrôle des Usines et des Mines, nous ont amené à étudier de près le domaine minier de l'Etat Prussien, ou, suivant l'expression usuelle, les mines fiscales de la Prusse. Nous avons pensé qu'il serait peut-être intéressant de rassembler, dans une modeste brochure le produit de nos recherches ou de nos observations, pour en faire une description sommaire de ce domaine, un historique de sa formation et de son développement, un tableau de son état actuel et de ses perspectives d'avenir.

Un ouvrage remarquable a déjà été publié sur ce même sujet en 1912 par M. O. Henry-Gréard, Ingénieur des Mines, mais les événements formidables survenus depuis cette date et le bouleversement apporté en Europe centrale par la Guerre mondiale de 1914-1918 ont rendu nécessaire une mise à jour par l'exposé des conséquences du Traité de Versailles sur le domaine minier de la Prusse. Ce domaine, en effet, est un mutilé de la Grande Guerre, car la défaite de l'Allemagne a entraîné pour lui de douloureuses amputations, notamment dans la Sarre et en Haute-Silésie.

Malgré les pertes subies, les mines fiscales, éparses dans tout le territoire, conservent en Prusse une importance considérable et l'Etat occupe encore une place d'honneur au milieu des plus puissants industriels. Parmi ces mines, qui produisent les substances les plus diverses, les charbonnages jouent un rôle prépondérant. Mais le centre de gravité de la production de la houille, dans les mines de l'Etat, s'est déplacé par suite de la perte du Bassin de la Sarre et de l'achat par le fisc du capital d'une des plus riches sociétés minières du Bassin de la Ruhr. Grâce à cette acquisition, réalisée pendant la guerre à la suite d'une série de tentatives infructueuses, et au développement rapide des mines ouvertes ou achetées en Westphalie, au début du XX^e siècle, le fisc prussien est devenu propriétaire, dans le Bassin de la Ruhr, d'un ensemble de concessions immenses qui produisent actuellement un tonnage de charbon égal au quart environ de toute la production française d'avant-guerre, et Recklinghausen constitue maintenant le centre le plus important de la production houillère de l'Etat Prussien.

Nous consacrerons donc les plus longs développements aux mines fiscales de la Ruhr, à leur histoire et à leur situation présente; c'est, du reste, sur cette partie du domaine de la Prusse que les circonstances nous ont permis de recueillir la documentation la plus abondante, puisque nous avons été chargé, pendant près d'une année, de son contrôle, et que les relations que nous avons eues ainsi avec le personnel dirigeant de la Bergwerksdirektion de Recklinghausen, en particulier avec l'Oberbergrat Dr Wittus et avec l'Oberbergrat Witte, que nous tenons à remercier ici, nous ont fourni l'occasion de puiser à la source les renseignements qui nous étaient nécessaires.

Après avoir fait l'histoire de la formation du domaine minier de la Prusse, précédé d'une brève analyse de l'évolution des principes juridiques qui ont présidé à sa naissance, après avoir montré le développement de ce domaine avant et pendant la guerre, les blessures résultant du Traité de Paix, son état actuel et son importance économique, nous consacrerons un dernier chapitre à une question d'actualité : la transformation juridique du mode d'exploitation des mines et usines fiscales. Nous verrons qu'une loi récente a consacré l'abandon de la régie directe en créant une société anonyme, chargée de la gestion du domaine de l'Etat, dans laquelle le fisc prussien possède toutes les actions. Il y a là une expérience industrielle qui, encore à ses débuts, mérite d'être observée avec soin; elle pourrait fournir aux autres Etats, soit qu'elle réussisse, soit qu'elle échoue, de précieux enseignements d'ordre pratique, à côté d'intéressants sujets de discussion dans le domaine de la doctrine.

Peut-être cette transformation, coïncidant avec l'évacuation de la Ruhr et la mise en application du « Plan des Experts », sur lequel les Allemands fondent de grands espoirs pour une nouvelle conquête des principaux marchés du monde, marquera-t-elle pour les entreprises fiscales de la Prusse le début d'une ère de grande prospérité, et, comme notre situation de créancier de l'Allemagne nous fait un devoir de suivre l'évolution de son patrimoine, nous considérerions que cette monographie n'aurait pas été vaine, si elle pouvait contribuer à préciser l'inventaire d'une partie importante de la fortune de notre principal débiteur, tout en mettant en lumière certains aspects des conséquences économiques du Traité de Versailles.

LE DOMAINE MINIER

DE

L'ÉTAT PRUSSIEN

CHAPITRE PREMIER

Évolution du Droit minier de la Prusse et formation du domaine de l'État

I

L'appropriation des trésors minéraux enfouis dans les entrailles de la terre met en cause les droits de trois concurrents : le propriétaire du sol, l'inventeur et l'Etat.

D'une part, le propriétaire du sol peut prétendre que le tréfonds lui appartient au même titre que la surface et que par conséquent ses droits s'étendent à tous les minéraux contenus dans le sol. C'est le système de l'accession ou de réunion du sol et du sous-sol. Mais les limites que le hasard a tracées à la propriété superficielle ne sauraient convenir à la propriété des mines. L'exploitation minière est naturellement limitée par l'étendue d'un gisement déterminé et doit être indépendante de la répartition accidentelle de la surface du sol.

D'autre part, l'inventeur prétend que les minéraux qu'il a découverts n'ont acquis une valeur quelconque

que grâce à ses recherches; il considère que ces minéraux sont des *res nullius* qu'il peut s'approprier, comme tous les biens sans maître, par simple occupation.

L'Etat enfin peut décider que ces mêmes minéraux lui seront réservés ou que leur extraction ne pourra être entreprise sans son consentement. Comme détenteur de la puissance publique, il doit imposer certaines règles à l'industrie minière et déterminer les droits réciproques des divers exploitants.

Ces considérations générales nous amènent à définir deux principes opposés, au moins en apparence, qui ont joué un rôle considérable dans l'évolution du droit minier allemand : ce sont le « Bergregal » et la « Bergbaufreiheit », qui tous deux tendent à dépouiller de ses droits le propriétaire du sol, le premier au profit du souverain, le second au profit de l'inventeur.

On peut admettre que le « Bergregal », c'est-à-dire la régle minière, est le privilège réservé au souverain de rechercher, exploiter et utiliser les substances minérales. Mais la définition de ce terme est très controversée : certains auteurs considèrent le Bergregal comme un droit réel de propriété de la mine; d'autres, au contraire, n'y veulent voir qu'un droit incorporel d'exploitation. Mais tous sont d'accord pour faire découler du Bergregal toute intervention de l'Etat basée sur sa souveraineté, soit pour percevoir une redevance, soit pour réglementer les droits des tiers et la conduite technique de la mine.

La « Bergbaufreiheit », au contraire, s'entend de la faculté laissée à tous, sans exception, d'accéder par l'occupation au droit d'exploitation de la mine. Sous ce régime chacun a le droit de rechercher et d'extraire les substances minérales, même dans des ter-

raïns ne lui appartenant pas et contre le gré de leur propriétaire.

D'après le Droit Romain, le régime des mines reposait sur l'accession, le droit de propriété superficielle entraînant la propriété des minéraux. L'Etat avait bien, dans certaines provinces, un droit sur les mines et, à l'époque impériale, il y eut même, dans quelques régions, une certaine liberté d'exploitation permettant à quiconque d'exploiter le marbre et certains minéraux contre la volonté du propriétaire du sol. Mais ce ne sont là que des exceptions sans importance et, du reste, ces principes du droit romain n'ont pas exercé une influence *directe* sur le droit minier allemand.

Suivant Achenbach, le Bergregal et la Bergbaufreiheit se seraient développés en Allemagne de la manière suivante : à l'origine, le propriétaire foncier avait le droit de disposer des minéraux ; ce droit se serait étendu peu à peu à tous les habitants de la commune, c'est-à-dire à ceux qui étaient admis à jouir des biens communaux. Mais cette théorie n'explique pas comment la liberté d'exploitation (Bergbaufreiheit) se serait transmise aux personnes étrangères à la commune.

Quant au Bergregal, Achenbach voit son origine dans la coutume qu'on avait de faire reconnaître et confirmer ses droits, sous forme d'acte authentique, par chaque nouvel empereur. On attachait beaucoup de prix à ces titres revêtus du visa impérial et on faisait légaliser ainsi toutes les cessions d'exploitations minières. Ces formalités auraient fait naître peu à peu la croyance que seul le souverain avait le droit de disposer des minéraux et que ses sujets ne pouvaient le faire qu'avec son consentement.

Quoi qu'il en soit, ces deux principes juridiques étaient généralement reconnus en Allemagne dès le

début du xiv^e siècle (1) et la Bulle d'Or de 1356 énumérait comme suit les minéraux soumis à la ré-gale : « Universas auri et argenti fodinas atque mine-ras stanni, cupri, ferri, plumbi et alterius cujus-cunque generis metalli ac etiam salis tam inventas quam inveniendas in posterum quibuscunque tem-poribus. » Il est à noter que les combustibles miné-raux n'étaient pas compris dans cette énumération. Ce n'est qu'en 1556 que la houille, encore sans importance à cette époque, fut comprise dans une ordonnance parmi les minéraux réservés.

Le Bergregal s'exerçait, soit par voie de « Feldes-reservation », soit par voie de « concession spé-ciale ». Dans le premier cas, le souverain décidait de se réserver l'exploitation d'un district déterminé ou d'une région entière encore vierge pour constituer ou agrandir son domaine propre. Dans le second cas, il concédait d'autres « champs » à certains vassaux à titre de dot. Ces concessions spéciales ou « conces-sions de districts », qui ne tenaient pas compte des règles posées par les ordonnances minières, concer-nant notamment l'étendue maxima des champs, s'ap-pliquaient à un territoire fixé arbitrairement d'après les limites des communes ou des cercles, sans qu'il y eût demande de concession ou droit d'inventeur.

Ainsi l'Etat, détenteur du Bergregal, avait le droit, par un simple acte administratif et sans procédure préalable, de fermer aux recherches et à l'exploita-tion privées les champs qu'il entendait exploiter lui-même. C'est sur ce droit de « Feldesreservation » que reposait une grande partie du domaine minier de la Prusse à la fin du xix^e siècle. En Haute-Silé-sie, les mines fiscales « König » à Königshütte et

1. En Saxe cependant et dans quelques petits Etats la législation minière reconnaissait au propriétaire foncier le droit de s'approprier les richesses minérales contenues dans le sous-sol.

« Königin Luise » à Hindenburg, une partie des mines du Harz, les mines que la Prusse possède par indivis avec la Principauté de Schaumburg-Lippe, ont été acquises par ce procédé commode de la Feldaesreservation.

Quant à la Bergbaufreiheit, elle s'est développée en même temps que la régale minière et l'opposition que l'on observe entre ces deux principes juridiques est beaucoup plus apparente que réelle. Ils ont eu pour résultat, tant l'un que l'autre, de déposséder de bonne heure le propriétaire foncier de ses droits sur le sous-sol. On peut même dire que ces deux principes, au lieu de se contrarier, se complètent dans une certaine mesure mutuellement : en effet, la liberté d'exploitation ne peut être effective que si le souverain, en vertu de son droit de régale, fixe les règles d'après lesquelles les concessions seront accordées, garantit le privilège de l'inventeur et détermine les droits des divers exploitants.

Dès le XIII^e siècle, les coutumes reconnaissaient nettement les droits de l'explorateur. Quiconque avait découvert un gisement pouvait adresser une demande (Mutung) à l'autorité minière qui relevait du détenteur des droits régaliens : celui-ci pouvait être le roi, le seigneur, la commune, parfois même, comme à Hanovre, un couvent. Si la demande n'était pas primée par celle d'un inventeur plus ancien, la concession ne pouvait être refusée.

Mais la concession une fois obtenue, la liberté d'exploitation était loin d'être complète. Le Bergregal avait entraîné peu à peu le « Direktionsprinzip » ou « Système de la Direction ».

Après avoir été très florissantes au XIII^e siècle, à l'époque où l'exploitation se contentait de descendre des affleurements le long du filon, au moyen d'un simple treuil, les mines métalliques, en particulier

celles d'argent, connurent à partir du xiv^e siècle toutes sortes de difficultés techniques : les affleurements commençant à s'épuiser et le minerai devenant plus rare, d'accès plus difficile, il fallut percer des travers-bancs et de longues galeries en terrains stériles, lutter contre l'envahissement des eaux, développer l'outillage et les moyens d'extraction. Il en résulta pour les sociétés concessionnaires, généralement des « *Gewerkschaften* », des dépenses considérables et, par suite, des difficultés financières telles que l'existence d'un grand nombre d'entreprises parut menacée.

Le souverain qui percevait des redevances diverses sur l'extraction du minerai, avait intérêt à sauver de la ruine une industrie qui fournissait en temps normal des ressources importantes à son Trésor. Aussi accorda-t-il aux mines, dans les années difficiles, des remises d'impôts ou même des subventions. Mais il eût été surprenant que cette assistance pécuniaire fût gratuite : elle amena tout naturellement l'ingérence du souverain dans la direction de la mine. Les exploitations privées furent mises en tutelle par l'Administration qui fixa les salaires, la durée du travail, le prix du minerai, qui engagea les employés, les porions et même les simples mineurs, établit le montant des charges et des bénéfices. La conduite technique et commerciale de l'exploitation fut enlevée au concessionnaire et confiée à une armée de fonctionnaires fiscaux et de services de toutes sortes, ce qui eut pour résultat de paralyser complètement l'initiative privée et de faire du propriétaire un personnage dont le métier de mineur consistait uniquement à payer de lourds impôts et à encaisser de maigres bénéfices.

Ce « système de la direction » atteignit son apogée sous le règne de Frédéric II, dans le Code Minier,

que le grand roi de Prusse, pénétré des doctrines mercantilistes, fit rédiger en 1780. Le concessionnaire, tout en conservant la propriété de la mine, s'était vu dépouiller de tous ses droits relatifs à l'exploitation au profit du fonctionnaire royal; il n'avait aucune autorité, aucune influence et partant aucune responsabilité. Le personnel ne dépendait pas de lui, la direction technique lui était complètement étrangère, de même que la vente des produits, et son rôle se bornait à fournir les capitaux nécessaires ou à percevoir des dividendes.

Il est évident qu'un tel régime, qui annihilait l'indépendance et l'activité des entrepreneurs privés, ne méritait plus guère l'étiquette de « liberté d'exploitation » et il est naturel que la pénétration en Allemagne des idées économiques libérales d'Adam Smith ait amené peu à peu l'industrie minière à s'affranchir de la tutelle de l'Etat. Pour favoriser le développement des mines, il fallait y attirer les capitaux privés par la perspective de gros bénéfices à réaliser. Or, ces bénéfices étaient impossibles tant que l'Etat intervenait dans la conduite de l'entreprise et interdisait à l'entrepreneur de tirer parti de sa production comme il l'entendait.

A cette évolution de la doctrine libérale correspondait, d'ailleurs, une évolution rapide de l'industrie : la construction des chemins de fer et les progrès de la métallurgie pendant la première moitié du XIX^e siècle, ouvraient des débouchés nouveaux au commerce du charbon. Pour permettre à l'industrie minière de marcher de pair avec les autres industries, il fallait de toute nécessité élaborer une législation nouvelle garantissant d'une manière effective la liberté d'exploitation.

C'est la loi du 24 juin 1865 qui marqua l'avènement du nouveau régime. Rompant ouvertement

avec l'ancien droit minier allemand pour suivre l'évolution juridique de la France, la « Loi générale des Mines dans les Etats Prussiens » abandonnait le principe du Bergregal et affirmait définitivement la liberté d'exploitation. Le droit régalien faisait place au principe de la souveraineté de l'Etat, ce qui entraînait la suppression du droit de réserver des champs au profit du souverain ou de ses vassaux et du droit d'immixtion dans la conduite des entreprises, les pouvoirs de l'Etat étant limités aux questions de police et de sécurité. Chacun pouvait entreprendre des recherches et demander une concession. L'inventeur du gisement, ayant satisfait aux exigences légales, avait un droit de préférence sur la concession et, celle-ci lui ayant été attribuée, il n'avait pas seulement un droit incorporel d'extraction, mais bien un droit assimilable à la propriété foncière de droit commun. Le principe de la Bergbaufreiheit, entraînant la liberté de la direction technique, financière et commerciale de l'entreprise, était développé dans ses conséquences extrêmes. « Peu de codes miniers ont témoigné d'une confiance aussi absolue dans le libre jeu des intérêts privés pour assurer la mise en valeur des richesses minérales d'un pays (1). »

Ce droit minier fut rapidement adopté par tous les Etats confédérés de l'Allemagne, sauf par la Saxe qui lui apporta certaines modifications, tout en reconnaissant la suppression du droit régalien et du système de la direction. Ses résultats justifiaient pleinement la confiance que les économistes de l'école libérale avaient placée dans la libre concurrence. C'était l'époque où le développement rapide du machi-

1. O. Henry-Gréard, *l'Exploitation des mines par l'Etat dans le royaume de Prusse*.

nisme à vapeur et, en particulier, des chemins de fer, augmentait de jour en jour la demande de charbon. Aussi l'industrie minière, débarrassée de la tutelle administrative, connut un essor sans précédent et les mines de houille eurent bientôt conquis la première place qu'occupaient jusqu'alors les mines métalliques. En 1850, le bassin de la Ruhr produisait moins de 2 millions de tonnes de charbon avec 198 mines occupant une moyenne de 62 ouvriers chacune. En 1870, l'extraction atteignait près de 12 millions de tonnes avec 214 mines occupant en moyenne 235 ouvriers. En 1900, le tonnage extrait était voisin de 60 millions et dès 1912 les 100 millions de tonnes étaient largement dépassés. Quant au nombre d'ouvriers, il était passé en soixante ans de 12.000 environ à près de 400.000.

Ces quelques chiffres, plus éloquents que tous les commentaires, suffisent à montrer suivant quelle progression, grâce au régime de liberté, les entreprises minières croissaient et se multipliaient.

Il faudrait, pour compléter cette brève analyse de l'évolution du droit minier allemand, exposer maintenant les réformes qui ont été apportées à la grande loi de 1865, au début du ^{xx}^e siècle. Mais l'étude des lois de 1905 et 1907 est si intimement liée à celle du développement du domaine minier de l'Etat Prussien en Westphalie, qu'on ne saurait sans graves inconvénients les séparer l'une de l'autre.

II

Lorsque fut établi en 1865 le régime qui devait assurer à l'industrie minière de la Prusse une telle prospérité, l'Etat Prussien possédait déjà un domaine

minier considérable, notamment dans le Harz, en Haute-Silésie et dans le bassin de la Sarre.

MINES DU HARZ. — L'histoire des mines métalliques du Harz est un exemple curieux de l'intervention du souverain dans la direction des « *Gewerkschaften* », qui, après avoir obtenu de lui un secours pécuniaire, se virent finalement dépouiller à son profit de leurs exploitations. C'est une illustration du « *Direktionsprinzip* ».

C'est vers le début du ^x^e siècle que commença au Rammelsberg la mise en valeur des gisements de plomb argentifère. Après avoir connu une période de prospérité, les petites mines qui avaient été ouvertes traversèrent au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècles une crise très grave qui entraîna la chute de plusieurs entreprises. Le Duc Henri le Jeune entreprit lui-même l'exploitation des mines abandonnées et, par une série d'édits, jeta les bases d'une législation minière qui établissait les droits de l'inventeur et prescrivait de remettre la propriété des mines, non pas à un individu, mais à une corporation (*Gewerkschaft*) de 124 membres possédant chacun une part. En plus de ces 124 parts, le seigneur devait recevoir 4 parts, l'église et l'école une part chacune. Ces derniers se trouvaient donc intéressés aux bénéfices sans participer aux pertes.

Les associés recevaient un certain nombre d'avantages : exemption d'impôts, droit de couper du bois dans les forêts domaniales pour construire des maisons et pour le chauffage. En revanche, le seigneur avait droit, d'abord en nature, plus tard en monnaie, à la dixième partie de la production; il pouvait confier à ses préposés la conduite de l'entreprise et, en outre, il avait le droit d'acheter les métaux à un prix de faveur qu'il fixait lui-même.

L'application de ces édits marqua le début d'une nouvelle période de prospérité qui dura jusqu'à la Guerre de Trente Ans. Alors survinrent de nouvelles difficultés provenant, d'une part, des dépenses considérables qu'entraîna l'entretien des armées, d'autre part, de l'épuisement progressif des filons les plus riches et les plus faciles à exploiter. Quelques *Gewerkschaften* ayant sombré dans la crise, il devint de plus en plus difficile de trouver les capitaux nécessaires. L'Administration intervint énergiquement pour empêcher la fermeture des mines, en imposant aux exploitations prospères l'obligation d'accepter des parts dans les mines en déficit. Le seigneur accorda, en outre, quelques subventions, renonça à percevoir sa dime et releva les prix des métaux.

Ces mesures de sauvetage réussirent à remettre à flot certaines entreprises, mais dans beaucoup de cas les mines continuèrent à végéter et à accroître leur déficit d'année en année. L'Etat fut obligé d'accorder des subventions de plus en plus nombreuses et il acquit peu à peu la direction technique de la plupart des exploitations.

Telle était la situation au milieu du *xix^e* siècle : elle ne pouvait évidemment se prolonger sans amener la ruine des finances publiques. En 1863, on décida de racheter toutes les parts des *Gewerkschaften* avec paiement en rentes sur l'Etat. La plupart des membres acceptèrent les offres de l'Administration. Ceux qui refusèrent se virent supprimer tous les avantages et remises d'impôts qui leur avaient été consentis ; puis, leurs ressources étant insuffisantes pour répondre aux appels de fonds, leurs parts furent vendues au profit de l'Etat, conformément aux règles des *Gewerkschaften*.

L'appropriation par l'Etat des richesses minérales du Harz fut complétée en 1867 par la « *Feldesreser-*

vation » de tout le Harz supérieur, sauf le district d'Andreasberg. Le fisc devenait ainsi le propriétaire unique des gisements et des exploitations du Harz, à l'exception toutefois des mines et usines du Ram-melsberg, dans lesquelles l'Etat de Brunswick est intéressé pour 3/7, aux termes d'un accord de 1874.

MINES DE HAUTE-SILÉSIE. — L'extraction du mine-rai avait commencé en Silésie vers la même époque que dans le Harz et le régime de l'exploitation était sensiblement le même : liberté plus théorique que réelle, impôts très lourds et intervention constante du souverain en vertu de ses droits régaliens. Du reste, ces droits avaient été cédés, dans beaucoup de cas, à des princes vassaux, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, et certains seigneurs comme le prince de Pless et le prince de Donnersmarck ont pu con-server jusqu'à l'époque actuelle leurs privilèges com-portant notamment le droit de disposer de conces-sions très étendues.

Lorsque Frédéric II eut conquis la Silésie en 1740, il s'intéressa vivement à l'exploitation de ses richesses minérales. En 1769 fut créée à Berlin une « Direc-tion royale des Mines et Usines », et une ordonnance de la même année établit la législation minière appli-cable au bassin silésien : c'était une application ri-goureuse du système de la direction que nous avons défini plus haut et qui fut à son apogée vers 1780, lors de la rédaction du Code minier.

A cette époque, le mercantilisme était encore en honneur en Allemagne, alors que déjà les doctrines libérales des Physiocrates amorçaient en France une profonde évolution des esprits en faveur du libre-échange et contre l'intervention de l'Etat dans le domaine économique. Frédéric II fit une politique nettement mercantiliste. Dans le but de dispenser la

Prusse de l'importation des produits étrangers, il s'efforça de développer la production indigène, tout en contrôlant l'extraction des mines, aussi bien que la consommation, la circulation, la qualité des marchandises et la fixation des prix. Il était interdit d'acheter à l'étranger tout ce que le pays pouvait produire en quantité suffisante.

De nombreuses concessions furent accordées en Haute-Silésie et, en échange de la tutelle administrative qui leur était imposée, les mines naissantes furent encouragées par des subventions et des exemptions d'impôts. Mais l'Etat était trop directement mêlé au développement de cette industrie pour qu'il ne songeât point, au lieu de subventionner les exploitations nouvelles, à se réserver lui-même les bénéfices ultérieurs en entreprenant pour son propre compte la mise en valeur de certains champs. Ainsi naquit en 1786 la mine de plomb Frédéric qui est actuellement une des plus riches de Haute-Silésie.

L'extraction de la houille, après avoir connu plusieurs revers, obtint un grand succès avec les mines « König » et « Königin Luise » qui furent ouvertes en 1792 près de Zabrze (Hindenburg). Après 1865, sous le régime de la nouvelle loi minière, l'Etat reprit les sondages et agrandit son domaine privé comme l'aurait fait un simple particulier faisant valoir son droit de premier inventeur. En outre, il acheta au prince Henckell une mine déjà en activité, la mine Guido et un champ encore vierge sur lequel il installa la mine Delbrück. L'étendue des concessions fiscales de Haute-Silésie était en 1914 de 38.235 hectares.

MINES DE LA SARRE. — Le charbon de terre était connu dans la région de la Sarre depuis le ^{xv}^e siècle, mais son exploitation ne revêtait aucun caractère

industriel et son emploi était réservé aux besoins domestiques. Les petites forges qui utilisaient les minerais métalliques extraits dans le voisinage ne connaissaient que l'usage du bois comme combustible. Au XVIII^e siècle encore, chacun piochait sa terre aux points d'affleurement pour y prendre son charbon.

Mais vers cette époque l'emploi de la houille commençait à se développer, et les princes de Nassau comprirent tout le profit qu'ils pourraient tirer de cette richesse minière. En vertu de son droit régalien, le prince Guillaume-Henri de Nassau-Sarrebrück s'attribua par une ordonnance de 1744, la propriété des gisements et supprima toute liberté d'exploitation. Désormais, le prince avait le droit de réglementer la recherche et l'extraction de la houille comme il l'entendait et il interdisait aux particuliers d'ouvrir de nouvelles mines. Les entreprises de quelque importance qui, à la faveur de la tolérance antérieure, avaient creusé les affleurements, étaient reprises par le prince moyennant une petite indemnité.

En même temps qu'il fermait tout le bassin aux recherches et à l'exploitation privées, le prince Guillaume-Henri entreprenait lui-même avec grand succès l'extraction de la houille en régie directe. Lorsque le pays fut annexé à la France, à la suite de la campagne de 1793, les mines et usines furent reprises par le Gouvernement français et, en 1797, le Directoire les donna à bail pour neuf ans à la Compagnie J.-B. Equer de Paris, moyennant une redevance très minime de 71.000 livres par an.

Napoléon s'intéressa vivement à l'exploitation du bassin et, par un arrêté du 23 pluviôse an X, il fonda à Geislautern, près de Sarrebrück, une Ecole des Mines « pour propager l'application de la houille et

du coke à la fabrication du fer ». Les ingénieurs de cette école furent chargés, sous la direction de l'Ingénieur en chef Duhamel, de l'étude du bassin, et leurs travaux aboutirent à l'établissement d'un atlas minéralogique de 66 cartes qui fut considéré à l'époque comme une œuvre tout à fait remarquable.

Cependant, au début du xix^e siècle, l'extraction de la houille dans le bassin de Sarrebrück se faisait encore par des procédés rudimentaires : galeries à flancs de coteau d'où les mineurs enlevaient le charbon à la brouette, sans aucune installation spéciale pour l'aérage ou l'exhaure. Les couches profondes ne furent attaquées que beaucoup plus tard, puisque le fonçage du premier puits de mine date de 1843. En 1813, 15 mines étaient ouvertes ; l'exploitation avait été reprise pour le compte de l'Etat et elle fournissait au Trésor un revenu annuel de 140.000 francs.

Lorsque l'Empire eut succombé en 1814 sous les coups de la coalition européenne, le premier Traité de Paris (30 mai 1814) laissait à la France, avec Sarrebrück et Sarrelouis, une bonne partie du bassin minier ; mais ce traité ne devait avoir qu'une durée éphémère et il fut bientôt aggravé après Waterloo par le deuxième Traité de Paris (20 novembre 1815) qui, sans tenir aucun compte du vœu des populations, annexa à la Prusse tout l'ancien pays de Nassau-Sarrebrück.

Le Gouvernement prussien, après s'être fait livrer tous les travaux de nos ingénieurs, se réserva la propriété de tout le gisement et poursuivit l'exploitation en régie directe. La richesse du bassin et les progrès de la technique minière, d'une part, les besoins toujours croissants des consommateurs de charbon et en particulier des chemins de fer, d'autre part, amenèrent un essor rapide des mines fiscales prussiennes de la Sarre. L'extraction, qui était de

100.000 tonnes environ en 1816, atteignait près de 600.000 tonnes en 1850; en 1910 elle dépassait largement 10 millions de tonnes et en 1913 elle était de 12.286.000 tonnes. La superficie totale des concessions de l'Etat prussien dans la Sarre était avant la guerre de 110.000 hectares.

MINES SECONDAIRES. — Lorsque l'Etat prussien entreprit en 1902 de se constituer en Westphalie un domaine minier important, comme nous le verrons au chapitre suivant, il possédait déjà une houillère isolée du reste du bassin, à proximité d'Osnabrück, la mine d'Ibbenbüren, dont le fonçage avait été commencé au xvi^e siècle par le couvent de Münster, détenteur des droits régaliens. Ces droits régaliens passèrent à la Prusse au début du xviii^e siècle, lorsque celle-ci annexa le territoire sur lequel se trouvait la mine.

La mine d'Ibbenbüren produisait avant la guerre 290.000 tonnes de houille. Le gisement est pauvre, mais la mine, étant isolée du bassin de la Ruhr, jouit d'une situation très favorable au point de vue de l'écoulement de son charbon.

La mine de houille « am Deister », près de Barsinghausen (Hanovre), se trouve installée en partie sur des terrains domaniaux et en partie sur des terrains appartenant au couvent de Hanovre. Les anciennes ordonnances du comté de Calenberg, où elle est située, reconnaissaient au propriétaire de la surface le droit exclusif d'extraire la houille et le lignite. Comme la propriété superficière est divisée entre le couvent et l'Etat, il en est de même de la propriété de la mine : le couvent de Hanovre participe pour un quart aux bénéfices et aux pertes. Cette dualité, il est vrai, n'est qu'apparente, attendu que les biens du couvent sont passés à la Prusse

en 1866 et sont gérés par le ministère de l'Instruction publique; elle ne subsiste plus qu'entre ce ministère et celui du Commerce et de l'Industrie, dont dépendent les mines fiscales.

La mine « am Deister » produisait 492.000 tonnes de houille en 1913.

La mine d'Obernkirchen, qui appartient actuellement pour moitié à la Prusse, pour un tiers au pays de Schaumburg-Lippe et pour un sixième au prince de Schaumburg, était autrefois la propriété personnelle des comtes de Schaumburg. La houillère fut partagée en même temps que le territoire lorsque la Maison de Schaumburg s'éteignit au xvii^e siècle. Sa production était en 1913 de 196.000 tonnes.

L'Etat prussien possède, en outre, trois mines de lignite sans importance dans le bassin de l'Allemagne centrale qui conserve toujours la première place malgré le développement prodigieux du bassin de Cologne. Les mines de l'Etat, situées dans la Prusse saxonne annexée en 1815, furent ouvertes sur des terrains domaniaux, en vertu de la législation minière de la Saxe qui admettait que la propriété foncière comprenait la libre disposition des richesses minérales. Ces trois mines avaient, du reste, par rapport à celle de l'ensemble du pays, une production presque négligeable puisqu'elles n'extrayaient en 1913 que 358.000 tonnes, alors que l'Allemagne en produisait déjà plus de 87 millions.

Dans le voisinage de Berlin se trouvent les carrières de calcaire de Rüdersdorf qui fournissent de belle pierre de taille et aussi de la pierre à chaux. Ces carrières sont très anciennes : après avoir appartenu au couvent de Zinna, puis au prince Electeur de Brandebourg, elles furent affermées à la ville de Berlin à la fin du xvii^e siècle et, lorsque l'Etat voulut les reprendre au xix^e siècle, la ville prétendit qu'elle

en avait acquis la propriété en vertu de plusieurs traités. Le conflit fut réglé en 1855 par un compromis qui remettait au fisc l'exploitation, en réservant à Berlin un sixième du bénéfice.

MINES DE POTASSE. — L'intervention de l'Etat dans l'industrie de la potasse constitue un chapitre intéressant de l'histoire économique de l'Allemagne; mais pour ne pas sortir du cadre que nous nous sommes tracé, nous nous contenterons de rappeler comment se sont constituées et développées les exploitations fiscales, en faisant seulement au passage une brève allusion à la politique suivie par le Gouvernement allemand à l'égard de cette industrie.

Il est curieux de constater que la valeur des sels de potasse, qui sont aujourd'hui indispensables aussi bien à l'industrie qu'à l'agriculture, ne fut reconnue qu'assez tard, au milieu du XIX^e siècle. L'Allemagne qui exploite dans la province de Saxe et dans le Hanovre un gisement de sels de potasse qu'on peut évaluer à une trentaine de milliards de tonnes, disposait avant la guerre d'un monopole absolu dans cette branche du commerce. Depuis la désannexion de l'Alsace qui possède au nord de Mulhouse un gisement très riche évalué à 2 milliards de tonnes de sels, l'Allemagne, tout en conservant la première place, n'a plus le privilège d'être l'unique producteur qu'elle était autrefois, et la concurrence de la potasse d'Alsace, dont la qualité est bien supérieure et dont la mise en valeur a été activement poussée, se fait durement sentir pour l'Allemagne sur les principaux marchés du monde et spécialement aux Etats-Unis qui sont un des plus gros consommateurs. La production alsacienne a été de 1.200.000 tonnes en 1920 et celle de l'Allemagne s'est élevée dans la même année à 11 millions de tonnes environ.

Jusque vers 1850 les sels de potasse étaient négligés et seul le sel gemme faisait l'objet de recherches qui, du reste, étaient réservées au souverain, conformément au principe du Bergregal. La liberté d'exploitation ne fut jamais reconnue dans ce domaine jusqu'à la loi minière de 1865. C'est en vertu de ces droits régaliens que l'Etat prussien entreprit l'exploitation de plusieurs salines, en particulier à Schönebeck près de Stassfurt. Dans cette dernière localité l'industrie privée avait installé également une mine de sel gemme qui fut prospère au ^{xvii}^e siècle, mais qui eut beaucoup à souffrir, par la suite, de la concurrence que lui fit la saline fiscale de Schönebeck. Rien ne faisait prévoir alors que Stassfurt allait devenir le centre d'une industrie nouvelle qui exporterait ses produits dans le monde entier. Les propriétaires de la mine de Stassfurt offrirent au fisc prussien de lui céder leur entreprise pour 85.000 thaler. Le fisc accepta, non pas pour faire une bonne affaire, mais plutôt pour empêcher qu'on ne fermât la mine et qu'on n'enlevât aux ouvriers leur gagne-pain.

Cependant les usages industriels et agricoles des sels de potasse commençaient à être connus et la direction de la mine fiscale de Stassfurt entreprit en 1860 l'exploitation de la carnallite. La mine, qui jusqu'alors n'avait produit que du sel gemme, connut désormais une prospérité exceptionnelle : la production de sels bruts atteignait 300.000 tonnes en 1871 et dépassait 700.000 tonnes en 1880.

L'emploi des sels de potasse se développant de plus en plus, il était naturel que des concurrents songeassent à participer aux bénéfices énormes que le fisc prussien avait pu réaliser grâce à son initiative. Le duché d'Anhalt, voisin de Stassfurt, suivit son exemple en entreprenant l'extraction des sels

de potasse dans une saline qu'il possédait à Leopoldshall. D'autre part, des entreprises privées s'installèrent à la faveur de la loi libérale de 1865, si bien que la production se développa plus vite que la consommation, malgré les progrès rapides de cette dernière. Dès 1874 les mines se trouvèrent nettement en présence d'une crise de surproduction.

Pour combattre la baisse des prix, l'Etat prussien provoqua en 1879 une entente amiable entre les mines intéressées, pour limiter la production de chacune d'elles et fixer les prix de vente minima des produits. En 1884, le même groupement créa un comptoir de vente par lequel devaient passer toutes les commandes, pour être réparties ensuite entre les participants au prorata du contingent assigné à chacun d'eux. Ces mesures tendant à restreindre la production, combinées avec une campagne active de propagande et de publicité en vue de développer la consommation, rétablirent peu à peu l'équilibre et le commerce de la potasse connut bientôt un essor inespéré.

Cependant les capitaux, attirés par les bénéfices que réalisait cette industrie, affluaient dans le bassin de Stassfurt et le nombre des sièges d'extraction passait de 4 en 1879 à 72 en 1910. Le fisc prussien, qui avait le monopole absolu en 1860, ne produisait plus que 27 0/0 de la totalité en 1879 et 8 0/0 seulement en 1904.

Sous la pression de la concurrence qui menaçait de faire du fisc un producteur négligeable, l'Etat prussien chercha à développer son domaine et à intensifier l'exploitation sous le régime de la loi de 1865, c'est-à-dire comme l'aurait pu faire un simple particulier. A la suite de nouveaux sondages, sa concession de Stassfurt fut agrandie en 1898 et, en 1905, il acquit à l'amiable une mine privée, la

mine Herzynia, moyennant 30 millions de marks.

Mais, en même temps qu'il développait son domaine par des moyens de droit privé, l'Etat détenteur de la puissance publique intervenait par la voie législative pour modifier en sa faveur le régime des mines de potasse. Cette intervention semblait parfaitement justifiée : l'Allemagne disposant, de par sa constitution géologique, d'un monopole naturel, le rôle logique de l'Etat, disait-on, devait être d'en assurer la garde et d'en tirer profit dans l'intérêt de la communauté. Il n'y avait, d'autre part, pas lieu de craindre, en raison de la richesse des gisements connus, que les restrictions apportées à l'exercice de l'initiative privée, pussent entraîner une production déficitaire.

En 1905, une loi, dite « lex Gamp », du nom de son auteur, suspendit en Prusse pour deux ans la liberté des recherches et le droit de l'inventeur, pour la houille, le sel gemme et les sels de potasse. En 1907, une nouvelle loi vint atténuer, pour la houille, et confirmer, pour la potasse, le sel gemme et les sources salées, le monopole de l'Etat. Le fisc a seul le droit de recherche et d'exploitation et il a la faculté, non l'obligation, de céder ses droits à des tiers à titre temporaire et moyennant une indemnité.

Ces mesures ne procurèrent pas à l'Etat les résultats espérés : à l'époque où la loi de 1907 fut appliquée, les concessions les plus riches étaient déjà attribuées et, en outre, le Hanovre, qui conservait depuis 1867 sa législation provinciale touchant les sels et eaux salines, et l'Alsace, dont les riches gisements commençaient à être mis en valeur, n'étaient pas atteints par ces restrictions à la liberté d'exploitation. Aussi, en présence de la concurrence des mines dissidentes, les signataires de la convention de 1884, renouvelée plusieurs fois par la suite et

devenue en 1904 un véritable syndicat, durent limiter de plus en plus leur production et le contingent du fisc prussien continua à baisser.

Une loi d'Empire devenait nécessaire, qui fût applicable aussi bien au Hanovre qu'à l'Alsace : ce fut la loi du 25 mai 1910. Sans réaliser, à proprement parler, un syndicat obligatoire, cette loi réglait pour quinze ans les deux questions les plus importantes dont un syndicat doit normalement s'occuper : quantités à produire et prix de vente à appliquer. Elle créait un comité de répartition chargé d'arrêter chaque année la quantité totale de sels à extraire et la part affectée à chaque mine en activité. En outre, elle fixait les prix pour chaque catégorie de produits. Les exploitations nouvelles n'étaient pas interdites, mais elles n'avaient droit à leur contingent normal de production qu'au bout de cinq ans; toutefois, les mines fiscales bénéficiaient d'un stage réduit à deux ans. Ces dernières dispositions étaient très défavorables au bassin de Mulhouse dont le développement était moins avancé, puisque les capitaux investis dans des mines nouvelles devaient être obligatoirement privés de bénéfices pendant plusieurs années.

La loi de 1910 ne réussit pas à ralentir sensiblement la progression de cette industrie : le nombre d'exploitations continuait à s'accroître et la participation du fisc ne cessait de diminuer, ce qui ne signifie évidemment pas que sa production baissait en valeur absolue; au contraire, le contingent du fisc, qui était tombé en 1906 à 460.000 tonnes, dépassait 900.000 tonnes dans chacune des deux années précédant la guerre et les rapports officiels accusaient un bénéfice net de 6.700.000 marks en 1912 et de 6 millions en 1913.

En 1914, l'Etat prussien disposait de 5 sièges d'ex-

traction : Stassfurt, Tarthun, Bleicherode, Vienenburg (Herzynia) et Klein-Bodungen; ce dernier venait d'être installé lorsque la guerre éclata.

INDUSTRIE DE L'AMBRE. — Si le monopole de l'Allemagne dans l'industrie et le commerce de la potasse a été battu en brèche par l'exploitation du gisement de Mulhouse redevenu français, l'Etat prussien conserve toujours celui de l'extraction et de la vente d'un produit d'une importance industrielle beaucoup moindre, que la nature n'a placé que sur les rivages de la mer Baltique, principalement en Prusse orientale, au voisinage de Königsberg, sur la côte ouest de la presqu'île de Samland, qu'on appelle aussi la « côte de l'ambre ». On trouve également de l'ambre, mais en quantités négligeables, en Prusse occidentale et en Poméranie.

L'ambre n'a jamais été soumis au même régime que les autres richesses minérales et la législation concernant ces dernières, en particulier la loi minière de 1865, ne lui est pas applicable. Son exploitation se trouve depuis 1899 entièrement entre les mains de l'Etat prussien.

Cette substance était connue et appréciée dès le Moyen Age et les ordonnances de l'époque l'avaient déclarée propriété du seigneur. Il était interdit de s'approprier les morceaux trouvés ou d'en faire le commerce. La loi de 1802 ne fit que sanctionner le droit provincial en disposant que l'inventeur serait tenu de livrer ses produits à la « Chambre » de Königsberg où il recevrait 10 0/0 de leur valeur. En 1867, le privilège exclusif de l'Etat fut de nouveau confirmé par une loi.

Ce monopole fut affermé en 1806, comme l'avait été en France sous l'ancien régime le monopole du sel. La compagnie Becker devenue fermière en 1869,

fit un gros effort pour développer la production par tous les procédés connus : dragages, plongées, travaux souterrains, etc., et elle acquit en pleine propriété une grande partie des terrains voisins du gisement.

Les bénéfices de cette exploitation furent fort importants jusqu'en 1880. Mais vers cette date un concurrent de l'ambre apparut sur le marché : c'est ce qu'on appela l'ambroïde, produit obtenu en agglomérant à chaud les petits morceaux d'ambre de faible valeur. L'ambroïde était de qualité moindre que l'ambre naturel, mais comme il coûtait trois fois moins cher, sa concurrence devint rapidement désastreuse et en 1898 la Compagnie Becker dénonça son contrat.

L'Etat se trouva alors en présence d'une situation difficile ; d'une part, le gisement d'ambre était bien resté sa propriété, mais comme la loi de 1865 n'était pas applicable à cette substance et que les terrains à exploiter appartenaient à l'ancien concessionnaire, il ne pouvait reprendre l'exploitation sans s'approprier les terrains de la Compagnie Becker. La cession fut réglée à l'amiable pour le prix de 9 millions 750.000 marks, comprenant les terrains, les mines et les usines et le fisc reprit la direction en 1899.

Avant la guerre, les exploitations d'ambre occupaient 1.200 ouvriers et la valeur des produits dépassait 2 millions par an.

CHAPITRE II

Formation du domaine fiscal de Westphalie

Le développement du bassin houiller de Westphalie, plus connu sous le nom de bassin de la Ruhr, au cours des cinquante années qui ont précédé la guerre, a été l'un des événements les plus considérables de l'histoire économique de l'Allemagne. C'est la puissance industrielle de cette région qui a fait la grandeur et la prospérité du Reich, et son importance relative se trouve encore accrue de nos jours, depuis la perte des mines de la Sarre et de la meilleure partie de la Haute-Silésie : actuellement toute la production houillère de l'Allemagne est pratiquement concentrée dans le bassin de la Ruhr qui produisait 113 millions de tonnes en 1913, mais qui n'a pas encore atteint ce chiffre depuis la fin des hostilités. La part du bassin de Westphalie dans l'extraction totale de l'Allemagne était de 38 0/0 en 1852, de 53 0/0 en 1880, de 60 0/0 en 1910. Elle est actuellement d'environ 80 0/0.

L'histoire du développement du bassin de la Ruhr et des mines fiscales de Recklinghausen nous fait assister à une lutte acharnée entre l'industrie minière et l'Etat prussien, et elle apporte une illustration frappante de cette idée que la concurrence aujourd'hui conduit presque fatalement au monopole.

I

L'essor des mines de Westphalie, favorisé par le régime de liberté de la loi de 1865, par la richesse et l'étendue du gisement, ainsi que par l'accroissement continu des besoins de combustible, avait été si puissant après 1870 que la nécessité de modérer son allure ne tarda pas à se faire sentir. Il arriva pour la houille ce qui se passait vers la même époque pour la potasse, les mêmes causes devant produire les mêmes effets. Une industrie dont le développement est trop rapide, arrive fatalement à produire plus que le marché ne peut absorber, la consommation progressant en général d'un pas plus lent; l'offre dépasse la demande, les cours s'effondrent et des pertes considérables s'ensuivent pour tous les producteurs, jusqu'au jour où l'équilibre se trouve rétabli par une augmentation de la demande due à la baisse des prix et aussi, le plus souvent, par une diminution de la production et par conséquent de l'offre.

L'industrie minière de la Ruhr connut une crise de ce genre à partir de 1874. La surproduction entraîna une baisse considérable des prix des charbons. Pour remédier à cette situation, il était nécessaire de grouper les producteurs afin de réduire la concurrence qu'ils se faisaient entre eux. C'est une société d'études techniques et économiques touchant le bassin, qui prit l'initiative des négociations, « l'Union des intérêts de l'industrie houillère dans le district de Dortmund ». En 1877, douze ans après l'entrée en vigueur de la grande loi minière, les premiers accords furent conclus : c'étaient des conventions passagères qui imposaient aux adhérents

une réduction de 5 à 10 0/0 de leur production, mais qui ne réunissaient pas toutes les mines du bassin. Ces accords, malgré leur imperfection et leur étendue insuffisante, eurent cependant pour résultat d'atténuer la crise et de montrer la nécessité d'une entente plus étroite et plus durable. En Haute-Silésie on avait conclu dès 1890 l'Oberschlesische Kohlenkonvention : c'est en 1893 que l'industrie minière de la Ruhr aboutit, après de longues discussions, à la fondation du Syndicat Rhénan - Westphalien des Houilles à Essen.

La création de ce Syndicat était une conséquence inattendue de la loi de 1865 qui avait voulu instaurer le régime de la liberté et de la concurrence, estimant avec juste raison que seule la libre concurrence des entreprises minières pouvait assurer un développement rapide de la production, et qui aboutissait à un régime de réglementation et de concentration. Ce n'était pas autre chose que la réapparition du système de la direction, avec cette différence que la direction, au lieu d'être exercée comme autrefois par l'autorité publique, était entre les mains du syndicat.

Aux termes de cet accord, chaque mine adhérente est liée, d'une part, au syndicat qui prend livraison de toute la production et en assure l'écoulement, d'autre part, à tous les autres membres par l'engagement réciproque de respecter les décisions du syndicat touchant notamment la fixation des contingents à produire par chaque mine.

Les pouvoirs que l'Etat possédait autrefois sur l'extraction, la vente et la fixation des prix et auxquels il avait renoncé en 1865 au profit de la collectivité, se trouvaient ressuscités, en partie, au profit d'un groupe d'entrepreneurs privés représentés par le syndicat. C'était évidemment une évolu-

tion qui n'avait été ni prévue ni voulue par le législateur.

II

La création du Syndicat westphalien était un fait d'autant plus grave que le cartel avait, dans l'industrie du charbon, une facilité plus grande que dans tout autre domaine pour s'arroger un monopole. La houille, en effet, est un produit naturel qui ne peut être extrait que dans certaines régions bien définies, alors que le pays tout entier en consomme des quantités de plus en plus considérables. Or, le charbon allemand n'avait comme concurrent que le charbon anglais et encore celui-ci ne pouvait-il guère pénétrer dans l'intérieur du pays. Son marché était limité dans l'espace et ne comprenait que les côtes allemandes et la ville de Berlin. Au delà, les frais de transport constituaient une barrière protectrice pour le charbon allemand. D'autre part, la concurrence du lignite commençait à peine à se faire sentir et le faible pouvoir calorifique de ce combustible en faisait un rival peu redoutable pour la houille à cette époque.

A l'intérieur de l'Allemagne, chaque région charbonnière, protégée de la concurrence des autres par les frais de transport, avait un rayon d'action incontesté à l'intérieur duquel ne pouvait jouer que la concurrence mutuelle des mines du même bassin. Si ces mines se groupaient en un cartel pour éliminer cette concurrence qu'elles se faisaient entre elles, il en résultait un véritable monopole qui, lorsqu'il s'agissait d'une région comme la Ruhr, comprenant les industries les plus florissantes de l'Allemagne, présentait une importance considérable.

Le syndicat, en effet, dans son rayon de monopole,

pouvait régler les prix comme il l'entendait, les élever, non pas, bien entendu, jusqu'à l'infini, mais jusqu'au point au delà duquel les frais de transport eussent cessé d'assurer une protection efficace, soit contre le charbon anglais, soit contre le charbon des autres bassins allemands. La zone incontestée du charbon de la Ruhr s'étendait depuis la France jusqu'à l'Elbe; cet immense territoire en plein développement industriel allait donc être placé sous la dépendance du Syndicat westphalien, si celui-ci réussissait à établir son monopole.

Il faut ajouter que les cartels du charbon sont des facteurs de concentration industrielle, aussi bien dans le sens horizontal que dans le sens vertical. D'une part, les grands charbonnages cherchent à absorber les petits, afin d'accroître à l'intérieur du syndicat le contingent de production auquel ils ont droit. D'autre part, la mine de houille fusionne avec l'usine pour ne former qu'une seule entreprise où l'usine sera assurée d'avoir constamment du combustible à bon marché et où la mine aura un débouché sûr et permanent pour son charbon. Au début, c'étaient les usines qui annexaient les mines pour devenir indépendantes du syndicat; par la suite ce fut l'inverse : les mines cherchèrent à acquérir des usines pour que leur extraction pût échapper aux limitations du syndicat, ces dernières ne s'appliquant pas aux quantités de charbon qu'une mine consomme elle-même ou livre à une usine lui appartenant. On compte que 60 entreprises ont perdu leur indépendance par voie de fusion depuis la fondation du syndicat jusqu'à la guerre. De 1860 à 1904, le nombre des mines de la Ruhr est passé de 271 à 160, alors que la production a été multipliée par 16 dans cette même période.

L'Etat ne pouvait évidemment rester indifférent

en présence de cette force redoutable qui venait de surgir, capable d'exercer une influence décisive sur la vie économique de l'Allemagne. Cette concentration de capitaux, cette appropriation par quelques individus des énormes richesses houillères de la Westphalie devaient provoquer l'intervention de l'Etat gardien des intérêts généraux, pour empêcher ces puissantes entreprises privées de réaliser librement leur monopole et d'abuser de leur force au détriment de la communauté.

III

Pour s'opposer à la réalisation de ce monopole, l'Etat pouvait envisager trois solutions : la première et la plus radicale consistait à dissoudre le cartel, la deuxième à le soumettre par des mesures législatives au contrôle de l'Etat, la troisième enfin à agir sur le cartel en qualité de propriétaire de mines.

La dissolution du cartel se heurtait à des objections d'ordre juridique : la *Gewerbeordnung* allemande, c'est-à-dire le Code de l'Industrie, autorisait les associations d'employeurs et d'employés relatives aux conditions du travail et elle était muette à l'égard des coalitions d'entrepreneurs destinées à limiter la concurrence. Comme, d'autre part, le droit civil posait le principe de la liberté des conventions, on ne pouvait pas interdire les cartels tant que leurs contrats n'étaient pas contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs. Pour dissoudre le syndicat il aurait donc fallu une loi et, malgré les vives critiques dont les cartels charbonniers étaient l'objet, le Gouvernement n'était pas sûr de trouver au Parlement la majorité nécessaire pour le vote de cette loi.

Du reste, au point de vue économique, on peut se demander s'il aurait été sage d'interdire les car-

tels. Schmoller disait en 1905, parlant de ceux qui demandaient cette interdiction : « Une telle demande ne peut être le fait que de fanatiques de l'individualisme, de gens qui n'ont aucune idée de la nécessité profonde du développement historique et des conceptions toujours plus vastes, d'économistes qui ne connaissent rien ou ne veulent rien connaître des méfaits de la vieille concurrence. » Les cartels étaient nés de la crise provoquée par la libre concurrence et ils étaient un moyen de défense contre le retour des mêmes difficultés. Leur existence même était une preuve que les prétendus avantages de la concurrence illimitée ne pouvaient être considérés comme certains sans discussion. Donc vouloir imposer par la force ce régime de liberté, sans s'apercevoir que ces deux termes jurent ensemble, c'eût été méconnaître les lois naturelles de l'organisme économique qui cherche à se défendre lui-même contre tout ce qui peut entraver son développement.

Les cartels charbonniers, créés au moment où le rendement des mines était déficitaire et où l'avilissement des prix résultant de la surproduction menaçait l'avenir de l'industrie houillère, avaient rapidement amélioré la situation en régularisant l'extraction et en l'adaptant aux demandes de charbon. Leur action régulatrice s'était exercée également sur la fixation des prix : alors qu'on avait connu, sous le régime de la libre concurrence, des mouvements désordonnés des cours, des hausses brusques suivies de baisses non moins brutales, les cartels avaient pu, en évitant la surproduction, contenir dans des limites étroites les fluctuations des prix. On ne connaissait plus, en période de prospérité, les prix exagérés d'autrefois, mais en revanche, en période de dépression, les cours ne tombaient jamais à des niveaux tels que la rentabilité des entreprises en fût com-

promise. Cette fixité relative des cours du « pain de l'industrie » constituait un avantage considérable pour toute l'économie allemande. Comme les prix de la matière première essentielle étaient désormais à l'abri des brusques fluctuations, l'industrie possédait au moins un facteur relativement constant de son prix de revient.

Cette heureuse influence des cartels charbonniers a toujours été reconnue par le Gouvernement prussien. Le ministre du Commerce et de l'Industrie disait en 1911, après avoir rappelé l'action régulatrice du Syndicat Westphalien : « Il est à craindre que sa disparition ne déclenche une lutte de chacun contre tous et non seulement rende aléatoire le rendement des mines et surtout des petites, mais encore qu'elle n'exerce une influence désastreuse sur les conditions du travail et le salaire des mineurs, pouvant entraîner de graves secousses économiques et sociales. »

Ces paroles prouvent que les cartels de l'industrie minière étaient devenus peu à peu des rouages nécessaires de la vie économique de l'Allemagne. Le danger de les voir se constituer en puissants monopoles privés et exploiter leur situation au détriment des consommateurs, subsistait bien toujours, on ne pouvait le nier. Mais supprimer les cartels, c'eût été se priver d'une arme qui, si elle pouvait faire du mal, pouvait aussi, si on savait s'en servir, rendre de grands services dans l'organisation rationnelle de l'économie.

Pour atteindre son but qui consistait à sauvegarder les intérêts généraux menacés par la politique du Syndicat westphalien, l'Etat ne crut donc pas devoir employer la première méthode; il entreprit d'agir sur le cartel en qualité de propriétaire de mines et de producteur de charbon. Cette mé-

thode devait lui procurer une influence proportionnelle au tonnage de son extraction, soit qu'il fût membre du cartel, soit que, comme dissident, il menaçât le syndicat de sa concurrence. Mais pour employer cette tactique, il fallait évidemment que l'Etat possédât des mines dans la zone du cartel.

IV

Au xviii^e siècle, l'Etat prussien avait été propriétaire de mines en Westphalie et, en outre, il avait eu des participations dans plusieurs concessions privées. Mais ces entreprises n'ayant donné que des résultats médiocres, le fisc s'était décidé à les vendre au début du xix^e siècle; il n'en avait retiré, d'ailleurs, qu'une somme dérisoire. En 1852, il ne conservait en Westphalie qu'une seule houillère, la mine d'Ibbenbüren.

Depuis la loi de 1865, l'Etat prussien avait assisté au développement prodigieux du bassin de Westphalie, où les concessions privées se multipliaient et, partant de la Ruhr, s'étendaient de plus en plus vers le nord et vers l'ouest, sans songer à se réserver une part de cette richesse houillère immense livrée à l'exploitation de puissantes sociétés. Il est vrai que la loi de 1865 traitait le fisc comme un simple particulier et lui interdisait de se tailler arbitrairement un domaine dans le partage du bassin. Il ne pouvait qu'entreprendre des sondages et, après avoir découvert un gisement, faire une demande de concession.

Au début du xx^e siècle, alors que la production totale du bassin de la Ruhr était voisine de 60 millions de tonnes de houille, le fisc prussien n'en pro-

duisait que 280.000 environ dans sa mine d'Ibbenbüren qui, du reste, au point de vue du marché du charbon, n'appartient pas au même bassin. La situation du fisc était bien meilleure dans la Sarre et en Haute-Silésie. Dans la Sarre, il possédait environ les 4/5 de la production et il était naturellement le maître de la situation. S'il y avait eu un syndicat dans la Sarre, il aurait été complètement sous la dépendance de l'Etat. En Haute-Silésie, la part de l'Etat était d'environ 1/5 de l'extraction totale et, depuis 1905, le fisc était membre de l'Oberschlesische Kohlenkonvention avec faculté de se retirer à tout moment. L'importance de sa production lui assurait une influence suffisante sur l'établissement des prix, soit comme membre de la convention, soit comme dissident.

La production des Divers Bassins Houillers
et la Part de l'Etat Prussien

BASSINS		Production totale en tonnes	Production de l'Etat Prussien	Part de l'Etat Prussien en 0/0
WESTPHALIE	1902	58.626.600	287.800	0.49
	1912	102.847.900	3.533.900	3.45
HAUTE SILÉSIE	1902	24.485.300	5.292.700	21.32
	1912	41.074.600	7.095.500	17.27
SARRE (y compris Lor- raine et Palatinat Bavarois)	1902	11.441.600	9.493.600	83.21
	1912	16.173.000	11.663.000	72.11
BASSE SILÉSIE	1902	4.569.700	—	—
	1912	5.509.900	—	—
AIX-LA-CHAPELLE	1902	1.992.100	—	—
	1912	3.037.400	—	—

Vis-à-vis du Syndicat rhénan-westphalien, l'Etat prussien était donc désarmé en tant que producteur concurrent. Il était trop tard pour songer, au début du ^{xx}e siècle, à se constituer dans la Ruhr un domaine important au moyen de sondages; tous les gisements reconnus étaient déjà concédés. On supposait bien qu'ils se prolongeaient au nord de la Lippe, mais les couches devenaient trop profondes et le fonçage des puits aurait demandé de longues années pour un résultat encore aléatoire. Or, le fisc voulait arriver le plus vite possible à jouer un rôle dans la production du bassin. Dans ces conditions, le seul moyen d'aboutir rapidement et sûrement consistait à acquérir à l'amiable des concessions déjà attribuées. C'est ce que l'Etat prussien entreprit en 1902.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi qui fut présenté aux Chambres en vue de cette acquisition, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Möller, faisait valoir les besoins de charbon considérables des chemins de fer et de la flotte allemande. En 1900, les chemins de fer prussiens avaient acheté en Westphalie 2.695.000 tonnes de houille, et la Prusse, disait-il, aurait grand avantage à produire au moins une partie de ce tonnage dans ses propres mines. En outre, l'Etat exploitant « serait à même d'exercer une certaine influence sur l'établissement des prix, ce qui lui profiterait à lui-même comme consommateur, aussi bien qu'à la collectivité ».

Ces arguments, il est vrai, n'étaient pas nouveaux et ils n'expliquent pas pourquoi l'Etat prussien, ayant négligé d'accroître son domaine minier depuis près d'un siècle, a subitement changé de politique en 1902. La cause déterminante de ce revirement fut sans doute la campagne violente qui fut menée dès 1900 contre le Kohlensyndikat. Le développement de l'industrie allemande avait été si rapide et

la demande de charbon était devenue si considérable, que malgré l'accroissement continu de l'extraction, celle-ci était devenue insuffisante et il en était résulté une hausse importante des prix des charbons. Cette hausse du combustible avait entraîné une hausse correspondante des prix des objets fabriqués et les consommateurs avaient fait entendre au Reichstag des plaintes très vives et des attaques contre les syndicats charbonniers qu'on accusait de limiter l'extraction pour pouvoir vendre leurs produits à des prix excessifs.

Pour donner satisfaction à l'opinion publique, le Gouvernement prussien se décida à intervenir. Son projet de loi prévoyait l'acquisition de deux groupes de concessions où les travaux étaient plus ou moins avancés. Tous deux étaient situés dans la partie nord du bassin de la Ruhr, dans le cercle de Recklinghausen : à l'est du cercle, les concessions visées couvraient une superficie de 13.200 hectares de part et d'autre de la Lippe et les sondages y avaient trouvé la houille entre 400 et 850 mètres de profondeur. Dans cette région qui comprend la localité de Waltrop, il n'existait encore aucun puits. Le second groupe, appartenant au grand métallurgiste Thyssen, était situé à l'ouest du cercle de Recklinghausen et se trouvait séparé du premier par plusieurs concessions, en particulier par la plus importante de la Société Hibernia. Sa superficie était de 7.200 hectares; l'exploitation n'était pas encore commencée, mais deux puits doubles, qui devaient devenir plus tard les mines Möller et Rheinbaben, avaient été foncés près de Gladbeck et les installations du jour étaient en cours d'achèvement. Le gisement était très riche et les réserves de houille comprises entre 500 et 1.000 mètres paraissaient considérables.

Le programme d'exploitation comprenait, outre l'achèvement de Gladbeck, le fonçage de deux puits doubles, celui de Bergmannsglück près de Buer et celui de Waltrop. Ces quatre sièges devaient extraire chacun un million de tonnes de houille en 1915 : comme on estimait qu'à cette date la production totale du bassin de la Ruhr serait d'environ 80 millions de tonnes (chiffre qui devait être dépassé dès 1907), la part de l'Etat prussien dans l'extraction totale devait être de 5 0/0.

La loi fut votée sans difficulté le 21 mars 1902 : elle ouvrait au Gouvernement prussien un crédit de 58 millions, dont près de 52 étaient destinés au paiement des concessions et le surplus à l'exécution des premiers travaux.

V

Par l'étendue de ses nouvelles possessions, le fisc prussien se trouvait ainsi placé au premier rang dans le bassin de la Ruhr, avant les puissantes compagnies minières Gelsenkirchener et Harpener, mais il ne devait pas tarder à se rendre compte que son extraction était beaucoup trop faible pour lui permettre d'exercer avant longtemps l'influence désirée sur la politique du Syndicat rhénan-westphalien. Les Mines Royales ne produisaient en 1903 que 450.000 tonnes, en face d'une production totale de 65 millions pour l'ensemble du bassin de la Ruhr. C'est pourquoi le fisc fit en 1904 une tentative pour acquérir, par voie d'achat des actions, la Société minière Hibernia.

L'exposé des motifs de la loi qui devait permettre cette acquisition après avoir fait allusion à la puissance accrue du Syndicat qui venait d'être renou-

velé pour une nouvelle période de douze ans (jusqu'en 1915) et qui groupait 98,67 0/0 de la production totale de la Ruhr, s'exprimait comme suit : « Il s'est produit dans le courant de cette année un déplacement important des forces dans l'industrie du Rhin et de la Westphalie. Un grand nombre d'entreprises ont fusionné entre elles; à l'intérieur des grandes entreprises, des communautés d'intérêts ont été réalisées entre les mines, la métallurgie et le grand commerce, par la cession d'un nombre considérable d'actions qui sont passées dans un petit nombre de mains. En présence de cette évolution, le renforcement de l'influence de l'Etat par l'extension de ses exploitations minières, est devenu une nécessité inéluctable. »

La tentative d'acquisition de la Société Hibernia fut l'occasion du premier conflit entre le Syndicat rhénan-westphalien et l'Etat prussien et celui-ci devait, en cette circonstance, éprouver la puissance de son redoutable adversaire.

La Société minière Hibernia, au capital de 53 millions 500.000 marks, occupait en importance la troisième place dans le bassin de la Ruhr, après la Gelsenkirchener et la Harpener; elle produisait en 1903 plus de 7 0/0 du tonnage total du bassin. Ses concessions étaient divisées en cinq groupes : 1^o Alstaden à Mülheim-s/-Ruhr; 2^o Hibernia et 3^o Wilhelmine Victoria à Gelsenkirchen; 4^o Shamrock à Herne; 5^o Schlägel & Eisen et General Blumenthal près de Recklinghausen. Leur superficie totale était de 10.193 hectares et le groupe nord séparait en deux parties les concessions achetées par le fisc en 1902. Si l'Etat prussien achetait cet ensemble très riche, il devenait propriétaire d'un immense domaine d'un seul tenant, comprenant la plus grande partie du cercle de Recklinghausen. Cette considération ne fut

certainement pas étrangère au choix que fit le Gouvernement de la Compagnie Hibernia.

Au mois de juin 1904, la presse annonçait au public que l'Etat offrait aux actionnaires de Hibernia l'échange de leurs actions contre des titres de rente 3 0/0, à raison de 3.000 marks d'actions pour 240 marks de rente, ce qui correspondait à un dividende consolidé de 8 0/0. Cette offre n'eut aucun succès : les administrateurs démontrèrent que la moyenne des dividendes des dix dernières années avait été de plus de 11 0/0 et qu'en outre les perspectives de l'affaire étaient trop brillantes pour qu'ils pussent renoncer pour l'avenir à la plus-value certaine de leurs titres.

A la suite de ce premier échec, le Gouvernement conclut un accord secret avec la Dresdner Bank de Berlin qui devait accaparer en Bourse, pour le compte du fisc, toutes les actions Hibernia qui seraient offertes. Mais cet accord ne resta pas longtemps secret et la manœuvre du fisc eut un grand retentissement dans l'industrie minière. On parla de tentative de nationalisation des mines, de monopole de l'Etat, et le Syndicat rhénan-westphalien entreprit d'organiser la résistance pour sauver la Société menacée. En face de la Dresdner Bank (1) soutenue par le Gouvernement, le Syndicat mit en ligne cinq autres sociétés financières, en particulier la Diskontogesellschaft, et, à son appel, la majorité des actionnaires fit bloc contre l'accaparement de leurs titres. La Dresdner Bank n'avait pu réunir qu'un peu moins de 22 millions d'actions en capital nominal; il en restait 31 millions 1/2 entre les mains des actionnaires privés. Une assemblée générale vota

1. — Le Gouvernement traita, en réalité, avec deux banques : la Dresdner Bank et le Schaffhausenscher Bankverein.

une augmentation de capital de 6 millions $1/2$ pour porter le capital à 60 millions de marks et les actions nouvelles, à la souscription desquelles les actionnaires anciens n'avaient aucun droit, furent placées par le groupe de banquiers de manière à éliminer tous les souscripteurs suspects. Les adversaires du fisc voyaient donc ainsi s'accroître leur majorité.

En outre, une Société fut fondée par le Syndicat et les cinq banques de Berlin qui le soutenaient; ce fut la « Herne G. m. b. H. » qui avait pour objet « l'achat et la gestion en commun des actions de la Compagnie Hibernia ». Ce consortium qui n'était qu'un groupe de défense contre l'Etat, réussit à acquérir 36 millions $1/2$ de marks d'actions, c'est-à-dire plus de la moitié du capital de Hibernia après l'augmentation de 1904 : la moitié fut remise au Syndicat, le reste fut partagé entre les cinq banques.

La Dresdner Bank intenta une action en justice contre l'augmentation de capital et les modalités d'émission des actions nouvelles. Le 20 décembre 1905 un arrêt de la Cour de Hamm, confirmé par la Cour suprême de Leipzig le 13 juin 1906, admit la régularité de l'émission des actions nouvelles. Le Code de commerce allemand prévoit, en effet, (article 282) la possibilité d'exclure les anciens actionnaires du droit de souscrire les actions nouvelles. L'Etat avait reçu de la Dresdner Bank 27 millions $1/2$ de titres pour 69 millions $1/2$ de marks, crédit accordé par la loi du 6 mars 1905. Sa défaite paraissait définitive.

Elle fut encore aggravée en 1906 grâce à une habile manœuvre du consortium de Herne qui provoqua la création de 10 millions de marks d'actions privilégiées 4 $1/2$ 0/0. Ces actions étaient complètement distinctes des actions ordinaires et leurs por-

teurs volaient séparément, de sorte qu'aucune décision ne pouvait être prise sans avoir été soumise à la fois au vote des actionnaires ordinaires et au vote des actionnaires privilégiés. Ces actions furent encore, grâce à la même disposition, souscrites par les adversaires du fisc et ainsi fut constituée contre l'Etat une garantie supplémentaire pour le cas où il aurait finalement réussi à acquérir la majorité du capital ordinaire. L'Etat attaqua devant les tribunaux la validité de cette nouvelle augmentation de capital : il fut de nouveau débouté par un arrêt de la Cour suprême en date du 25 mars 1908.

La tentative d'étatisation de Hibernia avait donc avorté complètement et, tout en étant devenu le plus gros actionnaire de la Société, le fisc devait se contenter de percevoir ses dividendes ; il n'avait même pas réussi à faire partie du Conseil d'administration.

VI

L'échec de l'Etat prussien dans sa lutte contre le Syndicat rhénan-westphalien ne tarda pas à convaincre le fisc de la nécessité d'une réforme de la loi de 1865. Il avait voulu fonder sur sa propre activité industrielle l'influence qu'il revendiquait : il ne pouvait réparer sa défaite qu'en modifiant à son profit le régime libéral de la propriété minière.

C'est un député conservateur, le baron Gamp, qui prit l'initiative des réformes de la législation. La loi qui porte son nom fut votée le 5 juillet 1905.

Sous le régime de la loi de 1865, la surface maxima des concessions était de 219 hectares, mais l'usage s'était établi d'admettre plusieurs demandes successives du même intéressé et rien ne limitait légalement le nombre de « champs » qui pouvaient

être groupés dans une même main. Aussi, tandis que les mines du sud, voisines de la Ruhr, qui sont les plus anciennes, ont des concessions très exigües, celles-ci deviennent beaucoup plus vastes à mesure qu'on progresse vers l'Emscher et la Lippe. Cette interprétation extensive de la loi avait amené de véritables abus de la part notamment des sociétés de forage; grâce aux progrès de la technique des sondages, ces sociétés pouvaient multiplier les trous de sonde, obtenir concession sur concession et réaliser des bénéfices scandaleux en faisant commerce des gisements ainsi acquis.

La loi Gamp tendait à empêcher ces accaparements en suspendant pour deux ans l'institution de concessions nouvelles pour la houille et le sel. C'était une loi d'attente qui avait pour but de réserver sur les régions encore vierges, les droits de l'Etat qui seraient définis ultérieurement.

Très importante dans son principe, puisqu'elle mettait un terme au régime libéral en vigueur depuis quarante ans, la loi Gamp le fut très peu dans ses résultats. Lorsqu'elle entra en application, il ne restait plus guère de concessions à délivrer. Sur 123 milliards de tonnes, chiffre auquel le Gouvernement évaluait les réserves de houille de la Prusse en 1907, jusqu'à une profondeur de 1.200 mètres, on estimait que la loi Gamp en avait réservé 7 milliards à peine. Et encore ces réserves se trouvaient-elles presque entièrement en dehors du bassin de la Ruhr, alors que c'était dans ce bassin que le fisc cherchait à agrandir son domaine.

Comme cette loi venait à expiration en juillet 1907, il fallait qu'avant cette date une modification définitive fût apportée au régime de 1865. La Berggesetz-nouvelle du 18 juin 1907, votée après de longues et ardentes discussions, tendait dans son principe à la

suppression de la Bergbaufreiheit et au rétablissement du Bergregal, mais les critiques dont le projet du Gouvernement fut l'objet de la part des libéraux, les amendements et les transactions qu'il fallut accepter, firent de ce projet un texte vague qui n'instituait pas un régime bien défini. D'une part, la loi de 1907 établit pour le sel et la potasse le monopole de l'Etat, tel qu'il avait été créé provisoirement par la loi Gamp. D'autre part, pour la houille, elle maintient la liberté de recherche et d'exploitation dans les provinces de Prusse Orientale, Brandebourg, Poméranie et Schleswig-Holstein : le législateur a voulu favoriser ainsi l'exploration de ces régions où l'on n'a pas encore découvert de charbon. Quant au reste du pays, l'Etat dispose seul, en principe, du droit de faire des sondages et de s'approprier les gisements. Cependant, il ne peut user à sa guise de ce privilège : il est tenu de choisir 250 « champs » nouveaux d'une superficie totale de 55.000 hectares, qu'il peut annexer à son ancien domaine. Mais, pour le surplus, l'Etat *doit* céder ses droits à l'industrie privée. Une loi devait fixer ultérieurement le mode de cession.

La loi de 1907 constituait un échec pour le Gouvernement prussien qui avait voulu s'approprier tous les gisements non encore concédés, avec la *faculté* d'en remettre temporairement l'exploitation à l'industrie privée moyennant le paiement d'une indemnité. Certes, l'accroissement du domaine fiscal résultant de cette loi n'était pas négligeable, mais la valeur immédiate des champs attribués ne paraissait pas très considérable et, en outre, alors que sous le régime de 1865 le fisc avait le droit de demander des concessions au même titre qu'un particulier, la loi de 1907 considérait que l'Etat n'aurait désormais plus le droit d'agrandir encore son domaine minier.

Le fisc prussien devait faire connaître dans un délai de trois ans l'emplacement des 250 champs qui lui étaient réservés. En 1910, après exécution des sondages prévus, les limites de ces territoires furent fixées définitivement. Ils sont situés, d'une part, au nord du bassin de la Ruhr, d'autre part, dans le cercle de Rybnik en Haute-Silésie. En Rhénanie et Westphalie ils sont divisés en quatre groupes, dont trois sont sur la rive droite du Rhin et un seul sur la rive gauche, au nord-ouest du bassin de Mörs qui n'est lui-même que le prolongement du bassin de la Ruhr proprement dit. Ces quatre groupes sont : Münsterland, le plus important, qui couvre 35.000 hectares au sud de Münster, « an den Borkenbergen » (2.000 hectares) et Röss (8.800), tous deux au nord de la Lippe, enfin Geldern sur la rive gauche, couvrant environ 6.000 hectares. Quant aux champs réservés en Haute-Silésie, ils ont une superficie totale de 2.640 hectares.

A la suite de cet accroissement énorme en superficie, le domaine de l'Etat prussien en Westphalie et Rhénanie dépassait de très loin celui des compagnies les plus puissantes : la Gelsenkirchener ne possède que 28.700 hectares, la Harpener 17.100, la Hibernia 10.200 environ, alors que le fisc dispose de 73.374 hectares, c'est-à-dire d'une superficie totale bien supérieure à celle de ces trois sociétés réunies.

Mais ces chiffres ne sauraient faire illusion. A mesure qu'on progresse vers le nord de la Westphalie, les couches de carbonifère deviennent de plus en plus profondes et les nouveaux gisements de l'Etat ne doivent guère être exploitables à moins de 1.200 mètres. Or, à de telles profondeurs, l'extraction exige un outillage extrêmement puissant et présente des difficultés telles qu'en l'état actuel de

la technique minière, les résultats de l'entreprise seraient très aléatoires.

VII

A la suite des déconvenues répétées que le fisc avait dû subir dans l'affaire Hibernia, il s'efforça, pour réparer son échec, d'accélérer le plus possible le développement des mines acquises en 1902 et il faut reconnaître que les résultats, s'ils ne correspondirent pas exactement aux prévisions optimistes qui avaient été faites au début, furent néanmoins fort encourageants. Cependant la production totale du bassin de Westphalie continuait à croître à pas de géant, passant de 58 millions de tonnes en 1902 à plus de 82 millions en 1907 et l'extraction des mines fiscales qui n'atteignait encore que 830.000 tonnes en 1907 avec quatre sièges (Möller, Rheinbaben, Bergmanns-glück et Waltrop) était une quantité presque négligeable (1 0/0) en présence du tonnage énorme dont disposait le Syndicat rhénan-westphalien.

Si l'Etat voulait jouer un rôle sur le marché du charbon, il fallait évidemment qu'il fit un nouvel effort et c'est pourquoi le Gouvernement prussien demanda en 1907 les crédits nécessaires au fonçage et à l'installation de trois nouveaux puits doubles d'extraction dans la zone ouest du cercle de Recklinghausen (Westerholt, Scholven et Zweckel). Chacun de ces sièges devait, comme les quatre premiers, être équipé pour une extraction annuelle de 1 million de tonnes, de manière à porter à 7 millions le tonnage total qui serait extrait des mines fiscales lorsqu'elles seraient en plein rendement. Un crédit de 55 millions fut accordé par la loi du 10 mai 1908 et les travaux de fonçage des nouveaux puits furent

entrepris aussitôt et menés activement. Dans les dernières années précédant la guerre, la production des mines fiscales de Westphalie, où les trois nouveaux sièges venaient d'entrer en activité, augmenta très rapidement. En 1910, elle était de 2 millions 300.000 tonnes et en 1913 elle était voisine de 5 millions. Cependant, la mine Waltrop qui avait été noyée en 1909, à peine terminée, n'avait pu être rouverte qu'en 1912 et sa production de l'année suivante était encore loin de la normale.

Dans le mois de juillet 1914, c'est-à-dire à la veille de la guerre, les mines fiscales avaient extrait 500.000 tonnes, ce qui correspond à une production annuelle de 6 millions. Il n'est pas douteux que, sans la guerre, les 7 millions prévus par le programme de 1908 auraient été rapidement dépassés.

L'Etat était donc devenu un des plus gros producteurs du bassin de la Ruhr puisqu'il fournissait en 1913, 4,2 0/0 du tonnage total. Il y a lieu de se demander s'il avait réussi à atteindre le but qu'il s'était proposé en 1902, c'est-à-dire à exercer une influence sérieuse sur la politique du Syndicat d'Essen.

Après l'échec de sa tentative d'achat de Hibernia, le fisc avait refusé de faire partie du Syndicat, estimant avec raison que l'importance de ses mines ne lui permettait pas encore d'occuper la place qu'il ambitionnait et que son adhésion ne pourrait que restreindre sa liberté d'action. Mais dès 1910 la situation était devenue bien différente : avec ses 2 millions 300.000 tonnes le fisc était le plus gros des producteurs en dehors du Syndicat. Or, dès cette époque, le Syndicat, dont le contrat ne devait prendre fin qu'en 1915, commençait à discuter les bases de son renouvellement, car il prévoyait les grosses difficultés que soulèverait l'opposition entre les mines

ordinaires et les mines annexées à des usines (« reine Zechen » et « Hüttenzechen »).

Cette opposition résulte du conflit d'attributions entre les deux catégories d'entreprises. Une mine qui n'est pas intégrée à un établissement industriel, qui se contente de produire et de vendre du charbon, tire évidemment tous ses bénéfices du commerce du charbon. Elle a donc intérêt à ce que la vente soit aussi développée que possible et, pour cela, à ce que les prix du syndicat ne soient pas exagérés. Au contraire, les « mines d'usines » ont des intérêts comme producteurs de charbon et des intérêts, en général supérieurs, comme fabricants. Ces mines poussent le syndicat à vendre le charbon aussi cher que possible pour défavoriser les usines concurrentes, alors que les usines intégrées peuvent s'approvisionner à bon marché.

Le Syndicat, préoccupé de ces tiraillements intérieurs, s'inquiétait également de voir prospérer les entreprises dissidentes, et en particulier les mines fiscales, et cherchait à les attirer à lui. Après de longues négociations qui suscitèrent dans la presse des controverses passionnées, le fisc conclut en janvier 1912 une communauté d'intérêts avec le Syndicat rhénan-westphalien. Celui-ci se chargeait de la vente de toute la production des mines fiscales, à l'exception des quantités absorbées par les besoins publics, moyennant une commission de 6 0/0 du prix de vente. Le fisc n'était pas membre du Syndicat, mais sa situation n'était guère différente de celle des membres, puisqu'il avait voix délibérative. Toutefois il s'était réservé le droit de se retirer à n'importe quel moment.

Cet accord eut une grande importance théorique pour les cartels. Déjà en 1910 le Gouvernement prussien, en demandant pour les mines de potasse

la constitution d'une sorte de syndicat obligatoire, avait implicitement reconnu la légalité des cartels. Par son accord avec le Syndicat d'Essen, il reconnaissait à nouveau les cartels comme des organismes légaux et nécessaires. Mais l'opinion publique fut loin d'approuver unanimement la politique du Gouvernement prussien : une partie de la presse lui reprocha d'avoir signé la capitulation de l'ordre public devant l'ordre privé et d'avoir abandonné la défense des intérêts généraux pour faire le jeu du capitalisme.

Cet accord, qui avait fait l'objet de polémiques ardentes, n'eut, d'ailleurs, qu'une importance minime dans ses résultats, qui marquèrent un nouvel échec de la politique du Gouvernement. En octobre 1912, lorsqu'il fut question de fixer les prix pour la campagne 1913-1914, le Syndicat décida une hausse générale sur toutes les catégories de charbon; l'Etat ne crut pas devoir sanctionner l'augmentation du prix du charbon pour les besoins domestiques et, en conséquence, il se retira du Syndicat.

Cette sécession de l'Etat qui devait être un moyen de pression sur le Syndicat, ne produisit aucun effet; le Syndicat n'en procéda pas moins au relèvement des prix et l'incident passa presque inaperçu. La tentative de collaboration du fisc avec le Syndicat avait donc échoué complètement. Mais l'échec de cette politique avait fourni plusieurs enseignements. Elle avait démontré, en premier lieu, que l'Etat ne pouvait pas obtenir par cette méthode la part d'influence qu'il revendiquait et que son droit de sécession n'avait aucune efficacité. Par conséquent, si l'Etat voulait jouer un rôle dans le Syndicat, il ne suffisait pas qu'il y entrât en qualité d'exploitant ordinaire disposant d'une influence proportionnelle au chiffre de sa production, il fallait qu'il intervînt avec les droits de la puissance publique chargée de la

sauvegarde des intérêts généraux; il était nécessaire qu'il fût à même de faire échec à ses adversaires et de faire prévaloir son avis même contre une majorité.

L'expérience avait montré aussi que le fisc, membre du Syndicat, n'était pas à l'abri du reproche de sacrifier les intérêts de la collectivité à ses intérêts de marchand de charbon. En effet, l'Etat prussien, lors de la fixation des prix pour la campagne 1913-1914, avait fait un beau geste en se retirant du Syndicat, plutôt que de consentir à une augmentation du prix du charbon pour les usages domestiques, mais on faisait remarquer que le fisc avait, par contre, parfaitement adhéré au principe du relèvement des tarifs pour les charbons industriels et que, d'autre part, il se trouvait que les mines fiscales ne fournissaient presque pas de combustibles pour foyers domestiques, mais produisaient, par contre, beaucoup de charbons pour l'industrie.

Quoi qu'il en soit, la sécession du fisc était le coup de grâce pour le Syndicat; avec l'Etat comme dissident, il était impossible de le prolonger et les négociations déjà engagées pour préparer une nouvelle convention du cartel demeurèrent en suspens.

Néanmoins, le contact ne fut pas rompu entre le fisc et le Syndicat; la question de l'étatisation de Hibernia fut de nouveau discutée. En outre, le fisc chercha à étendre le Syndicat pour en faire un grand cartel de l'Allemagne de l'Ouest qui aurait englobé, outre la Westphalie et la Rhénanie, tout le bassin de la Sarre, et dans lequel l'Etat aurait disposé, en raison de son énorme domaine sarrois, d'une influence beaucoup plus considérable que dans le Syndicat rhéno-westphalien. Cette tentative n'eut pas plus de résultat que les précédentes et, lorsque la guerre éclata, le fisc n'était ni membre du Syndicat, ni lié avec lui par une convention quelconque.

CHAPITRE III

Les conséquences de la guerre sur le domaine minier de l'État prussien

I

LE TRAITÉ DE VERSAILLES ET LA RICHESSE MINIÈRE DE L'ALLEMAGNE

La guerre de 1914-1918 a eu pour la richesse minière de l'Allemagne des conséquences redoutables. D'une part, le Traité de Versailles a remis à la France la pleine propriété des mines de la Sarre et, en désannexant l'Alsace-Lorraine, a fait perdre à l'Allemagne ses gisements de minerai de fer les plus importants, le bassin houiller lorrain, les gisements de potasse d'Alsace, les pétroles de Péchelbronn, les sels de Lorraine. D'autre part, le plébiscite de Haute-Silésie et les décisions prises par les Alliés conformément à l'avis de la Société des Nations, ont attribué à la Pologne 86 0/0 environ des réserves de houille de cette province et 64 0/0 de la production actuelle. Quant aux minerais métalliques, la partie devenue polonaise produit 85 0/0 du zinc et 63 0/0 du fer.

La puissance économique de l'Allemagne reposait avant la guerre sur sa richesse en fer et en charbon. Pour la houille, elle était le pays le plus riche d'Europe. Son extraction annuelle, il est vrai, était encore loin d'avoir atteint celle de l'Angleterre, bien que

d'année en année l'écart devint de moins en moins considérable, mais en ce qui concerne les réserves, l'Allemagne était deux fois plus riche que la Grande-Bretagne.

D'après les estimations du Congrès Géologique tenu à Toronto (Canada) en 1913, les réserves houillères de l'Europe, jusqu'à une profondeur de 2.000 mètres, étaient évaluées à 813 milliards de tonnes, se décomposant comme suit:

Allemagne.....	424	milliards de tonnes, soit	32,1	0/0 du total
Angleterre.....	189	—	23,2	—
Russie d'Europe.	60	—	7,4	—
Autriche	29	—	3,6	—
France.....	18	—	2,2	—
Belgique.....	11	—	1,4	—
Hollande.....	4	—	0,5	—
Autres pays	78	—	9,6	—

L'Allemagne possédait donc plus de la moitié des gisements de houille de toute l'Europe. Le remaniement apporté à la carte politique des Puissances Centrales a profondément modifié cette situation. Tout d'abord, le Traité de Versailles a enlevé à l'Allemagne 13 milliards de tonnes de houille dans la Sarre et en Lorraine. Puis le partage de la Haute-Silésie a entraîné la perte de la plus grande partie des immenses réserves de cette province, considérées comme supérieures à celles de toute l'Angleterre: cette perte est évaluée à 176 milliards de tonnes, ce qui porte à 189 milliards de tonnes la diminution de la richesse houillère de l'Allemagne.

Ce remaniement a profité à la France, dont les réserves ont passé de 18 à 31 milliards de tonnes, et surtout à la Pologne qui est devenue, à la suite du partage de la Haute-Silésie, presque aussi riche que l'Allemagne et plus riche que l'Angleterre, avec

un total de 208 milliards de tonnes, décomposées comme suit:

Ancienne Pologne russe.....	3 milliards
Galicie et Silésie.....	29 —
Haute-Silésie polonaise.....	176 —

La répartition des réserves de houille en Europe est actuellement la suivante:

Allemagne.....	235 milliards de tonnes, soit 28,9 0/0 du total
Pologne.....	208 — 25,6 —
Angleterre.....	189 — 23,2 —
Russie d'Europe.	57 — 7,0 —
France.....	31 — 3,8 —
Belgique.....	11 — 1,4 —
Hollande.....	4 — 0,5 —
Autres Pays	78 — 9,6 —

L'Allemagne a donc conservé, malgré les douloureuses amputations qu'elle a subies, la première place en Europe parmi les pays riches en charbon. En outre, il faut rappeler qu'elle est la plus puissante productrice de lignite du monde entier et que ce combustible prend en Allemagne une importance de plus en plus considérable. Le lignite est un combustible analogue à la houille mais dont la minéralisation est incomplète et dont le pouvoir calorifique est égal à un tiers environ de celui de la houille. Mais sa qualité inférieure est largement compensée par les conditions exceptionnellement favorables de son gisement, qui rendent son extraction beaucoup plus facile et permettent une mécanisation beaucoup plus grande. L'extraction se fait très souvent à ciel ouvert, dans d'immenses carrières où de puissants excavateurs assurent à la fois l'abattage et le chargement sans le secours d'aucun ouvrier. Dans les mines de charbon, au contraire, ces deux opérations se font le plus souvent à la main et les progrès techniques

y sont relativement lents. En outre, les couches de lignite, peu profondes, sont en général beaucoup plus épaisses que celles de charbon. Tandis qu'on exploite souvent des couches de houille de moins d'un mètre, il n'est pas rare de rencontrer, sous quelques mètres de morts-terrains, des couches de lignite homogènes et horizontales, de 50 ou même parfois de 100 mètres de puissance.

Ces trois considérations, puissance des gisements, leur peu de profondeur et la mécanisation du travail, expliquent suffisamment pourquoi le lignite a un prix de revient très inférieur à celui de la houille et peut, malgré son faible pouvoir calorifique, devenir en raison de son bon marché un concurrent redoutable du charbon. Aussi, alors que l'extraction de la houille est encore loin d'avoir atteint le chiffre d'avant-guerre, la production du lignite l'a déjà largement dépassé: elle a atteint 110 millions de tonnes en 1921, au lieu de 87 millions de tonnes en 1913 et de 18.000 tonnes en 1890.

La consommation a marché de pair avec l'extraction et la fabrication des briquettes a permis d'améliorer la qualité et de faciliter les transports. Beaucoup d'industries qui, jusqu'à ces dernières années, n'utilisaient que la houille comme producteur d'énergie, ont modifié leurs chaudières pour employer le lignite; de nombreuses centrales électriques se sont installées sur les gisements mêmes, en Rhénanie ou en Allemagne Centrale, pour y consommer sur place le lignite cru et alimenter à grande distance des villes comme Cologne ou Berlin en énergie électrique, dont le transport est plus économique que celui du combustible.

La lutte silencieuse engagée en Allemagne entre la houille et le lignite semble donc devoir se terminer par la victoire de ce dernier qui chasse de plus

en plus la houille aussi bien des foyers domestiques que des chaudières industrielles et le jour n'est peut-être pas très éloigné où la production allemande de lignite dépassera celle du charbon, non seulement en tonnage, mais en pouvoir calorifique.

Les réserves de lignite, sans être aussi considérables que celles de houille (1), n'en sont pas moins très importantes, mais les Géologues ne sont pas d'accord à ce sujet et leurs estimations varient du simple au double suivant les auteurs. Alors que le Congrès International du Canada avait évalué ces réserves en 1913 à moins de 14 milliards de tonnes, dont 6 milliards environ pour le Bassin Rhénan et 8 milliards pour celui de l'Allemagne Centrale, des estimations plus récentes des ressources allemandes en lignite les chiffrent à 25 milliards de tonnes environ.

Comme les pertes territoriales subies par l'Allemagne n'ont affecté que d'une manière insignifiante sa richesse en lignite, comme, d'autre part, ses réserves de houille, bien que fortement diminuées, demeurent énormes, l'Allemagne d'après-guerre est encore un des pays les plus riches du monde en combustibles minéraux.

En ce qui concerne le fer, les conditions sont bien différentes. L'Allemagne était avant la guerre le pays d'Europe qui produisait le plus de minerai de fer, dont la plus grande partie était constituée par la minette de Lorraine (21 millions de tonnes sur un total de 29). En outre, le Luxembourg, membre du Zollverein allemand, lui fournissait 7 millions de tonnes. La Lorraine annexée ayant été réintégrée

1. Il est à noter que les chiffres indiqués plus haut s'appliquent aux gisements de houille jusqu'à 2.000 mètres de profondeur. Or, le problème de l'extraction à des profondeurs supérieures à 1.200 mètres est loin d'être résolu.

dans la souveraineté française et le Luxembourg ayant cessé de faire partie du Zollverein, la richesse de l'Allemagne en minerai de fer s'est trouvée considérablement réduite par le Traité de Versailles. En outre, le partage de la Haute-Silésie a donné à la Pologne près des 2/3 du fer connu dans cette province (1), de sorte que l'Allemagne des frontières actuelles ne peut extraire de son sous-sol, dans des conditions normales de production, que 7 millions de tonnes environ de minerai de fer. Ses ressources totales sont évaluées à un milliard de tonnes seulement, alors que celles de la France sont de 10 milliards et celles de la Grande-Bretagne de 3 milliards de tonnes environ.

La France est donc de beaucoup le pays d'Europe le plus riche en minerai de fer, mais elle ne produit pas assez de coke métallurgique pour le mettre en œuvre; et l'Allemagne, grosse productrice de coke métallurgique mais manquant de minerai de fer pour alimenter ses hauts-fourneaux, est tributaire de l'étranger, notamment de la Scandinavie, de l'Espagne, du Luxembourg et de la France, pour combler son déficit. Cette situation respective de la France et de l'Allemagne devrait fournir la base d'un accord économique dont on a déjà beaucoup parlé, mais que les événements politiques ont rendu impossible jusqu'à présent.

Cette petite digression touchant les conséquences de la guerre sur les richesses minières de l'Allemagne, n'était peut-être pas inutile puisqu'elle nous aura

1. Quant à la production de zinc de la Haute-Silésie, qui représentait 80 0/0 de la production allemande et 17 0/0 de la production mondiale, elle est passée en presque totalité à la Pologne (plus de 85 0/0).

permis de voir d'un peu plus haut et d'un point de vue différent, une partie des résultats économiques de deux événements qui ont eux-mêmes profondément modifié le domaine minier de l'Etat Prussien, à savoir le Traité de Versailles et le partage de la Haute-Silésie, le second n'étant, du reste, qu'une conséquence du premier. Le Traité de Versailles a fait perdre à la Prusse son plus grand domaine fiscal, le Bassin houiller de la Sarre, et une saline en Posnanie. Le Plébiscite de Haute-Silésie a entraîné la cession à l'Etat Polonais de la plus grande partie de son domaine de Zabrze. Mais, avant que le Gouvernement Prussien ait pu prévoir la perte de ses mines Sarroises ou Silésiennes, il avait profité de la guerre pour étendre son domaine de Westphalie en réalisant enfin l'acquisition de la Société « Hibernia ».

II

ACQUISITION DE LA SOCIÉTÉ HIBERNIA PAR LE FISC PRUSSIEN

L'histoire du conflit entre le fisc Prussien et le Syndicat Rhénan-Westphalien jusqu'en 1914, qui n'est que l'exposé d'une série de défaites du fisc, nous a montré les tâtonnements et les hésitations de la politique du Gouvernement, soucieux avant tout de se garantir contre les dangers que présentait l'organisation nouvelle de l'industrie moderne, la concentration dans le sens horizontal réalisée par les cartels et l'intégration verticale se superposant à la première et donnant naissance aux puissants « Konzern » de la Ruhr, ceux de Stinnes, de Thyssen, de Haniel, de Mannesmann et de quelques autres

magnats qui prétendaient régler d'une façon absolue les destinées économiques et même politiques de l'Allemagne. Pendant la guerre nous assistons à un changement de méthode du Gouvernement: après avoir vainement essayé d'influencer la politique du grand cartel charbonnier de Westphalie en qualité de simple producteur, l'Etat se décide à intervenir comme puissance publique et à réglementer le cartel par voie législative.

Le Syndicat Rhénan-Westphalien devait prendre fin en décembre 1915 et les pourparlers engagés pour trouver la formule du renouvellement traînaient en longueur depuis 1910. L'entente avait été rendue impossible par le désaccord entre les mines simples et les mines d'usines. Lorsque la guerre éclata, elle rendit très problématique le renouvellement du Syndicat, car elle contribuait à affaiblir le désir d'entente. Elle allait créer, en effet, à l'industrie charbonnière une situation très avantageuse. Celle-ci n'avait plus à redouter la concurrence des charbons anglais et, en ce qui concerne le marché intérieur, la production était diminuée par la mobilisation qui avait rendu la main-d'œuvre rare, tandis que, d'autre part, cette offre réduite allait avoir à satisfaire des demandes sans cesse croissantes à cause des besoins de la marine, des chemins de fer et des usines de guerre. C'était donc la perspective certaine de hauts prix.

Or, c'est une expérience qui a toujours été vérifiée, que la tendance à la cartelisation s'accroît dans les périodes de dépression et, au contraire, diminue dans les périodes de prospérité. On est naturellement porté à se grouper pour chercher les moyens de sortir d'une crise, pour prendre les mesures susceptibles de conjurer la mauvaise fortune, mais, au contraire, dans les circonstances favorables,

les membres du Syndicat ne songent qu'à reprendre leur liberté, de manière à pouvoir exploiter librement les chances du moment.

Cependant, à l'époque où le renouvellement du Syndicat paraissait plus douteux que jamais, l'Etat voyait dans le cartel un instrument essentiel de l'économie de guerre, un principe régulateur de la production permettant, grâce à un plan méthodique, d'éviter les faux calculs, les tâtonnements du régime de la concurrence et de la liberté. Et cette nécessité de régler méthodiquement la production s'imposait d'autant plus en période de guerre que la pénurie des produits essentiels se faisait sentir dans tous les domaines et exigeait l'économie la plus stricte. Or, le cartel était un organisme remarquablement apte à assurer une gestion régulière et économe de la production. Pour la houille, par exemple, le Syndicat rhénan-west-phalien pouvait, grâce à son bureau de vente, répartir les commandes entre les mines adhérentes suivant les convenances géographiques ; il pouvait, en outre, avoir la haute main sur le commerce de gros en assignant à chaque commerçant un certain rayon de revente.

Il fallait donc contraindre le Syndicat d'Essen, puisque le désir d'entente était très réduit par la guerre, à renouveler son contrat. La syndicalisation obligatoire fut établie par l'ordonnance du Conseil Fédéral allemand en date du 12 juillet 1915 modifiée dans quelques dispositions de détail par l'ordonnance du 30 août de la même année. Cette ordonnance devait rester en vigueur jusqu'à la fin de la seconde année qui suivrait l'expiration de la guerre.

Elle autorisait le Chancelier à grouper les exploitations de houille et de lignite, même contre leur gré, en un syndicat chargé de régler la production

et de placer les produits des diverses mines. Les statuts de ces groupements, qui devaient être fixés par l'autorité publique, prévoyaient un organe directeur, une assemblée générale et un comité consultatif, ce dernier ayant pour mission de trancher les différends entre les membres du Syndicat au sujet de la fixation du contingent à produire. Le président du syndicat et la moitié des membres du comité de direction devaient être désignés par l'autorité publique.

Les premiers prix de base fixés par l'assemblée générale devaient être approuvés par l'Etat qui avait le droit de les réduire. Par la suite, toute demande de relèvement des tarifs ne pouvait être adoptée qu'à la majorité de 70 0/0 des voix. Au contraire, s'il s'agissait d'une motion de réduction des prix qui avait réuni une minorité d'au moins 30 0/0 des voix, l'autorité publique devait décider en dernier ressort sans avoir à tenir compte du vote de la majorité. L'Etat était représenté à toutes les assemblées et il pouvait opposer son veto à toutes les décisions de nature à léser l'intérêt général.

Toutefois l'article 3 de l'ordonnance du 12 juillet 1915 disposait que cette syndicalisation obligatoire avec les pouvoirs considérables qu'elle donnait à l'Etat, pourrait être évitée à la condition que, dans un délai à déterminer par l'autorité centrale, les exploitants réunissant au moins 97 0/0 de la production du bassin ou de la région considérée, instituassent eux-mêmes contractuellement l'union que l'autorité publique jugeait conforme à l'intérêt général.

Le syndicat pouvait donc se soustraire ainsi au contrôle rigoureux de l'Etat, mais ce n'est que par ironie qu'on pouvait parler dans ce cas de syndicat libre; il était libre en ce sens qu'il pouvait se constituer lui-même par une entente amiable entre les

représentants de 97 0/0 au moins de la production du bassin. Mais s'il se constituait « librement », c'est parce qu'il y était forcé par la menace du syndicat obligatoire.

De plus, ce syndicat soi-disant libre était soumis à une sorte d'investiture officielle dépendant des pouvoirs publics, puisque l'Etat devait apprécier si l'union syndicale constituée était ou non conforme à l'intérêt général. Il y avait donc dans le syndicat libre, aussi bien que dans le syndicat forcé, quelque chose de nouveau : le cartel qui, dans le passé, était un organe d'intérêts privés, chargé de les défendre et de les soutenir, devenait par l'intervention de l'Etat un instrument économique destiné à sauvegarder les intérêts généraux.

A la suite de l'ordonnance du 12 juillet 1915, le Gouvernement Prussien assigna immédiatement au Syndicat Rhénan-Westphalien un délai de deux mois pour renouveler librement son contrat; si au 15 septembre les négociations n'avaient pas encore abouti, la syndicalisation obligatoire lui serait imposée.

Les pourparlers furent très laborieux: chacune des entreprises spéculait sur la crainte que la menace du syndicat forcé inspirait aux autres, de sorte qu'elles rivalisaient entre elles pour émettre les prétentions les moins acceptables, pour subordonner leur adhésion au syndicat aux conditions les plus extraordinaires, chacune étant persuadée qu'au jour de l'échéance fatale toutes les autres capituleraient.

Les choses traînèrent à tel point que le 14 septembre au matin, l'accord n'était pas encore conclu; il ne fut réalisé que dans l'après-midi. Le nouveau contrat n'était que provisoire; il devait expirer le 31 mars 1917. C'est le fisc qui avait exigé cette courte durée pour réserver l'avenir et comme son adhésion au Syndicat était indispensable pour que

celui-ci pût réunir 97 0/0 de la production du bassin de la Ruhr et éviter ainsi la syndicalisation obligatoire, son exigence n'avait pas pu être discutée.

Le Syndicat renouvelé comprenait la quasi-totalité de la production de la Ruhr, environ 100 millions de tonnes. Il englobait toutes les mines fiscales de Recklinghausen, à l'exception d'Ibbenbüren qui se trouve, il est vrai, comme nous l'avons vu, en dehors du bassin.

La convention de cartel conférait au Ministre Prussien du Commerce et de l'Industrie, en sa qualité d'administrateur des mines fiscales, deux droits spéciaux : d'une part, en cas de modification des tarifs, une minorité de 30 0/0 des voix, non comprises les voix attribuées aux mines fiscales, pour l'abaissement ou contre l'élévation des prix de base, faisait passer le droit de décision au Ministre. D'autre part, l'Etat avait le droit, moyennant un préavis de quatre semaines, de se retirer en tout temps (1). C'était là une disposition capitale pour plier le Syndicat aux volontés de l'Etat. Sans doute, en 1912 l'Etat avait usé sans succès de cette politique, mais depuis l'ordonnance de 1915 la situation était bien différente : si le fisc se retirait, le Syndicat ne groupait plus les 97 0/0 de la production du bassin de la Ruhr ; on ne se trouvait plus dans les conditions prévues pour le fonctionnement d'un cartel libre et l'Etat pouvait imposer l'institution d'un syndicat forcé.

Enfin la convention du 14 septembre 1915 contenait encore une disposition essentielle pour le domaine minier de l'Etat Prussien : les mines adhérentes assuraient au fisc la reprise des négociations relatives à l'acquisition de la Société Hibernia pour

i. Ce même droit était reconnu d'avance à la Société Hibernia pour le cas où la direction de cette entreprise passerait entièrement aux mains de l'Etat.

le compte de l'Etat. Pendant toute la durée du Syndicat, celui-ci devait s'abstenir, aussi bien que la Société « Herne G. m. b. H. », de toute action pouvant créer au fisc des difficultés dans l'exécution de son projet d'achat des titres en question.

Ainsi se terminait, à l'avantage de l'Etat, l'ancien conflit entre le fisc et le Syndicat Rhénan-Westphalien. L'ordonnance du 12 juillet 1915, très importante pour l'économie de guerre en général, ne le fut donc pas moins pour le fisc propriétaire de mines. La capitulation du Syndicat devant la prétention du Gouvernement Prussien dans l'affaire Hibernia, était une revanche éclatante de l'Etat, à la suite de ses nombreux revers ; c'était aussi la démonstration que, si la méthode suivie par l'Etat avant la guerre ne lui avait pas permis d'obtenir le résultat espéré, les pouvoirs considérables résultant de son droit de réglementation lui assuraient enfin le rôle de premier plan qu'il avait vainement cherché à jouer dans l'industrie minière de la Ruhr par ses moyens de simple producteur.

Ayant obtenu du Syndicat la promesse formelle qu'il ne s'opposerait plus à l'achat du reste des actions de la Compagnie Hibernia, le Gouvernement Prussien se fit autoriser par la loi du 26 février 1917 à acquérir les actions ordinaires se trouvant encore entre les mains de capitalistes privés, et les actions privilégiées émises en 1906. Les actionnaires recevaient en échange des Bons du Trésor 4 1/2 0/0.

Des négociations furent engagées avec la Société « Herne G. m. b. H. » et le fisc réussit à acquérir toutes les actions Hibernia, à l'exception d'un nombre infime qui se trouve encore dans des portefeuilles privés. L'opération portait sur un capital nominal de 32.446.600 marks en actions ordinaires et de 10 millions en actions privilégiées. Le montant des

Bons du Trésor remis en paiement fut de 98.188.600 marks.

Depuis 1917 l'Etat Prussien est donc le propriétaire incontesté de l'entreprise Hibernia. Cette acquisition avait une importance énorme car la production du fisc en Westphalie se trouvait de ce fait plus que doublée. Alors que les mines fiscales de Recklinghausen avaient eu jusqu'alors un contingent de production de 5.000.000 de tonnes dans le Syndicat, celui de Hibernia était de 5.813.500 tonnes. La sommes de ces deux contingents représentait environ 10 0/0 du tonnage dont disposait le Syndicat.

* * *

Les origines de la Société Hibernia (1) remontent à 1855 et son nom irlandais lui fut donné par son fondateur, l'Ingénieur irlandais William Thomas Mulvany, né à Dublin en 1806, mort à Dusseldorf en 1885, qui a joué un grand rôle dans le développement du bassin de la Ruhr. Mulvany émigra en Allemagne en 1854. C'était l'époque où les capitaux étrangers, français, belges, anglais, hollandais, affluaient en Westphalie et où commençait la mise en valeur des immenses richesses du sous-sol de cette province, grâce, en particulier, à la technique minière et aux méthodes de fonçage introduites par les Anglais.

Mulvany obtint en 1855 au village de Gelsenkirchen (2) une concession à laquelle il donna le nom de sa patrie « Hibernia ». Les travaux furent entrepris par une Gewerkschaft dont tous les membres étaient irlandais et le fonçage fut rapidement mené.

1. Hibernia ou Ivernia : nom que les anciens donnaient à l'Irlande.

2. La ville de Gelsenkirchen compte aujourd'hui près de 200.000 habitants.

En 1858 l'extraction commençait avec 195 ouvriers.

En 1856 Mulvany obtenait, au Nord-Est de la première, une nouvelle concession qu'il appela « Shamrock » (1) et sur laquelle fut bâtie la ville de Herne. L'exploitation fut confiée à une nouvelle *Gewerkschaft* composée d'Irlandais avec le frère de Mulvany (Thomas John Mulvany) comme Directeur. Le fonçage des puits Shamrock, entrepris en 1857, était terminé en 1860 et l'extraction commençait avec 210 ouvriers.

En 1873 les deux *Gewerkschaften* réunirent leurs concessions et la direction passa à la « Société Minière Hibernia et Shamrock », au capital de 5.600.000 thalers, divisé en 28.000 actions de 200 thalers. Les deux frères Mulvany faisaient partie du Conseil d'Administration de la société. Quelques années plus tard (1887), le nom de Shamrock devait disparaître de la raison sociale.

En 1886 la Société acheta la mine « Wilhelmine Victoria » à l'ouest de Gelsenkirchen; en 1889 elle agrandit la concession Shamrock par l'acquisition de deux champs voisins situés près de Wanne, à l'ouest de la mine Shamrock 1 et 2, et les puits Shamrock 3 et 4 (puits Behrens) y furent foncés jusqu'en 1892.

En 1898 la Société Hibernia acheta la Mine « Schlägel & Eisen » située à l'ouest de Recklinghausen. En 1900 elle étendit son domaine vers le Nord en achetant les concessions encore vierges « Vereinigtes Deutschland », « Reichskanzler » et « Deutscher Kronprinz », où, du reste, le fonçage n'a pas encore été entrepris à l'heure actuelle.

En 1903 et 1904 le domaine constitué par les quatre concessions précédentes fut encore étendu

1 La feuille de trèfle (en anglais Shamrock) est l'emblème national de l'Irlande.

par l'achat de la mine « General Blumenthal » à Recklinghausen. C'est précisément ce dernier groupe de cinq concessions qui séparait en deux tronçons le domaine du fisc Prussien.

Enfin en 1904 la Société Hibernia devint propriétaire de la Mine « Alstaden » située à Mülheim-sur-Rhur, qui avait appartenu jusqu'à cette date à une société belge et dont l'exploitation avait été déficitaire.

Ainsi fut constitué le riche domaine de 10.193 hectares qui devait faire de la Compagnie Hibernia une des plus puissantes entreprises minières du Bassin de la Ruhr et qui, depuis 1917, peut être considérée comme une entreprise d'Etat, bien qu'au point de vue administratif elle soit entièrement distincte des mines fiscales de Recklinghausen; celles-ci, en effet, exploitées en régie, dépendent directement du Ministère du Commerce et de l'Industrie, alors que rien n'a été changé jusqu'ici à la forme anonyme de la Société Minière Hibernia; elle est demeurée en apparence une entreprise privée avec un actionnaire presque unique qui est le fisc prussien.

III

PERTE DU DOMAINE MINIER DE LA SARRE

Lorsque les Allemands, cédant à la pression victorieuse des Armées Alliées, eurent signé l'Armistice du 11 novembre 1918 pour épargner à leur propre pays les horreurs de l'invasion qu'avaient connues quatre années durant la Belgique et le Nord de la France, ils laissaient les régions occupées et spécia-

lement le Bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, dans un état de dévastation indescriptible. Les deux tiers de cette zone, tant en surface qu'en production, avaient été systématiquement détruits par l'envahisseur. Le bassin de Lens, qui produisait avant la guerre 8 millions de tonnes de houille, avait été inondé ; les bassins de Courrières et de Dourges, produisant 4 millions de tonnes, avaient été détruits ; tous les charbonnages du département du Nord, dont la production était de 8 millions de tonnes, avaient été complètement dévastés, l'outillage avait été ou détruit ou démonté et expédié en Allemagne.

Ces destructions, du reste, n'avaient pas été le résultat du hasard ou des opérations de guerre. Elles avaient été exécutées méthodiquement suivant un plan établi par ordre du Grand Quartier Général Allemand et auquel 200 techniciens avaient collaboré. Ce plan, imprimé à Munich en février 1916, visait 4.031 entreprises et exposait en détail le profit escompté par l'Allemagne de la disparition des mines et des industries françaises. Il était donc impossible de contester la préméditation du crime.

Les résultats de ces dévastations étaient les suivants : 220 fosses rendues inutilisables pour plusieurs années, toutes les installations du jour intégralement détruites, les chevalements renversés, les machines et chaudières brisées au marteau ou démenagées, les cuvelages des puits éventrés à la dynamite, les galeries éboulées et inondées, un volume incalculable d'eau à pomper ; une production annuelle de plus de 20 millions de tonnes, soit 50 0/0 de la production nationale, retirée au pays, une population ouvrière de 100.000 ouvriers réduite au chômage et leurs familles à la misère.

Au total un dommage matériel évalué à plus de 2 milliards, auquel il fallait ajouter, pour de longues

années, le manque à produire pendant la reconstruction (1).

La France dont la production houillère d'avant-guerre était déjà fortement déficitaire, allait être placée, du fait de la destruction de ses mines les plus riches, dans une situation économique désastreuse. Alors qu'elle importait avant 1914, 23 millions de tonnes de charbon par an, elle serait obligée, après la désannexion de l'Alsace-Lorraine qui produit 4 millions de tonnes mais en consomme 12, d'acheter à l'étranger, en attendant la reconstruction de ses mines du Nord, 51 millions de tonnes de charbon par an.

« La France serait donc économiquement tributaire de l'Allemagne qui, par le charbon, contrôlerait les prix de toute notre métallurgie de l'Est et dominerait ainsi toute notre politique. Les industriels allemands eux-mêmes ont écrit, d'ailleurs, dans leur mémoire au Chancelier du 20 mai 1915: « Le charbon est un des moyens d'influence politique les plus décisifs. Les Etats neutres sont obligés d'obéir à celui des belligérants qui peut leur assurer leur provision de charbon ». Ce serait par conséquent assurer à l'Allemagne la domination économique que de laisser, en face d'elle, la France sans charbon. Ce serait imposer à la France, après la victoire dans la guerre, la défaite dans la paix (2). »

Une telle situation devait évidemment attirer l'attention de la Conférence de la Paix et la cession à la France des mines de la Sarre apparut comme une solution à la fois juste et commode, juste parce qu'elle était la réparation du préjudice causé, commode parce que la presque totalité de ces mines

1. D'après M. André Tardieu, *la Paix*.

2. André Tardieu, *op. cit.*

appartenait au fisc prussien et au fisc bavarois et que la cession d'Etat à Etat ne présente pas de difficulté (1).

Le Traité de Paix signé à Versailles le 28 juin 1919 contient dans la section IV de la 3^e partie consacrée aux Clauses Politiques Européennes, les dispositions suivantes, complétées par une annexe : « En compensation de la destruction des mines de charbon dans le Nord de la France, et à valoir sur le montant de la réparation des dommages de guerre dus par l'Allemagne, celle-ci cède à la France la propriété entière et absolue, franche et quitte de toutes dettes ou charges, avec droit exclusif d'exploitation, des mines de charbon situées dans le bassin de la Sarre. » Le territoire délimité par l'article 48 comprend 192.000 hectares, dont 148 en Prusse Rhénane et 44 en Palatinat Bavarois.

Mais il ne suffisait pas de donner à la France la propriété des mines; ce droit de propriété aurait pu rester lettre morte si les autorités allemandes avaient eu le moyen d'entraver l'exploitation, d'une manière directe ou indirecte. Il fallait donc instituer pour le territoire minier un régime politique spécial.

Aux termes de l'article 49 du Traité de Versailles, l'Allemagne renonce, en faveur de la Société des Nations, considérée ici comme fidéicommissaire, au gouvernement de ce territoire. Ce dernier est placé pendant quinze ans sous l'autorité d'une Commission de Gouvernement composée de 5 membres nommés par le Conseil de la Société des Nations et comprenant obligatoirement un habitant du pays et un Français. A l'expiration de ce délai, la population du bassin de la Sarre sera appelée à faire connaître sa volonté, et la consultation populaire portera sur les

1. Il est à noter cependant que le Reich doit indemniser les Etats des pertes résultant de la cession du bassin de la Sarre.

trois alternatives suivantes : a) maintien du régime établi par le Traité ; b) union à la France ; c) union à l'Allemagne.

Dans le cas où tout ou partie du pays demanderait à faire retour à l'Allemagne, les droits de propriété de la France sur les mines situées dans cette partie seraient rachetés en bloc par l'Allemagne, à un prix déterminé par trois experts et payable en or.

Le Gouvernement allemand, par l'intermédiaire de son plénipotentiaire, le Comte de Brockdorff-Rantzau, protesta à plusieurs reprises contre la cession des mines et l'institution du régime politique indiqué ci-dessus. Les Gouvernements Alliés répondirent que le dommage causé était d'une nature telle « qu'une réparation spéciale et exemplaire » devait être exigée, réparation échappant à toute incertitude, que, d'autre part, depuis l'annexion de ce district à la Prusse, annexion effectuée par la force, les populations auraient pour la première fois un Gouvernement qui n'aurait que le souci de leur bien-être.

Ils auraient pu ajouter que nous avions été les prospecteurs et les premiers organisateurs des houillères sarroises et que, d'autre part, ces populations n'étaient ni aussi homogènes ni aussi allemandes que le prétendait le Gouvernement allemand. « Il n'était pas, lorsqu'il nous fut araché en 1815, de pays plus profondément dévoué à la France (1). » La Prusse y fut installée par le Congrès de Vienne sans avoir jamais eu aucun droit sur ce pays et sans s'inquiéter des intérêts ou des vœux de ses habitants. « En donnant à ces populations le temps et le droit de se prononcer librement », les Alliés n'ont fait « que se conformer aux principes qui ont inspiré la paix de Versailles (2) ».

1. Vidal de la Blache et Gallois, *le bassin de la Sarre*, p. 10.

2. Vidal de la Blache et Gallois, p. 11.

* * *

Nous avons vu que les mines de houille du bassin de la Sarre appartenaient en presque totalité à l'Etat prussien : sur une superficie totale de 116.000 hectares, les mines fiscales prussiennes en couvrent 110.000, les deux mines fiscales bavaroises (Mittel-Bexbach et Saint-Ingbert) 4.000. Il existe, en outre, deux concessions privées exploitées, Hostenbach en Prusse Rhénane et Frankenholz en Palatinat Bavarois, d'une étendue totale de 2.000 hectares. La part du fisc prussien représentait donc environ 95 0/0 de la superficie totale et le nombre de ses puits était de 65 sur un total de 72; sa production de 12.286.000 tonnes en 1913 correspondait approximativement à 85 0/0 de toute l'extraction du bassin, non comprises les mines lorraines. C'était un peu moins de la moitié de la production d'avant-guerre de notre bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais et presque exactement la moitié de la production totale de l'ensemble des houillères fiscales de la Prusse en 1913.

Le bassin de la Sarre est très riche; ses réserves sont très supérieures à celles de notre bassin du Nord et du Pas-de-Calais. Il produit des charbons gras et des charbons flambants qui sont propres à tous les usages domestiques et à la fabrication du gaz d'éclairage, mais les Allemands avaient toujours admis comme un axiome qu'ils étaient impropres à la fabrication du coke métallurgique. Des recherches ont été entreprises par nos ingénieurs pour démontrer les possibilités de cokéfaction des charbons sarrois et les résultats déjà obtenus sont très encourageants. Il est certain que la découverte d'un procédé vraiment industriel permettant d'obtenir un bon coke

métallurgique en partant de la houille de la Sarre, aurait une importance considérable pour la sidérurgie de l'Est de la France.

Au point de vue administratif, les mines fiscales prussiennes de la Sarre étaient groupés en 12 districts miniers ou « Berginspektionen », placés sous l'autorité de la Direction des Mines de Sarrebrück. Depuis 1905 jusqu'à la guerre, elles avaient versé annuellement au Trésor Prussien un solde bénéficiaire de 11 millions de marks en moyenne. Ce chiffre paraissait faible, mais le prix de revient de la tonne de charbon sur le carreau des mines, plus élevé dans la Sarre que dans la Ruhr, était encore plus fort pour les mines fiscales que pour les entreprises privées. Comme en beaucoup d'autres cas, l'Etat industriel exploitait à des conditions très onéreuses.

Il est certain, du reste, que la production des mines fiscales prussiennes n'avait pas été poussée comme elle aurait dû l'être. Leur pourcentage dans l'extraction totale de l'Allemagne n'avait cessé de décroître dans les vingt-cinq années qui avaient précédé la guerre. Peut-être le Gouvernement allemand craignait-il qu'une production intense de charbon n'entraînât la création dans la Sarre, au détriment de la Westphalie, d'une puissante industrie métallurgique sur une frontière aussi exposée. On s'explique ainsi qu'alors qu'il dotait largement les autres régions industrielles, il ait négligé le bassin sarrois et lui ait refusé notamment son accès au Rhin par la canalisation de la Moselle et de la Sarre. Le résultat de cette politique est que les mines fiscales prussiennes ne furent jamais en état d'approvisionner complètement l'industrie du sud-ouest de l'Allemagne.

Dès l'entrée en vigueur du Traité de Versailles, en janvier 1920, la Commission de Gouvernement, présidée par un Français, s'installait à Sarrebrück et nos ingénieurs prenaient possession de toutes les mines, fiscales ou privées, l'Allemagne étant tenue par le Traité de Versailles d'indemniser leurs propriétaires, quels qu'ils fussent.

D'abord rattachées directement au Ministère des Travaux publics, les houillères sarroises ont acquis une certaine indépendance depuis la création de l'Office des mines domaniales de la Sarre qui est un établissement public français possédant une personnalité propre et l'autonomie financière. Cet office, placé sous le contrôle mais non sous l'autorité de l'Etat, n'est pas soumis aux règles générales de la comptabilité publique et il est autorisé à émettre des obligations pour se procurer les moyens de trésorerie nécessaires à l'exploitation et au développement des mines.

Les résultats obtenus par l'administration française ont été tout-à-fait satisfaisants: alors que la production nette du bassin en 1919, dernière année d'exploitation allemande, n'avait été que de 8.981.000 tonnes, celle de 1920, première année d'exploitation française, était déjà de 9.410.000 tonnes, bien que les mines eussent été livrées à la France en très mauvais état et que les Allemands n'y eussent point négligé la propagande anti-française.

Depuis 1920 l'extraction des mines domaniales a progressé d'une façon régulière, atteignant presque 11 millions en 1922, sans la mine Frankenholz. Cette dernière mine privée, en effet, dans laquelle les capitaux français avaient la majorité avant la guerre, a été amodiée à une Société Anonyme constituée à cet effet en 1920.

En 1923 la grève politique suscitée par les Alle-

mands après l'occupation de la Ruhr, a fait tomber le chiffre de l'extraction au-dessous de 9 millions de tonnes, mais dès le début de 1924 la production dépassait largement les chiffres de 1913 (1). Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'en Allemagne la plupart des charbonnages sont encore loin d'avoir atteint, à l'heure actuelle, leur production d'avant la guerre. Le programme d'avenir est, du reste, extrêmement hardi puisqu'il prévoit une augmentation régulière de 10 0/0 par an.

L'œuvre considérable accomplie en quelques années autorise les plus grands espoirs et le Bassin houiller de la Sarre qui complète heureusement notre bassin métallurgique de Lorraine et qui constitue l'avantage le plus tangible que nous ait donné le Traité de Versailles, doit nous permettre de plus en plus, grâce à sa production intensifiée, de nous libérer de la dépendance où nous nous trouvons encore vis-à-vis des grands pays charbonniers.

IV

PARTAGE DE LA HAUTE-SILÉSIE

La Conférence de la Paix, après avoir attribué la Haute-Silésie à la Pologne, en même temps que la Posnanie, se ravisa et résolut de s'en remettre, comme pour la Prusse orientale, à une consultation populaire. « Les habitants, dit l'article 88 du Traité de Versailles, seront appelés à désigner par voie de suffrage s'ils désirent être rattachés à l'Allemagne

1. En mars 1924, la Sarre a produit 1.321.700 tonnes. C'est la plus forte extraction mensuelle atteinte jusqu'à cette date. Elle dépasse de 20 0/0 la moyenne mensuelle d'avant-guerre.

ou à la Pologne » (Partie III, Section VIII consacrée à la Pologne). Le même article fixe les limites du Territoire de Plébiscite qui comprend la plus grande partie de la Haute-Silésie avec 2.250.000 habitants et un bassin industriel et minier extrêmement riche situé au sud-est du Territoire, au voisinage de la Pologne.

Cette région est encore loin, il est vrai, d'avoir atteint l'importance du bassin de la Ruhr qui est beaucoup plus étendu, mais la densité des exploitations y est encore plus forte qu'en Westphalie, puisque la plus grande partie des mines et des usines est concentrée dans le fameux « triangle industriel », dont les sommets sont Gleiwitz, Tarnowitz et Myslowitz et dont le plus grand côté atteint à peine 35 kilomètres. Mais, en dehors de cette zone où les richesses minérales, houille, zinc, plomb, fer, ont été pleinement mises en valeur, les gisements de houille se prolongent vers le sud, dans les Cercles de Pless et de Rybnik, constituant une réserve presque inépuisable. C'est dans cette région que l'Etat prussien s'était taillé en 1910 un nouveau domaine dont l'exploitation n'était pas encore commencée, en se réservant la concession de Ruptau et Oberwilcza dans le Cercle de Rybnik, au Sud de sa concession de Knurów. On cite comme le trou de sonde le plus profond du monde celui qui fut creusé à Czuchow, dans ce nouveau domaine, à 2.000 mètres environ de profondeur, sans sortir du carbonifère.

Au nord et au nord-est de cette concession encore inexploitée, le fisc prussien possédait, partie dans le triangle industriel, partie en dehors de ce triangle, un domaine minier très riche et en plein rendement, d'une étendue d'environ 36.000 hectares. Sa production de 1913 (7.204.000 tonnes de houille) représentait encore 15 0/0 de la production totale du bas-

sin de Haute-Silésie, bien que celle-ci se fût accrue beaucoup plus vite que celle des mines fiscales et qu'elle eût largement dépassé, avec plus de 47 millions de tonnes, celle de la France tout entière.

Les houillères fiscales comprenaient 11 sièges d'extraction : 4 pour la mine König, près de Königshütte, 2 pour la mine Königin Luise à Zaborze, 1 pour la mine Rheinbaben à Bielschowitz, 1 pour la mine Guido à Hindenburg (Zabrze), 1 pour la mine Delbrück voisine de la précédente, et 2 pour la mine Knurów, la seule qui fût située en dehors du triangle industriel, dans le cercle de Rybnik. Au point de vue administratif, ces 11 sièges étaient répartis en 4 inspections minières :

Berginspektion 1 à Königshütte (Mine König);

Berginspektion 2 à Zaborze (Mine Königin Luise);

Berginspektion 3 à Bielschowitz (Mines Guido, Delbrück et Rheinbaben) ;

Berginspektion 4 à Knurów (Mine Knurów).

Ces quatre inspections étaient placées sous l'autorité de la Direction des Mines de Hindenburg.

Les mines König et Königin Luise étaient de beaucoup les plus importantes, puisque, sur un total de 7 millions de tonnes, elles en produisaient plus de 5 millions.

La Direction de Hindenburg avait versé au Trésor prussien, pour l'exercice 1913, 12.400.000 marks.

En dehors de la houille, l'Etat prussien extrayait du minerai de plomb argentifère dans sa mine Frédéric, près de Tarnowitz, et ce minerai était traité à l'usine Frédéric ou Friedrichshütte, au nord-ouest de Tarnowitz. Cette usine qui produit du plomb et de l'argent, peut être considérée comme une des plus modernes et des mieux équipées pour la métallurgie du plomb.

En exécution du Traité de Versailles, ce territoire fut occupé au début de 1920 par les troupes françaises et italiennes et, le 11 février, la Commission Interalliée de Gouvernement et de Plébiscite s'installait à Oppeln. Elle était composée de trois membres, un Français, un Anglais et un Italien. Les Etats-Unis, n'ayant pas ratifié le Traité de Versailles, n'étaient pas représentés. La Commission reçut les pouvoirs que lui cédait le Regierungspräsident du Bezirk et remplaça ainsi le Gouvernement de Berlin. Elle avait une double mission : d'une part, maintenir l'ordre avec l'aide des troupes alliées et assurer l'égalité des droits entre les partis en présence, d'autre part, prendre « toutes les mesures propres à assurer la liberté, la sincérité et le secret du vote ».

Le Représentant de la France, Général Le Rond, était investi de la présidence et chargé, à ce titre, du pouvoir exécutif. Il était assisté, dans cette tâche, d'un véritable ministère comprenant huit départements gérés par des directeurs interalliés. L'industrie du bassin et, en particulier, les mines fiscales, étaient placées sous le contrôle du Directeur du Département économique, M. Henri Blanc. Ces dernières n'eurent, du reste, pas à souffrir de l'occupation puisque leur production, qui était tombée à 4.387.000 tonnes de houille en 1919, se releva à 5.197.000 tonnes dans l'exercice 1920 et que leur bénéfice net passa dans la même période, de 22 à 90 millions de marks.

Le 20 mars 1921 eut lieu dans chaque commune du territoire le plébiscite qui, selon les termes du Traité de Paix, devait permettre aux « Principales Puissances alliées et associées » de déterminer le tracé de la frontière de l'Allemagne, « en tenant compte du vœu exprimé par les habitants, ainsi que de la situation géographique et économique des loca-

lités ». Il donna 479.359 voix en faveur de la Pologne et 707.605 en faveur de l'Allemagne ; près de 200.000 de ces dernières provenaient d'émigrés, nés en Haute-Silésie et qui, bien que devenus complètement étrangers au pays, avaient droit de suffrage au même titre que les autochtones, par suite d'une disposition assez étrange du Traité de Versailles (Annexe à l'article 88).

Ce plébiscite, exécuté, du reste, dans le plus grand ordre, ne réussit qu'à compliquer la situation au lieu de l'éclaircir. Dans la pensée des négociateurs du Traité de Paix, il devait fournir la base de la décision des Grandes Puissances, en leur permettant de respecter le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais l'interprétation des résultats du vote n'allait pas tarder à montrer combien il y a loin de l'énoncé d'un principe idéaliste à son application dans la réalité.

Le nord du Territoire et la partie située à l'ouest de l'Oder avaient donné une très forte majorité aux Allemands, les cercles de Pless et de Rybnik un avantage prépondérant aux Polonais. Mais le reste du territoire présentait un enchevêtrement inextricable de majorités polonaises et de majorités allemandes, les Allemands dominant presque exclusivement dans les villes, les Polonais dans les campagnes. Dans le triangle industriel, objet des convoitises les plus ar dentes de chacun des partis, on observait le même mélange des deux nationalités.

Il était donc impossible de tracer une frontière laissant, à l'exception de petites minorités, d'un côté les Allemands, de l'autre les Polonais. Les membres de la Commission Interalliée ne purent se mettre d'accord pour soumettre aux Grandes Puissances, comme le prévoyait le Traité de Versailles, une proposition unique, le général Le Rond ayant adopté un tracé qui donnait à la Pologne la totalité du bassin

industriel, alors que les commissaires italien et britannique étaient d'avis de laisser tout le bassin à l'Allemagne, les Polonais devant se contenter des cercles de Rybnik et de Pless, plus le canton de Myslowice.

L'accord, qui n'avait pu se faire à Oppeln, ne put pas davantage être obtenu à Paris en août 1921 entre M. Briand et M. Lloyd George. Le Conseil Suprême fut mis en présence des deux solutions française et anglo-italienne, auxquelles vint s'ajouter une solution transactionnelle due au comte Sforza. Alors que les deux premières maintenaient l'indivisibilité du bassin industriel, pour l'attribuer en bloc à l'un ou l'autre camp, le troisième projet, s'inspirant d'un principe nouveau, envisageait, au contraire, le partage du district industriel, de manière à affecter aux Allemands et aux Polonais des lots à peu près proportionnels au nombre de voix qu'ils avaient obtenues. C'était la mise en pratique de la théorie des compensations.

Cette transaction fut écartée par les experts du Conseil Suprême qui ne retinrent que les deux projets de la Commission Interalliée. Mais M. Briand et M. Lloyd George ne réussirent pas à trouver un terrain d'entente, et l'opposition radicale de leurs points de vue prit, à certaines heures, figure de conflit franco-anglais, alors qu'au même moment la guerre menaçait d'éclater entre l'Allemagne et la Pologne.

La situation était extrêmement grave et la paix de l'Europe semblait être en danger. C'est alors que le Conseil Suprême, avouant ainsi son incapacité à résoudre la délicate question de la Haute-Silésie, résolut de s'en rapporter, pour le partage du territoire contesté, à l'arbitrage du Conseil de la Société des Nations. Celui-ci, s'inspirant de la lettre et de l'esprit du Traité de Versailles, fut obligé de recourir, comme

le faisait le projet Sforza, à un système de compensations pour ne défavoriser aucune des deux parties. Il adopta une frontière qui laissait approximativement autant de Polonais en Allemagne que d'Allemands en Pologne ; c'était évidemment la seule solution juste dans un pays où les nationalités sont enchevêtrées à l'extrême. D'autre part, malgré les difficultés d'ordre économique qui devaient en résulter, le tracé adopté passait au milieu du bassin industriel, attribuant à la Pologne une partie du cercle de Ratibor, la quasi-totalité du cercle de Rybnik, la totalité des cercles de Pless, Kattowitz, Königshütte, une partie des Cercles de Beuthen, Tarnowitz, Tost et Lublinitz, avec les villes de Rybnik, Pless, Kattowitz, Königshütte, Tarnowitz, Lublinitz. Par contre, les villes de Beuthen, Hindenburg (Zabrze) et Gleiwitz demeuraient allemandes (1).

Cette « recommandation » de Genève fut approuvée par les Gouvernements alliés et notifiée, comme leur propre décision, à l'Allemagne et à la Pologne. A cette décision concernant la nouvelle frontière était annexée une convention économique de caractère transitoire portant sur l'exploitation des chemins de fer, du réseau d'énergie électrique, des canalisations d'eau, sur les régimes monétaire, postal et douanier, enfin sur la destination à donner aux produits miniers. Ces mesures temporaires étaient indispensables pour sauvegarder la prospérité du bassin industriel, en atténuant les effets qu'aurait produits la scission brutale des deux parties qui forment un tout et sont économiquement solidaires l'une de l'autre.

1. La Société des Nations rendit, en cette circonstance, un inestimable service à la paix du monde, en mettant fin, grâce à son prestige, à un conflit aigu qui menaçait d'entraîner une nouvelle conflagration européenne. Cet arbitrage est généralement considéré comme le plus bel acte accompli par la S. D. N.

Cette convention fit l'objet de longues négociations entre l'Allemagne et la Pologne. Elle fut finalement acceptée par les deux parties le 5 mai 1922 et, vers la fin de juin, la Commission Interalliée, avant d'évacuer le pays, procéda à la remise aux deux Puissances de leurs territoires respectifs.

L'Allemagne, du reste, n'a cessé de protester violemment contre le partage de la Haute-Silésie et aujourd'hui encore ses ministres ne craignent pas de déclarer publiquement qu'ils ne considèrent l'acte de Genève que comme provisoire et qu'un jour viendra où ils pourront refaire à leur profit l'unité de la province démembrée.

Nous avons vu que le partage de la Haute-Silésie attribuait à la Pologne, en dehors des énormes réserves de houille des cercles de Rybnik et de Pless, la plus grande partie des charbonnages et des mines métalliques du bassin industriel. Le domaine minier de l'Etat prussien a été particulièrement atteint par le tracé de la nouvelle frontière germano-polonaise qui est venue couper en deux ses concessions situées dans le triangle industriel, donnant à l'Etat Polonais le plus puissant de ses charbonnages, la mine König, qui produisait avant la guerre, avec ses 4 sièges d'extraction, près de 3 millions de tonnes de houille, ensuite la mine Rheinbaben faisant partie de l'inspection de Bielschowitz, enfin la mine Knurow, soit au total 7 sièges d'extraction produisant en 1913 environ 4 millions de tonnes, sur une production globale de 7.204.000 tonnes de houille. En outre, le domaine réservé au fisc prussien dans le cercle de Rybnik, au sud de la mine Knurow, a été perdu en même temps que celle-ci. L'Etat n'a donc conservé, pour la houille, que 4 sièges d'extraction,

les deux de la mine Königin Luise, celui de la mine Guido et celui de la mine Delbrück. Les deux inspections 1 et 4 (Königshütte et Knurów) ont disparu et l'inspection 3 qui se trouvait à Bielschowitz devenu polonais, a été transférée à Zaborze, où réside également l'inspection 2, la seule qui n'ait pas eu à souffrir du partage du territoire.

Si, au lieu d'envisager la production actuelle, nous considérons les pertes en superficie, nous pouvons admettre que l'Etat prussien ne conserve guère que la dixième partie de ses concessions de Haute-Silésie.

Quant à l'usine Frédéric, située dans le Cercle de Tarnowitz, elle a été attribuée à la Pologne, et la mine Frédéric qui l'alimentait en minerai de plomb, a été partagée en vertu d'une décision de la Conférence des Ambassadeurs en date du 20 octobre 1921; la plus grande partie du gisement se trouve actuellement en territoire polonais.

Le partage de la Haute-Silésie a donc entraîné la cession à l'Etat Polonais de la meilleure partie du domaine du fisc prussien actuellement en exploitation et, en enlevant à la Prusse ses concessions encore vierges, il a rendu presque impossible l'extension du domaine fiscal dans cette province, tout le gisement demeuré allemand étant déjà mis en valeur, alors que de l'autre côté de la nouvelle frontière, les Polonais disposent d'un champ d'action illimité et de réserves de houille immenses.

CHAPITRE IV

État actuel du domaine minier de l'État prussien

I

Bien que l'Etat prussien ait perdu, du fait du Traité de Versailles, plus de la moitié des charbonnages qu'il possédait en propre avant la guerre, alors qu'il n'a perdu qu'une très faible partie de ses autres mines, la houille constitue encore, en tonnage et en valeur, la richesse prépondérante de son domaine minier.

Le tableau ci-après résume les indications que nous avons déjà données au sujet des mines de houille acquises ou perdues par le fisc pendant ou après la guerre, et les conséquences de ces acquisitions ou de ces pertes sur la production totale de l'Etat.

Les chiffres de ce tableau montrent que le fisc prussien a produit en 1921, dans les mines qui lui appartiennent à l'heure actuelle, moins de la moitié du tonnage de houille qu'il avait extrait en 1913. Bien que les résultats de l'exercice 1922 aient été publiés, nous n'avons pas cru devoir les prendre comme terme de comparaison, attendu que les trois derniers mois de cet exercice, qui va du 1^{er} avril 1922 au 31 mars 1923, ne peuvent être considérés comme une période normale, en raison de l'occupation de la Ruhr (11 janvier 1923) et des consé-

Les Mines de houille de l'Etat prussien avant et après la guerre

PROVINCE	Mines en exploitation en 1913	GAINS	PERTES	Production en 1913 en tonnes	Production en 1921 en tonnes
Westphalie		<i>Hibernia :</i>			
	Ibbenbüren	Shamrock 1/2			
	Waltrop	Shamrock 3/4			
	Westerholt	Blumenthal 1/2			
	Bergmanns- glück	Blumenthal 3/4			
	Möller	Schlägel 1/2			
	Rheinbaben	Schlägel 3/4			
	Zweckel	Schlägel 5/6			
	Zscholven	Hibernia		4.995.560	4.685.155
		Wilh. Victoria			4 785.376
		Alstaden			9.470.531
Haute- Silesie	König				
	Königin				
	Luise		König		
	Knurow		Knurow		
	Rheinbaben		Rheinbaben	7.204.113	2.100.302
Sarre	Guido-Del- brück				
	Kronprinz		Kronprinz		
	Gerhard		Gerhard		
	Von der		Von der		
	Heydt		Heydt		
	Dudweiler		Dudweiler		
	Sulzbach		Sulzbach		
	Reden		Reden		
	Heinitz		Heinitz		
	König		König	12.286.338	
	Friedrichs- tal		Friedrichs- tal		
	Göttelborn		Göttelborn		
	Camphau- sen		Camphau- sen		
	Fürstenhau- sen		Fürstenhau- sen		
Hanovre	Barsinghau- sen			492.047	226.490
Schaumburg Lippe	Obernkir- chen			196.349	158.283
Total.....				25.174.407	11.958.606

quences qu'elle a eues sur la production du seul domaine important que conserve le fisc, celui de

Westphalie. Ce domaine, qui occupait en 1913 la troisième place, après celui de la Sarre et celui de Haute-Silésie, produit actuellement, grâce à l'acquisition de la Société Hibernia, les 8/10 environ du tonnage total extrait par le fisc.

Toutefois, les chiffres de 1921 ne correspondent pas à l'extraction normale, puisqu'ils sont encore très inférieurs à ceux d'avant la guerre. Cette diminution du rendement des mines, qui pouvait être attribuée en 1919 à leur mauvais état, à la sous-alimentation des mineurs, aux pertes de mineurs tués à la guerre, est due actuellement, pour une grande part, à la diminution de la durée de la journée de travail et aussi au fait d'ordre général que l'Europe n'a pas encore retrouvé son équilibre, pas plus dans le domaine social que dans l'ordre politique.

D'autre part, dans ce même tableau, nous avons ajouté en 1921 toute la production de Hibernia à celle des mines fiscales de Recklinghausen : cette addition correspond bien à la réalité, puisqu'on peut admettre que tout le capital de cette société appartient depuis 1917 à l'Etat prussien, mais il ne faut pas oublier que près de la moitié des actions ordinaires lui appartenait déjà en 1913 et qu'on devrait logiquement considérer avant la guerre comme production fiscale une part du tonnage extrait par Hibernia, proportionnelle au nombre d'actions dont l'Etat disposait alors. Si nous adoptons cette manière de voir, nous constatons que le tonnage total produit par le fisc prussien en 1913 dépasse 27 millions de tonnes et la diminution résultant de la guerre apparaît encore plus considérable.

Si, à l'inverse, nous laissons de côté la Société Hibernia qui n'est pas, à proprement parler, une entreprise fiscale, nous trouvons que la production des mines fiscales proprement dites n'a atteint en

1921 que 28 0/0 environ de son tonnage d'avant-guerre.

Au point de vue géographique, sinon administratif, les houillères fiscales, depuis la perte du bassin de la Sarre, comprennent, d'une part, deux groupes importants, celui de la Ruhr et celui de Haute-Silésie, le premier étant d'ailleurs beaucoup plus considérable que le second, d'autre part, trois mines isolées de moindre importance, celle d'Ibbenbüren, située en Westphalie mais séparée du bassin de la Ruhr, bien qu'elle soit rattachée à la Direction des Mines de Recklinghausen (1), celle de Barsinghausen (am Deister) près de Hanovre et celle d'Obernkirchen. Rappelons que celle-ci appartient pour moitié à la Prusse, pour un tiers au pays de Schaumburg-Lippe et un sixième à l'ancien prince de Schaumburg-Lippe.

L'Etat prussien possède dans la Ruhr, depuis l'acquisition de presque toutes les actions Hibernia, un immense domaine minier très riche dont la capacité de production est égale à un dixième environ de celle de tout le bassin.

Les mines fiscales proprement dites du bassin de la Ruhr sont placées sous l'autorité de la Direction des Mines de Recklinghausen, mais leur direction technique appartient aux Berginspektionen, réparties comme suit :

Inspection 1 à Ibbenbüren, dirige la mine Ibbenbüren;

Inspection 2 à Gladbeck, dirige les mines Möller et Rheinbaben;

1. Depuis l'occupation de la Ruhr, la mine d'Ibbenbüren ne dépend plus de Recklinghausen; elle est rattachée directement au ministère du Commerce.

Inspection 3 à Buer, dirige les mines Bergmanns-
glück et Westerholt;

Inspection 4 à Waltrop, dirige la mine Waltrop;

Inspection 5 à Zweckel, dirige les mines Zweckel
et Scholven.

La production de ces diverses mines a été la sui-
vante en 1921 :

SIÈGES D'EXTRACTION	Production de 1921 en tonnes	Rendement moyen par poste
Ibbenbüren.....	279.325	1 ^t , 677 par piqueur.
Möller.....	637.048	
Rheinbaben.....	716.314	0 ^t , 807 par ouvrier du fond.
Bergmannsglück.....	904.303	
Westerholt.....	882.480	0 ^t , 618 pour l'ensemble du personnel (fond et jour).
Waltrop.....	268.983	
Zweckel.....	386.194	
Scholven.....	590.806	
Total.....	4 685 153	

La plupart de ces mines sont neuves et bien ins-
tallées. Certains carreaux, comme celui de Wes-
terholt, sont classés parmi les mieux équipés du
bassin de la Ruhr. Tous possèdent une cokerie avec
récupération des sous-produits, à l'exception de la
mine Ibbenbüren qui n'extraie pas de charbons à
coke et de la mine Zweckel dont l'installation n'est
pas encore terminée.

Les mines du groupe de l'Ouest (Im Vest Reckling-
hausen), qui comprend les inspections 2, 3 et 5,
constituent un ensemble remarquable qui produit
près des 9/10 du tonnage dont dispose la Direction
de Recklinghausen. Elles sont reliées entre elles par
un embranchement particulier à voie normale, d'une
vingtaine de kilomètres, qui se prolonge, dans le
voisinage de Bottrop, jusqu'au grand canal char-
bonnier du Rhin à Herne, où le fisc prussien pos-
sède un port particulier muni d'un outillage mo-

derne pour le chargement dans les péniches du charbon qui arrive par voie ferrée.

Ce puissant domaine, situé plus près de la Lippe que de la Ruhr, se trouve heureusement complété par les concessions de la Société Hibernia. Depuis 1919, les rapports annuels publiés par l'Administration des Mines de Berlin consacrent une annexe aux résultats de cette Compagnie minière qui semble appelée, comme nous le verrons au chapitre suivant, à être assimilée purement et simplement aux autres entreprises fiscales. Le rapport de 1922 indique que le fisc prussien possède actuellement un montant nominal de 58.944.000 marks d'actions ordinaires Hibernia, sur un total de 60 millions et, en outre, la totalité des 10 millions d'actions privilégiées. Il ne reste donc que 1.056.000 marks d'actions ordinaires dans les portefeuilles particuliers et, du reste, ces quelques actionnaires privés ne prennent aucune part à la direction de l'affaire. Ils se contentent de toucher leurs dividendes sans même assister aux Assemblées générales, où le fisc prussien est seul représenté.

Les mines de la Société Hibernia comprennent 11 sièges d'extraction qui ont produit, dans les deux dernières années considérées comme normales, les quantités de charbon ci-après (v. tableau p. s.).

A la différence de l'exercice des mines fiscales qui va du 1^{er} avril au 31 mars comme l'année financière de la Prusse, l'exercice de la Société Hibernia s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre; c'est pourquoi l'année 1922 peut être considérée comme la dernière année relativement normale dont les résultats soient connus. L'année 1923, en effet, a été marquée, aussi bien pour les mines Hibernia que pour les mines fiscales et pour les autres sociétés minières de la Ruhr, par l'occupation franco-belge

du bassin qui a amené la fuite du Kohlensyndikat d'Essen et le déclanchement de la résistance dite « passive », le refus par les mines de continuer les livraisons de combustibles aux Alliés, l'enlèvement des stocks existant sur les carreaux par les Ingénieurs de la M. I. C. U. M. (2), l'expulsion de nombreux fonctionnaires et directeurs de mines, l'arrêt de l'extraction, l'extinction des cokeries, l'exploita-

SIÈGES D'EXTRACTION	Production de 1921 en tonnes	Production de 1922 en tonnes	Rendement moyen par poste
1. Wilhelmine Victoria 1/4. {	581 037	639 552	1921
2. Wilhelmine Victoria 2/3. }			
3. Hibernia	335.928	341.059	1 ^e ,85 par piqueur.
4. Shamrock 1/2	694 005	695.034	0 ^e ,70 par ouvrier (fond et jour).
5. Shamrock 3/4.	781.392	745.823	
6. Schlägel & Eisen 1/2.	1.102.923	1.120 833	1922
7. Schlägel & Eisen 3/4			
8. Schlägel & Eisen 5/6.	980.885	1.021.458	1 ^e ,88 par piqueur.
9. General Blumenthal 1/2. }			
10. General Blumenthal 3/4. }	309 206	316.197	0 ^e ,70 par ouvrier (fond et jour).
11. Alstaden			
Total	4.785 376	4 879.956	

tion par la M. I. C. U. M. de plusieurs mines et de nombreuses cokeries, enfin par la capitulation du Reich, la cessation de la résistance passive, les accords des industriels avec la M. I. C. U. M., la reprise du travail et des livraisons à l'Entente : toutes les péripéties de cette guerre d'un nouveau genre sont encore trop d'actualité pour qu'il soit nécessaire de s'y étendre plus longuement.

Quant à la Haute-Silésie, nous avons vu que le

1. Le puits 2 de la mine Blumenthal, d'une profondeur de 945 mètres, est un des plus profonds du Bassin de la Ruhr. Il existe un troisième carreau Blumenthal, voisin du siège 1/2, avec un seul puits muni d'une machine d'extraction électrique. C'est le puits 5 qui ne sert actuellement qu'à l'aérage.

Les cokeries des carreaux 4, 5, 7, 9 et 10 ont produit en 1921 844.013 tonnes de coke et en 1922. 876.173 tonnes.

2. Mission Intéalliée de contrôle des usines et des mines, présidée par M. Frantzen, Ingénieur en chef des Mines.

fisc prussien n'y possède plus que deux inspections minières, rattachées à la Direction des Mines de Hindenburg, dont l'une dirige la mine Königin Luise et l'autre le groupe Guido-Delbrück. Ces trois mines qui avaient produit en 1921 2.100.302 tonnes de houille, ont atteint pendant l'exercice 1922 le chiffre de 2.443.723 tonnes, réalisant sur l'année précédente une augmentation de 343.421 tonnes. Le bassin de Haute-Silésie a, d'ailleurs, été très favorisé par l'occupation de la Ruhr et le chômage qui en est résulté dans le bassin de Westphalie; les charbons de Gleiwitz ou de Katowice sont venus jusque sur le Rhin où ils pouvaient encore soutenir avantageusement la concurrence des charbons anglais.

Le tracé de la nouvelle frontière germano-polonaise a créé à l'Inspection 3 une situation difficile en attribuant à la Pologne une grande partie du gisement des mines Guido et Delbrück dont les puits et les installations de surface sont restés allemands. Des arrangements amiables sont intervenus récemment entre Allemands et Polonais pour faciliter la continuation de l'exploitation.

Les trois mines isolées d'Ibbenbüren, Barsinghausen et Obernkirchen ont profité, comme celles de Haute-Silésie, de la pénurie de charbon causée par l'arrêt des mines de la Ruhr, et de la hausse des cours consécutive, pour développer leur extraction dans les derniers mois de l'exercice 1922, c'est-à-dire pendant les trois premiers mois de l'année 1923.

MINES	Production de 1921	Production de 1922	OBSERVATIONS
Ibbenbüren.	279.325	294.852	Dépendent de l'O- berbergamt. De Clausthal dans le Harz.
Barsinghausen (am Deister)	226.490	291.644	
Obernkirchen.	158.283	166.401	

Les chiffres relatifs à la mine d'Obernkirchen ne représentent que la part qui revient à l'Etat prussien dans la production de cette mine. La production totale de celle-ci est égale au double des chiffres indiqués ci-dessus.

L'importance relative des charbonnages par rapport à l'ensemble du domaine minier de l'Etat prussien, peut être caractérisée par le nombre d'ouvriers qu'ils emploient. Les houillères fiscales ont occupé en 1922 46.490 ouvriers, la Société Hibernia 25.300, soit au total 71.790 ouvriers. Comme l'ensemble du domaine minier ne compte que 82.181 ouvriers, il en résulte que les 87 0/0 du personnel sont employés au charbon.

II

En dehors des charbonnages, l'Etat prussien ne possède que des mines dont l'importance est loin d'égaler le nombre. Nous nous contenterons de les énumérer brièvement :

1^o En Prusse saxonne, 3 mines de lignite, Eggersdorf, Löderburg et Tollwitz, qui ont produit en 1922 262.000 tonnes environ. Il suffit de rapprocher de ce chiffre les 110 millions de tonnes que représente la production totale allemande, pour apprécier le mince intérêt économique de ces trois mines;

2^o Dans le Nassau, 2 mines de fer à Dillenburg, dont l'extraction en 1922 a été inférieure à 70.000 tonnes de minerai;

3^o Cinq mines d'autres minerais, zinc, argent, cuivre dans le Harz, plomb en Haute-Silésie et dans le Harz. Nous avons vu que la mine de plomb de Haute-Silésie (mine Frédéric) a été remise en majeure partie à la Pologne. Quant aux 4 mines du

Harz, Clausthal, Lautenthal, Grund, Goslar, rappelons que cette dernière (am Rammelsberg) est la propriété indivise de la Prusse pour 4/7 et de l'Etat libre de Brunswick pour 3/7. Ces diverses mines ont produit, pour le compte de l'Etat prussien, 57.000 tonnes de minerai en 1922. La plus importante est celle de Goslar qui extrait du minerai de plomb et de cuivre;

4^o Cinq mines de potasse réparties en trois Inspections : Stassfurt, Bleicherode, près de Nordhausen, et Vienenburg, près de Goslar. Elles ont produit 488.000 tonnes de sels de potasse en 1921 et 722.000 tonnes en 1922.

Dans le domaine de la potasse, comme dans celui du charbon, la défaite de l'Allemagne a profondément modifié sa situation : la perte de l'Alsace a entraîné pour elle, comme nous l'avons vu, la suppression du monopole de fait qu'elle détenait avant la guerre, et les mines fiscales de potasse participent évidemment aux inconvénients qui en résultent.

Bien que les mines allemandes, après avoir traversé une période difficile, aient dépassé en 1922 leur chiffre de production d'avant-guerre (13 millions 200.000 tonnes au lieu de 12 millions en 1913), le Syndicat allemand de la potasse a été constamment obligé de tenir compte de la concurrence de la potasse d'Alsace qui, en raison de sa qualité supérieure, a supplanté la potasse allemande sur beaucoup de marchés importants. La situation du Syndicat allemand est même devenue désastreuse lorsque la stabilisation du change, réalisée grâce au Rentenmark, a provoqué en Allemagne une hausse énorme des prix. Dès le début de 1924, les prix de revient des mines allemandes étaient si élevés que, même en travaillant sans bénéfices, elles ne pou-

vaient plus lutter contre la concurrence des mines d'Alsace.

Pour remédier à cette situation, des négociations engagées entre producteurs allemands et alsaciens ont abouti en août 1924 à un accord concernant les prix et la répartition des ventes. Les mines de l'Allemagne centrale, qui fournissaient avant la guerre plus de 90 0/0 du tonnage total, ont consenti à réduire leur quote-part des ventes jusqu'à 62 1/2 0/0. C'est un très beau succès pour nos mines d'Alsace;

5° Cinq salines, dont 3 dans la région de la potasse et du lignite, en Prusse saxonne : *Schönebeck*, sur l'Elbe au sud de Magdeburg, *Dürrenberg*, sur la Saale au sud de Halle, *Artern*, à l'ouest de Dürrenberg, *Oeynhausen* en Westphalie et *Stetten* dans le Hohenzollern.

Ces salines, dont les quatre premières possèdent chacune un établissement de bains, ont produit en 1922 89.000 tonnes de sel.

Cette partie du domaine minier de l'Etat prussien n'a pas été épargnée non plus par le Traité de Versailles, puisque la Posnanie, devenue polonaise, possédait une saline fiscale importante à *Hohensalza*, à 30 kilomètres environ au sud de la grande boucle de la Vistule;

6° Une carrière de pierre calcaire à *Rüdersdorf*, qui remet à la ville de Berlin 1/6 de ses bénéfices;

7° Une exploitation d'ambre en Prusse orientale, à *Palmnicken*, avec une usine à Königsberg.

L'Etat extrait l'ambre pour son compte et, en outre, prend livraison des morceaux que certains particuliers, munis d'une autorisation spéciale, recueillent sur le rivage ou dans la mer. Une loi récente, du 22 février 1924, renforçant les dispositions antérieures, punit d'amende et d'emprisonnement l'appropriation illégale de l'ambre.

Dans ces dernières années, il a été extrait ou recueilli de 200 à 400 tonnes d'ambre, que le fisc vend, soit à l'état brut, soit sous forme d'ambroïde. On récupère, d'ailleurs, un certain nombre de sous-produits, tels que des huiles et des acides. Mais les bénéfices que cette industrie procure au Trésor sont assez minimes.

Telles sont les exploitations minières de l'Etat prussien dans leur état actuel, à la suite des diverses amputations qu'elles ont subies après la défaite de l'Allemagne : cet immense domaine, dispersé sur tout le territoire de la Prusse, du nord au sud et de l'est à l'ouest, frappe autant par la variété des substances extraites que par la prédominance du charbon. Mais ces quelques indications seraient incomplètes, si elles ne mentionnaient pas les usines fiscales qui, au point de vue administratif, sont inséparables des mines et dépendent de la même Direction au Ministère du Commerce et de l'Industrie. Ces usines métallurgiques, dont les comptes figurent au budget général au même titre que les mines fiscales, n'ont qu'une importance médiocre et leur rendement est souvent déficitaire.

Elles sont situées, d'une part, dans le Harz, d'autre part, en Haute-Silésie, et elles traitent le fer, le cuivre, le plomb et l'argent. Les usines du Harz sont des vestiges du passé et leur outillage ne correspond nullement à l'état actuel de la métallurgie. Seul l'Etat peut posséder encore en Prusse des fonderies qui occupent une centaine d'ouvriers et ne vivent que de subventions. Elles auraient été fermées depuis longtemps, si le Landtag n'avait pas craint de réduire à la misère des populations qui n'ont pas d'autres moyens d'existence.

Ces usines sont celles de *Clausthal* et *Lautenthal* qui produisent de l'argent et du plomb, celle de

Rothehütte qui produit de la fonte brute dans un haut-fourneau à charbon de bois, et certains objets finis, celle de *Lerbach* qui fabrique également des objets en fonte.

Signalons enfin deux usines qui, comme la mine de Goslar, sont la propriété indivise de la Prusse pour 4/7 et du Brunswick pour 3/7, celle d'*Oker*, plus importante que toutes les autres, qui produit de l'or, de l'argent, du plomb, du cuivre et de l'acide sulfurique, et l'usine *Juliushütte* qui fabrique du sulfate de zinc.

En Haute-Silésie, l'origine des usines fiscales remonte à Frédéric II qui avait fait un gros effort pour développer la métallurgie, en même temps que l'industrie minière. A la suite de l'attribution à la Pologne de la seule usine moderne, la *Friedrichshütte*, il ne reste plus dans le territoire demeuré allemand que les forges et fonderies de *Gleiwitz* et de *Malapané* qui fabriquent certains objets en fonte ou en acier et n'ont qu'une valeur médiocre.

Les usines de l'Etat prussien sont donc fort loin d'avoir une importance comparable à celle de son domaine minier et spécialement de ses charbonnages. Le fisc, gros producteur de charbon, est demeuré jusqu'ici à l'écart du grand mouvement de concentration et d'intégration qui, à la fin du xix^e siècle et au commencement du xx^e, a poussé les propriétaires de mines à acquérir des hauts-fourneaux, des forges, des fonderies, des aciéries, des fabriques de machines. Il aurait pu avoir la tentation de suivre l'exemple des puissantes sociétés de la Ruhr et de bâtir un nouveau Konzern sur le fer et le charbon. Mais l'Etat, dont la capacité industrielle sera toujours contestée, est encore plus inapte dans la métallurgie que dans tout autre domaine, à produire économiquement et à rivaliser avec les entreprises

privées. La création d'une grande usine moderne, l'amélioration constante des moyens de production, la recherche de l'outillage qui procurera le prix de revient le plus bas, l'amortissement rapide des installations, qu'un nouveau perfectionnement rendra demain inutilisables, exigent plus encore dans la métallurgie que dans l'industrie minière, où la mécanisation est moins avancée et où les progrès techniques sont plus lents, des moyens d'action puissants, une direction libre de ses mouvements, capable de prendre rapidement les décisions nécessaires, sans en référer à l'autorité supérieure.

III

Mais si le fisc prussien ne songe pas à annexer à ses mines de grandes usines métallurgiques, — nous verrons cependant qu'une politique nouvelle se dessine actuellement, — il n'a pas abandonné l'idée de développer son domaine minier, ses charbonnages et ses mines de lignite. Pour la houille, les lois des 11 décembre 1920, 22 mai 1922 et 3 janvier 1924, reprenant le projet de 1907 que les amendements avaient dénaturé, réservent à l'Etat le droit de recherche et d'exploitation dans toute la Prusse, à l'exception des provinces de Prusse orientale, Brandebourg, Poméranie et Schleswig-Holstein, où les sondages effectués sont demeurés jusqu'ici sans résultats. Dans toutes les autres provinces, il est vrai, la loi de 1907 avait bien supprimé déjà la *Bergbau-freiheit*, mais en faisant à l'Etat une *obligation* de céder ses droits à l'industrie privée, après s'être réservé les 250 champs prévus. Les lois récentes que nous venons de citer réalisent ce que le Gouver-

nement prussien avait vainement cherché à obtenir en 1907 : l'Etat, détenteur unique du droit de recherche et d'exploitation, a la *faculté* de céder ce droit à des tiers, mais il ne le fait, en principe, qu'à titre temporaire et contre indemnité.

Pour le lignite, une loi du 3 janvier 1924 adopte des dispositions analogues : elle réserve à l'Etat les gisements non encore concédés dans les provinces de Hesse-Nassau, Saxe, Brandebourg, Basse-Silésie et Haute-Silésie, en l'autorisant à céder ses droits à des tiers, comme pour le charbon.

Ces lois suppriment donc, d'une façon formelle, la *Bergbaufreiheit* pour la houille et le lignite dans les territoires visés. Le fisc en profitera-t-il pour étendre son domaine minier ? En ce qui concerne la houille, il lui sera difficile de remplacer les concessions perdues, car tous les gisements exploitables actuellement reconnus sont déjà concédés depuis longtemps, et les immenses réserves qu'il possède en Rhénanie et en Westphalie, en vertu de la loi de 1907, sont encore vierges. Leur mise en valeur exigerait des capitaux énormes pour des résultats incertains. Néanmoins, la Direction des Mines, qui dispose d'une section de forage à Schönebeck, pourra poursuivre ses recherches dans les régions qui ont été mal explorées jusqu'ici et, en cas de succès, soit entreprendre l'exploitation des nouveaux gisements reconnus, soit céder ses droits moyennant le versement au Trésor d'une redevance annuelle.

En ce qui concerne le lignite, nous avons vu, d'une part, que ce combustible occupe, dans l'économie allemande, une place qui devient de jour en jour plus considérable, en raison notamment de la diminution de la production houillère de l'Allemagne d'après-guerre, d'autre part, que l'Etat prussien ne produit qu'un tonnage insignifiant par rapport à

l'ensemble. Sa situation vis-à-vis de cette industrie relativement récente, est un peu analogue à celle où il se trouvait au début du ^{xx}^e siècle vis-à-vis de l'industrie minière du bassin de la Ruhr. S'il veut jouer un rôle en tant que producteur de lignite et exercer une influence sur cette branche de l'économie dans l'intérêt de la communauté, il devra évidemment étendre son domaine, soit par l'achat de concessions déjà attribuées, soit par la recherche de gisements nouveaux. Mais à l'heure actuelle la situation financière de la Prusse ne permet pas au fisc de consacrer des sommes importantes à l'acquisition de mines en exploitation, ou même de gisements déjà concédés, comme il le fit avant et pendant la guerre pour étendre rapidement son domaine charbonnier et devenir en quelques années un concurrent sérieux des entreprises privées. Il ne pouvait atteindre son but qu'en se réservant une partie des gisements de lignite non encore concédés.

Du reste, le législateur n'est intervenu qu'un peu tardivement, car, au cours de ces dernières années, toutes les grandes compagnies lignitières de l'Allemagne centrale et de la Rhénanie ont déployé une grande activité pour explorer les régions intéressantes; elles ont réussi à obtenir ainsi d'immenses concessions et à se constituer pour l'avenir des réserves considérables de champs vierges. C'est pourquoi le fisc n'a pas cru devoir se réserver le bassin de Cologne, qui est cependant le deuxième en importance, car il n'y reste pratiquement plus de champs à concéder. Quant au bassin de l'Allemagne centrale, qui est le plus puissant, les conditions n'y sont guère différentes et le fisc prussien devra se contenter de mettre en valeur les gisements moins riches que les gros industriels n'ont pas encore eu le temps d'accaparer. Nous avons vu que la loi Camp avait été pro-

voquée en 1905 par un état de choses identique dans le domaine du charbon.

Toutefois, suivant l'exposé des motifs du projet de la loi du 3 janvier 1924, le fisc n'a pas l'intention de s'opposer au développement des entreprises privées (celles-ci possèdent, d'ailleurs, des concessions assez étendues pour que leur exploitation soit assurée pendant de longues années); il n'entend pas se réserver exclusivement l'exercice du droit de mettre en valeur les richesses dont il s'agit; il prévoit, au contraire, la cession de ce droit à des particuliers, à titre temporaire et contre le paiement d'une indemnité qui pourra consister dans une redevance annuelle, basée sur le tonnage extrait, ou bien dans une participation de l'Etat aux bénéfices de l'exploitation, tout en laissant à l'entrepreneur un profit convenable.

« Cette cession des droits de l'Etat, dit l'exposé des motifs, sera pratiquée dans la plus large mesure, afin que, même dans les territoires réservés, l'initiative privée ne fasse pas défaut à la découverte et à l'utilisation des nouveaux gisements de lignite qui présentent pour l'économie nationale un intérêt de premier ordre. »

IV

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU DOMAINE MINIER

Les mines de l'Etat, nous l'avons déjà vu à plusieurs reprises, sont groupées en « Inspections », qui dépendent elles-mêmes d'une « Direction ». Chaque inspection est dirigée par un « Oberbergrat », qui a sous ses ordres, pour chaque siège d'extraction, un « Bergrat » ou un « Bergassessor », assistés eux-

mêmes d'un personnel technique de porions, chefs-porions, etc., et de secrétaires. A la tête de chaque Direction se trouve un « Président » avec des adjoints qui ont le grade d'Oberbergrat et qui sont spécialisés, les uns dans la technique, les autres dans les questions commerciales, les autres dans le contentieux, etc.

Il existait avant la guerre quatre « Bergwerksdirektionen » : celle de Sarrebrück pour le bassin de la Sarre, celle de Recklinghausen pour les mines fiscales de Westphalie, celle de Zabrze (Hindenburg) pour les mines fiscales de Haute-Silésie et celle de Clausthal, moins importante, pour les mines du Harz. La première a disparu avec la mise en application du Traité de Versailles, les trois autres subsistent, bien que celle de Haute-Silésie ait perdu la meilleure partie de son domaine.

Les directions dépendent du Ministre du Commerce et de l'Industrie qui se trouve avoir ainsi la haute main sur tout le domaine minier de l'Etat.

Il ne faut pas confondre ce personnel, chargé de l'exploitation des mines fiscales, avec une autre catégorie de fonctionnaires chargés du contrôle des mines en général et qui possèdent une grande partie des attributions de nos ingénieurs du Corps des Mines. Cette confusion est très fréquente, même en Allemagne où le public ignore très souvent la différence existant entre ces deux services, qui constituent chacun une « Bergverwaltung » ; il arrive même que d'autres administrations de l'Etat les confondent et ce ne sont vraiment que les gens du métier qui sont capables de les distinguer avec certitude.

Les fonctionnaires chargés du contrôle des mines ont pour mission d'exercer les droits de souveraineté de l'Etat en matière d'exploitation minière, tels qu'ils sont définis par la loi du 24 juin 1865. Ils

sont chargés de la surveillance des mines et veillent à l'application des mesures de sécurité et de salubrité prescrites dans l'intérêt des mineurs, des mesures de protection de la surface du sol et de la collectivité.

Il est curieux de constater que les mines de l'Etat n'échappent pas plus que les mines privées à cette surveillance, de sorte qu'on peut dire que l'Etat se contrôle lui-même.

Au premier degré de la hiérarchie de cette administration, se trouve le « Bergrevierbeamte », qui a le titre de premier Bergrat et qui, suivant l'importance de son « Revier » ou arrondissement minéralogique, a sous ses ordres plusieurs Bergräte ou Bergassessoren. C'est à lui qu'incombe la surveillance locale des mines de son district, avec lesquelles il est en contact permanent, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de ses adjoints.

Au-dessus du Bergrevierbeamte se trouve l'« Oberbergamt », composé d'un « Berghauptmann » comme président et d'un état-major d'Oberbergräte, techniciens ou juristes. C'est le tribunal d'appel contre les décisions du Bergrevier. Chaque Oberbergamt est chargé, en outre, pour sa circonscription, de publier les décrets concernant notamment la police et la sécurité des mines; il instruit les demandes de concessions minières et prononce, au nom de l'Etat, l'octroi ou le refus de la concession.

Il y a actuellement cinq Oberbergämter : Bonn, Dortmund, Clausthal, Halle et Breslau.

Au sommet de la hiérarchie, on retrouve le Ministre du Commerce, de sorte que les deux administrations minières, fonctionnaires des mines fiscales, d'une part, fonctionnaires du contrôle des mines, de l'autre, se rejoignent en la personne de leur chef commun. Il faut remarquer, du reste, que, si ces

deux services ont des attributions nettement distinctes, ils ne sont pas séparés par des cloisons étanches : il se produit souvent entre eux des permutations de personnel, un Oberbergrat d'une inspection, par exemple, étant nommé dans un Oberbergamt, et inversement. Cette circonstance, jointe à l'homonymie des deux administrations, à la similitude de titres des fonctionnaires et aussi à l'identité de chef hiérarchique suprême, ne contribue sans doute pas peu à créer la confusion dont nous parlions plus haut.

Mais nous verrons au chapitre suivant que cette confusion est appelée à disparaître à brève échéance, par suite de la suppression de l'une des deux administrations, celle qui exploite les mines fiscales.

CHAPITRE V

La société prussienne des mines et usines

L'année 1923 a été marquée, pour le domaine minier de la Prusse, par un événement d'une portée considérable. La loi du 9 octobre 1923, une des plus importantes qu'ait votées le Landtag depuis de longues années, a autorisé le Gouvernement prussien à constituer une Société anonyme chargée de l'administration et de l'exploitation des mines, et usines de l'Etat. C'est l'abandon de la régie directe, qui avait fonctionné pendant des siècles, tout en faisant l'objet de critiques plus ou moins vives, et que le législateur moderne a condamné sans appel, comme un mode d'exploitation suranné, ne répondant plus aux conditions actuelles de la grande industrie.

L'idée de la transformation du mode d'exploitation n'était, du reste, pas nouvelle. Longtemps avant la guerre, des économistes allemands avaient proclamé la faillite de la gestion industrielle de l'Etat. Les assemblées législatives avaient également signalé maintes fois les défauts des anciennes méthodes et l'insuffisance du rendement des entreprises fiscales. Alors que les mines de l'Etat avaient un gisement riche et un outillage comparable à celui des mines privées, les résultats financiers de ces dernières étaient généralement supérieurs à ceux des mines fiscales.

I

Cette infériorité des entreprises fiscales provenait de causes multiples. D'une part, elles étaient liées au budget de l'Etat, comme toutes les autres administrations, ce qui signifiait que, dans le courant d'un exercice, leur direction avait son champ d'action constamment limité par une loi de finances préparée plus d'un an avant son entrée en vigueur, à une époque, par conséquent, où il était impossible de prévoir avec quelque certitude la situation exacte et les besoins des diverses entreprises, car le montant des salaires, les prix des matériaux, le produit des ventes, etc., ne peuvent être évalués longtemps à l'avance, même avec une grossière approximation. Donc, en attendant le vote du nouveau budget, la Direction n'avait généralement pas le moyen de s'adapter à une situation nouvelle, de faire face à des besoins imprévus ou d'exécuter en temps utile les améliorations techniques nécessaires.

Mais il ne suffisait pas de demander les crédits que nécessitait, par exemple, une construction nouvelle, un an et demi ou deux ans à l'avance : la décision de Berlin n'était pas basée uniquement sur les besoins de la mine considérée; elle devait tenir compte également de la situation financière de l'Etat, et ces dernières considérations étaient généralement prépondérantes. Qu'il s'agît de l'établissement du budget, de son exécution ou de l'octroi de crédits supplémentaires, il fallait toujours l'agrément du Ministre des Finances, dont le rôle est de défendre les finances publiques plutôt que l'intérêt des entreprises de l'Etat. Les crédits relatifs aux mines se heurtaient donc généralement à son opposition,

parce qu'il n'était pas en mesure de comprendre et d'apprécier leurs besoins; de sorte que l'on pouvait dire que la compétence en matière minière et l'influence sur l'établissement du budget des mines fiscales étaient en raison inverse l'une de l'autre. Et cet inconvénient se trouvait encore aggravé par les changements fréquents dans le personnel supérieur du ministère des Finances. Il en résultait souvent que le montant des crédits accordés, à la suite des compressions jugées indispensables, était tout à fait insuffisant.

En outre, le fait que l'exploitation était liée au budget de l'Etat entraînait dans la gestion des entreprises une coupure très nette au 31 mars de chaque année. Le nouvel exercice budgétaire commençant sur de nouvelles bases, les excédents de recettes éventuels des mines et usines fiscales étaient versés au Trésor et ne servaient en rien à leur amélioration ou à leur développement.

En ce qui concerne le personnel dirigeant, il se passait dans les mines fiscales ce qui se passe en France dans certaines fonctions publiques et dans le Corps des Mines, en particulier : elles étaient devenues, en quelque sorte, l'école préparatoire de l'industrie privée. Les jeunes ingénieurs y faisaient leur apprentissage et, quand ils avaient acquis les connaissances pratiques nécessaires et conquis le grade d'Assessor, l'Etat ne pouvait pas les retenir par des avantages pécuniaires appropriés. L'industrie privée leur offrait des traitements qui étaient parfois dix fois plus élevés, et les mines fiscales perdaient ainsi leurs meilleurs techniciens ou leurs organisateurs les plus habiles, sans pouvoir, à l'inverse, attirer à elles des personnalités qui avaient fait leurs preuves dans des entreprises privées. Il faut dire également que les méthodes de travail des

entreprises fiscales étaient décourageantes pour les fonctionnaires, qui étaient constamment obligés d'en référer à leurs supérieurs hiérarchiques, sans rien pouvoir décider par eux-mêmes. C'était la suppression de l'esprit d'initiative et du sentiment des responsabilités.

Signalons encore, dans le même ordre d'idées, la situation défavorable dans laquelle se trouvaient la plupart des mines fiscales, par suite du manque d'homogénéité du personnel administratif : une partie était composée de fonctionnaires de l'Etat et l'autre d'employés ordinaires. Comme le traitement des deux catégories n'était pas le même, elles constituaient deux corps plus ou moins opposés, dont l'un se considérait toujours comme sacrifié au profit de l'autre. Cette situation n'était évidemment pas de nature à stimuler le zèle professionnel.

Enfin les fonctionnaires de l'Etat étant pratiquement irrévocables, classés à l'ancienneté et mal payés, n'étaient pas intéressés au succès de l'entreprise et, dans beaucoup de cas, ils se contentaient de faire le travail strictement nécessaire, en attendant la liquidation de leur pension de retraite, au bout du temps de service légal.

Quant à la direction elle-même, elle était gênée par une multitude de prescriptions qui lui faisaient perdre beaucoup de temps. Pour des choses de minime importance, de longs rapports devaient être envoyés par la voie hiérarchique : le directeur de la mine adressait un compte rendu détaillé à la Bergwerksdirektion, qui le transmettait avec son avis au ministère ; le département des mines se mettait en rapport avec les autres services intéressés et la question était enfin soumise au Landtag. Ces diverses transmissions demandaient parfois des années, avant qu'une décision fût prise et, lorsqu'il s'agis-

sait, par exemple, d'améliorations techniques, les entreprises de l'Etat étaient généralement en retard sur l'industrie privée.

On critiquait également la comptabilité administrative que tenaient les mines fiscales et qui ne permettait pas de se rendre un compte exact de la marche des diverses affaires. On préconisait l'adoption de la comptabilité commerciale, qui présente plus clairement la situation d'une entreprise, grâce au bilan et au compte « Profits et Pertes ».

Enfin, l'infériorité des entreprises fiscales par rapport à l'industrie privée, résidait encore dans la dépendance de leur direction vis-à-vis du Parlement : tout ouvrier ou employé des mines fiscales avait un avocat au Landtag. Il en résultait que les moindres réclamations, aussi injustifiées fussent-elles, prenaient toujours des proportions énormes et devaient faire l'objet d'enquêtes et de rapports, entraînant un travail stérile au détriment de besognes plus utiles et plus urgentes.

C'est pour ces diverses raisons que l'on pouvait dire que les industries de l'Etat avaient fait faillite, que leur rentabilité était notoirement insuffisante et qu'il importait de les libérer au plus vite de la « camisole de force de l'exploitation administrative (1) ».

Comme contre-partie de ces nombreux inconvénients, les critiques de la régie directe et du système bureaucratique faisaient ressortir les avantages de la gestion privée et, en particulier, de la Société anonyme.

Alors que dans les entreprises d'Etat l'initiative de la direction est étouffée par une foule de règles

1. Alfons Horten. *Sozialisierung und Wiederaufbau*.

qui suppriment toute liberté de mouvement et entraînent des lenteurs intolérables, l'industrie privée est toujours en mesure de prendre rapidement les décisions qui s'imposent; elle peut choisir des hommes de talent, mettre à la tête les plus capables et non les plus anciens, les retenir à leur poste par de gros traitements, les intéresser au rendement par une participation aux bénéfices, leur laisser l'initiative et l'indépendance nécessaires, leur confier une tâche qui ne soit pas exempte de responsabilités, employer enfin des méthodes modernes de travail, de comptabilité, de contrôle.

Lorsqu'il s'agit de se procurer des fonds de roulement ou d'engager des capitaux pour le développement de l'entreprise, une société privée peut utiliser les réserves qu'elle a constituées dans les années de prospérité, elle peut émettre des obligations, augmenter son capital social, obtenir des crédits bancaires; elle jouit, en un mot, d'une liberté beaucoup plus grande et souvent d'un crédit plus étendu qu'une industrie d'Etat. Elle n'a à tenir compte que de sa propre situation économique. Elle est en elle-même une fin, tandis qu'une entreprise fiscale n'est qu'un moyen, un morceau de l'ensemble, qui doit savoir restreindre ses besoins si la situation financière de cet ensemble n'est pas satisfaisante.

En outre, les exercices successifs d'une société privée ne présentent pas de solution de continuité comme ceux des entreprises fiscales. L'établissement de l'inventaire et du bilan, l'amortissement des installations, la constitution de réserves et les reports d'un exercice à un autre, permettent d'obtenir une certaine uniformité dans la gestion de plusieurs années consécutives et dans les résultats financiers de l'exploitation. Il devient possible, de la sorte, de comparer le rendement des divers exercices et de décou-

vrir les défauts qui peuvent exister dans le fonctionnement de tout le mécanisme.

Dans la Société par actions, le Conseil d'administration se contente de donner des directives générales, en évitant d'entrer dans le détail. Le comité de direction est libre de se mouvoir à l'intérieur des vastes limites qui lui ont été tracées; il peut conduire l'affaire sans se sentir constamment lié par des formalités administratives, à l'observation desquelles les directeurs des entreprises fiscales doivent souvent consacrer plus de temps qu'à l'exploitation elle-même.

On avait donc reconnu depuis longtemps la nécessité de remédier à la situation défavorable des entreprises de l'Etat, en les délivrant de la tutelle de Berlin et en rendant leur gestion indépendante du budget de la Prusse. Malheureusement la réforme n'avait pas pu être réalisée avant la guerre et les inconvénients de l'exploitation administrative apparaissaient encore plus clairement depuis la fin des hostilités. Pendant la période de chute du mark allemand, la rapidité des décisions devenait, en effet, une chose vitale. Les chiffres établis un jour devaient souvent être doublés, parfois décuplés le lendemain. Il est évident qu'en présence d'une telle situation, les méthodes bureaucratiques étaient absolument impraticables et que, par exemple, les crédits demandés à une époque paraissaient ridicules lorsqu'ils étaient accordés plusieurs mois ou un an plus tard.

En outre, les pertes subies par le domaine minier de la Prusse, dans la Sarre, en Haute-Silésie et en Posnanie, en vertu du Traité de Paix, devaient inciter le Gouvernement prussien à intensifier, dans toute

la mesure du possible, la production des mines demeurerées allemandes, en modernisant les méthodes d'exploitation, de manière à conserver à ce domaine amoindri l'importance relative qu'il avait avant la guerre. On se rendait compte, d'autre part, que les procédés qui avaient pu donner satisfaction à l'époque de la petite industrie, étaient condamnés par l'évolution technique et économique du ^{xx}^e siècle et que les entreprises fiscales ne pourraient subsister à côté des puissantes sociétés minières et métallurgiques de la Ruhr qu'à la condition de lutter avec elles à armes égales.

Or, tandis que celles-ci obtenaient facilement les crédits qui leur étaient nécessaires pour surmonter les difficultés multiples créées d'abord par la défaite et la révolution allemandes, puis par l'occupation de la Ruhr et la résistance passive, les mines fiscales se trouvaient dans une situation désastreuse : d'une part, leur budget était constamment en déséquilibre, par suite de la dépréciation du mark, et le Trésor prussien, qui aurait dû combler le déficit, n'était pas en mesure d'accorder les subventions nécessaires. D'autre part, les mines fiscales, sur lesquelles le Traité de Versailles (art. 248) avait établi, comme sur tous les biens et ressources de l'Empire et des Etats allemands, un privilège de premier rang pour le règlement des réparations et autres charges résultant du traité, étaient dans l'impossibilité de contracter des emprunts, aucune banque ne les considérant comme solvables, tant qu'elles étaient grevées de ce privilège.

Une loi du 3 juin 1922 avait bien créé une sorte de fonds de réserve destiné à fournir aux mines fiscales les sommes nécessaires au développement des installations ou à l'acquisition d'immeubles ou de concessions nouvelles. Comme ce fonds était à la

disposition du Ministre des Finances, les mines devaient obtenir les crédits demandés par une procédure plus simple et plus rapide. Mais la destination spéciale de ce fonds de réserve et sa dotation insuffisante enlevèrent toute portée pratique à cette loi qui avait voulu faire un premier pas dans la voie de la simplification des méthodes administratives. Cette innovation ne modifiait, du reste, en rien la dépendance dans laquelle se trouvait la direction des mines fiscales vis-à-vis du budget de l'Etat.

Une réforme plus radicale devenait nécessaire : c'est celle que devait réaliser le projet de loi qui fut déposé sur le bureau du Landtag le 29 mai 1923.

II

L'exposé des motifs de ce projet de loi se propose deux objectifs principaux : d'une part, rendre la direction des mines indépendante du budget de l'Etat, d'autre part, lui donner toute liberté dans le choix de son personnel, en supprimant les fonctionnaires; accessoirement lui permettre d'adopter la comptabilité commerciale.

Pour aboutir à ce triple résultat, des solutions diverses pouvaient être envisagées :

1° Tout d'abord, on pouvait songer à réaliser ces réformes dans le cadre de l'administration actuelle, en continuant l'exploitation en régie : les mines auraient reçu une certaine autonomie financière, les fonctionnaires auraient été remplacés par des employés ordinaires et la comptabilité commerciale aurait été substituée à la comptabilité administrative.

Mais cette solution aurait eu le grave défaut de

conférer au ministre, chef suprême des mines de l'Etat, des pouvoirs presque dictatoriaux, puisqu'il n'aurait plus été responsable vis-à-vis du Parlement, sans être soumis au contrôle que les divers organes d'une société commerciale exercent sur le directeur de l'entreprise;

2° On pouvait envisager également une forme d'entreprise mixte, dans laquelle l'Etat prussien et l'industrie privée se seraient procuré en commun les moyens d'action nécessaires, chacune des deux parties collaborant à la gestion et participant aux bénéfices. Mais la constitution d'une telle société aurait nécessité une évaluation des apports de l'Etat. Or, cette évaluation du domaine fiscal est une chose pratiquement irréalisable. En outre, l'entreprise mixte ne pourrait pas bénéficier, comme les entreprises fiscales, des mêmes exemptions ou réductions d'impôts;

3° Quant à l'aliénation ou à l'amodiation pure et simple du domaine fiscal à un particulier ou à une société privée, elles présentaient également de sérieux inconvénients. D'une part, l'aliénation serait apparue comme une réaction trop violente contre les idées d'économie collective que notamment les ouvrages de Walter Rathenau avaient mises en honneur. D'autre part, l'amodiation pure et simple n'aurait pas donné à l'amodiataire les moyens de financer facilement son entreprise, attendu, en particulier, qu'il n'aurait pas eu le droit d'hypothéquer les immeubles.

La solution qui fut adoptée en définitive est une sorte de compromis entre ces deux dernières modalités. Elle ne correspond exactement à aucun des rapports de droit définis par le Code civil; c'est par conséquent ce que nous appelons un contrat innommé, ou, suivant le terme employé par l'exposé des motifs, un *contractus sui generis*, d'après lequel la société

commerciale qui assume l'exploitation en son nom et pour son propre compte, a le droit d'hypothéquer le domaine de l'Etat pour obtenir les crédits qui lui seront nécessaires. L'Etat se trouve, de la sorte, débarrassé du souci de financer l'exploitation, l'entretien et le développement de ses mines et usines.

La forme et le nombre des sociétés à adopter donna lieu à de vives discussions. Le projet initial du Gouvernement prévoyait la création, au sommet de la hiérarchie, d'une société à responsabilité limitée (G. m. b. H.), dont dépendraient plusieurs sociétés secondaires, constituées suivant leur situation géographique ou suivant leur spécialité. Ces sociétés secondaires devaient être, selon les circonstances, soit des sociétés anonymes, soit des sociétés à responsabilité limitée, soit des *Gewerkschaften*. Le Conseil d'Etat (1), tout en approuvant, dans son principe et dans ses grandes lignes, le projet de loi, critiqua cet émiettement de la direction et recommanda la création d'une seule société anonyme avec une direction centrale, assurant ainsi l'unité de commandement, tout en ménageant la possibilité de procéder, dans le domaine considéré, aux divisions qui paraîtraient nécessaires.

La Commission du Landtag, chargée de l'examen du projet de loi, étudia, à son tour, longuement les avantages et les inconvénients réciproques de la centralisation et de la décentralisation. La création d'une

1. Il ne faudrait pas assimiler le « Staatsrat » Prussien à notre Conseil d'Etat. Il correspond à l'ancienne Chambre des Seigneurs (*Herrenhaus*) et a pour mission de représenter les provinces prussiennes. Ses membres sont élus par les assemblées provinciales (*Provinziallandtag*). — Le Staatsrat peut opposer son veto aux lois votées par le Landtag, dans un délai de deux semaines. Dans ce cas la loi doit être représentée au Landtag qui doit délibérer une deuxième fois, et la loi ne devient définitive que si elle réunit une majorité des deux tiers. (Constitution du 30 novembre 1920).

seule personne morale présentait l'avantage de maintenir, dans une certaine mesure, l'organisation actuelle, en transmettant seulement les pouvoirs de la Direction des Mines de Berlin à la Société anonyme. La transition se trouvait donc simplifiée. En outre, en conservant l'unité du domaine de l'Etat, la société créée serait beaucoup plus forte vis-à-vis des entreprises concurrentes et des cartels; son crédit serait plus grand que celui de plusieurs petites sociétés. D'autre part, les mines et usines prospères pourraient ainsi verser une partie de leurs bénéfices aux entreprises en déficit et les soutenir dans les périodes difficiles.

On apercevait encore, dans la centralisation, l'avantage d'assurer une politique économique uniforme, en ce sens que les innovations techniques seraient appliquées à toutes les entreprises à la fois, des directives communes leur seraient données et une foule de questions juridiques ou sociales pourraient être réglées par la direction unique pour l'ensemble du domaine.

Enfin une raison purement fiscale venait encore corroborer les arguments en faveur de la centralisation : c'est qu'avec une société unique, les diverses entreprises pourraient échanger leurs produits entre elles sans avoir à payer l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Cependant on ne méconnaissait pas les inconvénients d'une exploitation trop centralisée : dans un domaine aussi vaste et aussi dispersé, la Direction siégeant à Berlin ne pourrait pas suivre d'assez près la marche des diverses mines ou usines, le Conseil d'administration ne serait jamais exactement renseigné sur leur situation réelle. L'expérience a montré, en effet, que la direction d'une affaire doit se trouver sur place, au siège même de l'entreprise,

de manière à être avec elle en contact personnel et permanent. En plaçant à Berlin le centre de gravité de la gestion, on risquerait fort de restaurer le régime bureaucratique qu'on cherchait à abolir. Car la centralisation conduit fatalement à provoquer les décisions par voie de rapports et à installer la pape-rasse au lieu du règlement direct et immédiat des affaires.

Du reste, on faisait observer que la décentralisation avait des partisans de plus en plus nombreux dans le monde industriel. De grandes sociétés, qui avaient adopté à l'origine une direction centralisée, transmettaient peu à peu les pouvoirs de décision aux gérants des diverses sections, afin d'intéresser davantage ces derniers aux résultats de leur travail, en leur donnant plus de responsabilité.

Malgré ces arguments, qui militaient en faveur du projet du Gouvernement, le Staatsrat n'avait pas cru devoir approuver la création de plusieurs personnes juridiques indépendantes et la synthèse de ces divers organismes en une société centrale. La Commission du Landtag, à la majorité de 15 voix contre 11, se rangea à l'avis du Conseil d'Etat. Il y avait donc une forte minorité en faveur du projet gouvernemental.

Quoi qu'il en soit, le Gouvernement dut modifier son projet dans le sens indiqué par l'avis du Conseil d'Etat et par le vote de la Commission du Landtag, et rédiger un nouveau texte prévoyant la constitution d'une société unique.

De nouvelles discussions s'élevèrent au sujet de la composition du comité de direction (Vorstand). Devait-il être nommé par l'assemblée générale des actionnaires ou par le conseil d'administration? Le projet de loi disposait que toutes les actions devaient rester entre les mains de l'Etat prussien, représenté

par moitié par le Ministre du Commerce et par moitié par le Ministre des Finances, ce dernier étant autorisé à remettre une fraction de sa part à la Banque d'Etat prussienne. Les deux ministres devaient donc constituer à eux seuls, ou avec le concours de la Banque d'Etat, l'Assemblée générale. Une partie de la Commission proposait de faire désigner les membres du Comité directeur par le Conseil d'administration, comme c'est l'usage dans l'industrie privée. Mais la majorité faisait remarquer que les deux ministres actionnaires ne pourraient pas être responsables vis-à-vis du Landtag, des actes d'un Comité directeur qui n'aurait pas été choisi par eux. L'accord se fit sur un compromis entre ces deux points de vue. On décida que le Vorstand serait désigné par l'Assemblée générale avec l'assentiment du Conseil d'administration. Il en serait de même pour sa révocation.

La question des fonctionnaires est une de celles qui soulevèrent le plus de difficultés; elle provoqua des réclamations et interventions nombreuses auprès de la Commission du Landtag, non seulement de la part des intéressés eux-mêmes, mais aussi de la part des syndicats de fonctionnaires. Sans entrer dans le détail de ces controverses, dont l'exposé nous entraînerait hors du cadre de cet ouvrage, nous nous contenterons d'indiquer sommairement la solution à laquelle on aboutit en définitive : la Société anonyme devra, en principe, prendre à son service les fonctionnaires des entreprises fiscales; elle aura, du reste, intérêt à le faire pour avoir immédiatement à sa disposition un personnel déjà au courant. Les fonctionnaires qui entreront au service de la Société anonyme seront considérés comme mis en congé sans traitement, mais ils auront un délai de cinq ans pour se faire réintégrer dans leur fonction pu-

blique. Ce n'est qu'au bout de ce délai qu'ils seront définitivement rayés des contrôles de l'Etat, tout en conservant leurs droits acquis au point de vue de la retraite.

Toutefois, si la Société n'est pas obligée d'accepter tous les fonctionnaires des entreprises fiscales, ceux-ci, de leur côté, ne sont nullement tenus d'entrer à son service. Ceux qui refuseront d'y entrer, ou qui n'y seront pas admis, seront mis en disponibilité, à moins qu'un poste équivalent ne puisse leur être offert dans une autre administration. Il est peu probable, du reste, que les fonctionnaires déclinent l'offre de la Société anonyme, où leurs traitements seront beaucoup plus élevés, mais il est vraisemblable, par contre, qu'un certain nombre d'entre eux se verront éliminés, soit en raison de leur âge avancé ou de leur inaptitude à s'adapter aux conditions nouvelles, soit en raison des réductions de personnel que la société pourra juger nécessaires.

III

Devant le Landtag, le projet de loi, soutenu par le Ministre du Commerce Siering, fut violemment attaqué par les députés communistes qui reprochèrent au Gouvernement prussien de faire le jeu des capitalistes allemands. La grande industrie, disaient-ils, s'efforce de mettre la main sur toutes les entreprises de l'Etat et le fisc s'empresse de lui céder sa place en lui livrant ses mines et ses usines. Le rendement de celles-ci pourrait, d'après eux, être amélioré sans qu'il soit nécessaire d'abandonner le mode d'exploitation actuel. Il suffirait de leur accorder plus de liberté, mais il ne faudrait, en aucun cas,

les soustraire au contrôle de la représentation populaire.

En dehors des communistes, tous les autres partis du Landtag étaient favorables au projet de loi, y compris le parti socialiste, auquel appartenait, d'ailleurs, le rapporteur Osterroth. Ce furent même des députés socialistes qui relevèrent le plus énergiquement les critiques de leurs collègues d'extrême-gauche, en affirmant que le projet de loi ne portait aucune atteinte à la propriété de l'Etat, que toutes les mines et usines continuaient à lui appartenir et que seule leur gestion était cédée à une société anonyme. On ne pouvait donc parler, selon les Sozialdemokraten, de livraison du domaine de l'Etat au capitalisme privé. Nous verrons cependant que cette affirmation, assez surprenante de la part des disciples de Karl Marx, correspond beaucoup plus à une apparence théorique qu'à la réalité des faits.

Seule une petite minorité du groupe nationaliste prit parti contre le projet de loi. Comme les communistes — les extrêmes se touchent — ces quelques députés « deutsch-national » déclaraient qu'on pouvait améliorer la rentabilité des entreprises fiscales, en leur donnant plus d'indépendance, sans recourir pour cela aux modes d'exploitation de l'industrie privée. Il ne fallait à aucun prix remettre le domaine de l'Etat à un organisme qui ne serait pas soumis au contrôle du Landtag et dans lequel les deux ministres actionnaires jouiraient de pouvoirs absolus.

Ces critiques n'eurent, du reste, aucun résultat, et le projet de loi, modifié dans le sens indiqué par le Staatsrat et par la Commission du Landtag, fut adopté le 18 septembre 1923; la loi fut promulguée le 9 octobre 1923 sous le titre suivant : « Loi rela-

tive au transfert de la direction et de l'exploitation du domaine minier de l'Etat à une Société anonyme ».

IV

Aux termes de cette loi, le Gouvernement prussien est autorisé à constituer une société anonyme destinée à gérer et à exploiter les entreprises, les droits et les privilèges soumis à la Direction des Mines de Berlin.

L'exposé des motifs précise ce premier article, qu'il faut entendre dans son sens le plus large. L'Etat cède à la Société la gestion de tout son domaine minier, c'est-à-dire :

1^o L'exploitation de ses mines, usines, salines, carrières, exploitations d'ambre, y compris leurs accessoires;

2^o L'exploitation de ses gisements concédés et non encore mis en valeur;

3^o L'exercice de ses droits régaliens. (régale de l'ambre, droit de réserve des gisements de houille et de potasse);

4^o L'exercice des droits d'exploitation de la province de Hanovre et des autres régions où le propriétaire du sol dispose d'une partie des minéraux.

Cependant il faut faire provisoirement une exception pour les entreprises et concessions qui sont propriété indivise de l'Etat prussien et d'autres pays, communes ou personnes; leur exploitation ne pourra être transférée à la Société qu'après entente avec les co-propriétaires. Il en est ainsi, nous l'avons vu, pour quelques mines et usines du Harz. Mais leur importance est minime, puisqu'elles ne comptent que

pour 8 0/0 dans le personnel occupé par l'ensemble des entreprises fiscales. Toutefois, il n'y aura pas lieu de comprendre dans ces exceptions la carrière de Rüdersdorf, dans laquelle la ville de Berlin est intéressée aux bénéfices, sans participer à l'exploitation.

Quant à la Société Hibernia, il n'est pas question, pour le moment, de rien changer à son exploitation qui se trouve évidemment organisée déjà sur des bases commerciales. Mais on n'entend pas renoncer pour l'avenir à l'incorporation de cette affaire dans la société nouvelle. Il est bien probable, au contraire, que le transfert des entreprises fiscales proprement dites une fois terminé, la Société Hibernia deviendra elle-même une sorte de filiale de cet immense organisme.

Le deuxième article de la loi dispose que toutes les actions de la Société anonyme seront remises à l'Etat, qui sera représenté, en sa qualité d'actionnaire unique, par le Ministre du Commerce et de l'Industrie et par le Ministre des Finances, chacun de ces deux ministres détenant la moitié des actions. Toutefois, le Ministre des Finances est autorisé à remettre, à titre précaire, une fraction de sa quote-part à la Banque d'Etat prussienne.

L'aliénation des actions, l'émission de catégories spéciales de titres, tels que des actions de priorité, l'augmentation du capital social, dans le cas où les actions nouvelles ne devraient pas rester entre les mains de l'Etat, seront soumises à l'approbation du Landtag. Il en sera de même de la remise en gage d'une quantité de titres excédant un tiers du capital social, à moins que le créancier-gagiste ne soit la Banque d'Etat prussienne.

Le Ministre des Finances est autorisé à émettre un emprunt jusqu'à concurrence de 5 millions de

marks-or, pour se procurer les fonds nécessaires à la constitution de la Société.

La Société anonyme gérera l'affaire en son nom et pour son propre compte, sur la base d'un contrat passé entre elle et l'Etat prussien. Elle pourra se faire reconnaître le droit d'aliéner ou d'hypothéquer, d'accord avec le Ministre du Commerce et le Ministre des Finances, les immeubles et les droits immobiliers gérés par elle. Cependant l'assentiment du Landtag sera exigé pour l'aliénation de portions importantes du domaine ou pour la constitution d'hypothèques ou autres droits réels dépassant 10 millions de marks-or.

Le Gouvernement devra présenter au Landtag le bilan et le rapport annuels établis par la Société anonyme.

La loi du 9 octobre 1923 est suivie des statuts de la « Société anonyme prussienne des Mines et Usines (1) » et du contrat passé entre cette société et l'Etat prussien. De nombreux articles des statuts et du contrat ne font, du reste, que répéter les dispositions de la loi.

Les statuts de la Société établissent à Berlin le siège social et prévoient une durée de cent ans. L'objet de la société est très vaste : il comprend l'acquisition, la création, la gestion et l'exploitation de mines et usines métallurgiques ou autres, la mise en valeur des concessions, la fondation ou l'acquisition d'entreprises commerciales, la participation à celles-ci, lorsqu'elles sont de nature à favoriser le succès de la Société. La Société peut créer des succursales à l'étranger, aussi bien qu'à l'intérieur.

Le capital social est de cinq millions de marks-

1. « Preussische Bergwerks & Hütten-Aktiengesellschaft », ou suivant une abréviation très usitée en Allemagne « Preussag ».

or. Toutes les actions sont nominatives. Elles ne peuvent être vendues ou remises en nantissement qu'avec l'autorisation du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

Le Comité directeur, composé de sept membres au plus, est nommé et révoqué par l'Assemblée générale, avec l'agrément du Conseil d'administration.

Les membres du Conseil d'administration, au nombre de quinze au moins, sont élus par l'Assemblée générale, renouvelables par quart tous les ans et rééligibles. Ils ne touchent aucune rémunération, en dehors de leurs frais de déplacement et de représentation.

Quant à l'Assemblée générale, elle se compose, en principe, des deux ministres qui représentent l'Etat prussien, seul actionnaire. Mais comme la loi prévoit la possibilité d'aliéner les actions, sous certaines conditions, l'Assemblée générale pourra voir augmenter le nombre de ses membres.

Le contrat passé entre la Société et l'Etat prévoit la cession à la société, pour une durée de cent ans, de la gestion des entreprises fiscales indiquées plus haut, à l'exception de la mine de houille d'Obernkirchen et des mines métalliques et usines de l'Unterharz. Il stipule, en outre, que les articles 567 et 583 du Code civil allemand (1) ne s'appliquent pas à ce contrat.

La société dirigera l'entreprise d'après les principes commerciaux, en vue de l'obtention du rendement maximum, tout en laissant le plus de liberté possible aux diverses succursales.

1. L'article 567 dispose que les baux d'une durée supérieure à trente ans, peuvent être résiliés, au bout de trente ans, au gré de chacune des parties.

L'article 583 interdit au preneur d'opérer, sans l'assentiment du bailleur, toute modification de l'immeuble, pouvant avoir une influence sur l'exploitation après l'expiration du bail.

L'article 3 du contrat rappelle que toutes les mines, usines et leurs accessoires, ainsi que les droits et concessions demeurent la propriété de l'Etat prussien.

A la date fixée pour la transmission des pouvoirs, la Société prendra les lieu et place du fisc pour la conduite des affaires et, en particulier, pour l'exécution des contrats conclus par ce dernier.

A l'expiration de chaque exercice, qui va du 1^{er} janvier au 31 décembre, elle devra remettre au ministre des Finances et au ministre du Commerce le bilan et le rapport annuels.

Elle s'engage à verser à l'Etat prussien une indemnité de 1/2 0/0 des recettes brutes de toutes les entreprises gérées par elle.

Le contrat contient enfin deux articles que nous avons déjà résumés, concernant le sort des fonctionnaires, qui cessent de relever de l'Etat pour devenir des employés de la Société anonyme.

Telles sont les dispositions principales de cette loi importante et des annexes qui l'accompagnent. Il nous reste à signaler un décret du 19 janvier 1924, ayant force de loi, qui modifie la loi du 9 octobre 1923, en ce qui concerne les mines fiscales de Recklinghausen. A l'époque où cette loi avait été votée, le Gouvernement prussien songeait à confier à une société unique la gestion de tout le domaine minier de l'Etat. Mais l'occupation de la Ruhr et les contrats passés, après la cessation de la résistance passive, entre la M. I. C. U. M. et les industriels du bassin de Westphalie, imposèrent à toute l'industrie minière des territoires occupés des charges assez lourdes, et les mines fiscales de Recklinghausen se trouvèrent bientôt dans la situation critique à laquelle nous avons déjà fait allusion : les caisses vides, pas de

crédit possible à cause notamment du privilège de la Commission des Réparations, pas de stocks à vendre puisqu'ils avaient été saisis par la M. I. C. U. M., aucune aide à attendre de l'Etat prussien qui se trouvait lui-même dans une situation financière désespérée.

Dans ces conditions, il était urgent de constituer une société privée capable d'obtenir des crédits en banque, mais d'un autre côté, la Société prussienne, constituée à la fin de 1923, n'était pas disposée à admettre les mines de Recklinghausen qui paraissaient devoir être pour elle, pendant longtemps, une cause de déficit, avant de pouvoir lui verser des bénéfices.

C'est pour surmonter ces difficultés que le Gouvernement prussien publia un décret-loi qui prévoyait la cession à une ou plusieurs sociétés anonymes, dont l'Etat devait être l'unique actionnaire, non seulement de la jouissance des mines fiscales de la Ruhr, mais de leur pleine propriété, par dérogation aux dispositions de la loi du 9 octobre 1923. On estimait, en effet, qu'une simple société fermière ne pourrait pas obtenir des crédits suffisants.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur ce décret qui n'a pas reçu d'application jusqu'à présent et qui ne semble pas devoir être exécuté. En effet, pendant la première moitié de 1924, les mines fiscales de Recklinghausen ont pu continuer à travailler, tout en fournissant leur part de livraisons de réparations et en payant à la M. I. C. U. M. l'impôt sur le charbon, grâce à la mise en gage d'une partie des actions de la Société Hibernia à la Banque d'Etat prussienne, qui a pu faire les avances nécessaires. Puis, dès le mois de juin 1924, l'évacuation économique de la Ruhr est apparue comme certaine et imminente et le Gouvernement prussien, renon-

çant à créer à Recklinghausen une société autonome, en est revenu, semble-t-il, à son idée première, qui consistait à faire des mines fiscales de la Ruhr une simple filiale de la grande Société prussienne.

V

En exécution de la loi du 9 octobre 1923, la Société prussienne des Mines et Usines a été constituée à Berlin le 13 décembre 1923, au capital de cinq millions de marks, divisé en 5.000 actions nominatives de 1.000 marks. Son Conseil d'administration se compose de 15 membres, dont 8 sont de hautes personnalités de l'industrie, du commerce, de la finance; les 7 autres sont des députés du Landtag. Quant au Comité directeur, il comprend le rapporteur du projet de loi lui-même, Osterroth, ancien syndicaliste, et le Geheimer Bergrat Röhrig, ancien directeur de la mine Königin Luise en Haute-Silésie.

La Société prussienne a entrepris dès le début de l'année 1924, l'exploitation des mines et usines fiscales du Harz. Procédant par étapes, elle a absorbé au 15 mars l'industrie fiscale de l'ambre. Puis, au 1^{er} avril, deux groupes d'entreprises très importants ont été transférés à sa direction : d'une part, les houillères fiscales de Haute-Silésie, c'est-à-dire les mines Königin Luise, Guido et Delbrück, d'autre part, les mines fiscales de potasse, de sel et de lignite. Ce dernier groupe constitue la division « Salines et Lignitières » qui comprend :

1^o La saline de Dürrenberg avec les bains, et la mine de lignite de Tollwitz;

2^o La saline de Schönebeck avec les bains d'Elmen, et la mine de lignite d'Eggersdorf;

3° L'inspection minière de Stassfurt, y compris la mine de lignite de Löderburg;

4° La saline d'Artern avec les bains;

5° L'inspection minière de Bleicherode;

6° L'inspection minière de Vienenburg (Herzyna);

7° La saline et les bains de Bad-Oeynhausén.

Quant aux houillères fiscales de Recklinghausen, qui constituent le groupe minier le plus considérable, elles n'ont pas encore été rattachées à la Société prussienne (1) pour les raisons que nous venons d'indiquer et elles continuent provisoirement, de même que la mine d'Ibbenbüren, à dépendre de la Direction des Mines de Berlin. Mais leur incorporation ne saurait tarder longtemps après le départ de la M. I. C. U. M. Elle est, du reste, attendue impatiemment par la plupart des fonctionnaires qui escomptent une augmentation très appréciable de leurs traitements. Quant aux ouvriers et employés, représentés par leurs Conseils d'exploitation, ils sont, en général, également favorables à l'avènement du nouveau régime.

1 Il en est de même de la mine de houille de Barsinghausen (am Deister), dont le transfert n'a pas encore été effectué à la date où nous écrivons.

CONCLUSION

Quelles qu'aient pu être les raisons qui ont poussé le fisc à abandonner son ancien mode d'exploitation, il est permis de voir dans cette transformation un moyen de tourner les dispositions de l'article 248 du Traité de Versailles, qui établit, comme nous l'avons vu, au profit des Alliés, un privilège de premier rang sur tous les biens et ressources de l'Empire et des Etats allemands. En effet, l'exploitation d'un domaine minier ne peut être comparée à celle d'un domaine agricole, par exemple, où les richesses se renouvellent sans cesse, sans jamais s'épuiser; bien que le contrat passé entre l'Etat et la Société prussienne dispose expressément que toutes les mines demeurent la propriété de l'Etat, il est évident que ces mines n'ont une valeur qu'autant qu'elles contiennent des richesses exploitables, houille, lignite, sels, minerais, etc. Or, il est bien probable que la plupart des mines fiscales, actuellement en exploitation, seront épuisées avant cent ans, c'est-à-dire qu'à l'expiration de cette sorte de bail emphytéotique, si la Société n'avait pas entrepris la mise en valeur de nouveaux gisements, les mines qu'elle pourrait restituer à l'Etat, après en avoir extrait la substance,

n'auraient sans doute qu'une valeur très faible. Par conséquent, le droit de propriété d'une mine se confond presque, lorsqu'il s'agit d'un bail de très longue durée, avec le droit d'exploitation et, comme ce dernier a été aliéné par l'Etat pour un siècle, il en résulte que pratiquement sinon juridiquement le véritable propriétaire des mines fiscales n'est plus l'Etat, mais bien la Société prussienne. C'est pour cela sans doute qu'un membre de l'opposition au Landtag qualifiait la création de cette société d'« attrape » et de « plaisanterie ».

Grâce à cette construction ingénieuse, le privilège des Alliés n'est plus un obstacle à l'obtention des crédits privés nécessaires à l'exploitation et, dans cet ordre d'idées, l'expérience montre que l'opération a pleinement réussi. On pourrait objecter, il est vrai, que, l'Etat possédant tout le capital de la Société prussienne, il n'y a en réalité rien de changé, si ce n'est un dédoublement de la personnalité du fisc : propriétaire des mines, d'une part, actionnaire unique de la société exploitante, de l'autre. C'est parfaitement exact à l'heure actuelle, mais il ne faut pas oublier que la loi du 9 octobre 1923 prévoit la possibilité d'aliéner les actions et, si cette puissance mystérieuse autant que redoutable, qu'on appelle la finance internationale, venait à s'intéresser à l'affaire, la Commission des Réparations, mise en présence du fait accompli, ne serait certainement pas en mesure de faire valoir son privilège sur les biens exploités par la Société prussienne.

On attribue généralement à l'Oberberghauptmann Althans la paternité de cette solution qui laisse théoriquement à l'Etat la propriété de ses mines, tout en le déchargeant sur une compagnie privée du soin de les mettre en valeur. Mais nous devons rappeler ici que vers la fin de 1919, à l'époque où le Gou-

vernement socialiste du Reich voulait avoir l'air de faire de la socialisation, un ancien fonctionnaire des mines fiscales, Alfons Horten, devenu par la suite un des théoriciens du socialisme, remit au Gouvernement un mémoire, dans lequel il demandait la socialisation d'un certain nombre d'industries privées et préconisait l'adoption de la société anonyme avec un actionnaire unique qui devait être l'Etat. Il est difficile de déterminer l'influence qu'a pu exercer ce mémoire, mais il est curieux de constater que, si le Reich n'a pas poussé bien loin ses expériences socialistes, le Gouvernement prussien s'est approprié les idées de Horten, non pas pour déposséder des sociétés privées, mais pour donner à ses entreprises exploitées en régie, la forme capitaliste par excellence. C'est ce qu'on pourrait appeler de la socialisation à rebours, et certains publicistes ne se sont pas fait faute de considérer ironiquement la loi de 1923 comme le couronnement de ces vastes projets de socialisation, qui avaient soulevé après l'armistice de si ardentes controverses et fait naître de si grands espoirs.

En ce qui concerne les résultats qu'il y a lieu d'attendre de cette transformation, pour l'ensemble du domaine minier de l'Etat, il serait prématuré de porter un jugement sur une entreprise qui n'est encore qu'à ses débuts et à laquelle il convient de donner le temps de faire ses preuves. Cette conception originale d'une société anonyme, dans laquelle l'Etat est l'unique actionnaire, surprenante au premier abord, n'est cependant pas tout à fait nouvelle et il est bien probable que la Société Hibernia, dans laquelle le fisc prussien détient pratiquement la totalité du capital, a servi de modèle à cette construction. Depuis l'étatisation de cette compagnie privée, il ne semble pas que rien ait été changé dans

la direction, et les résultats financiers sont restés sensiblement les mêmes qu'à l'époque où le fisc n'avait aucune influence dans le Conseil d'administration. Cette constatation a sans doute contribué à faire naître le projet de confier à une société anonyme la gestion de tout le domaine de l'Etat.

Cependant, il y a lieu de se demander si la gestion de la Société prussienne diffèrera essentiellement de celle de l'ancienne régie et si ses bénéfices seront beaucoup plus considérables. Il est évident que l'organisme qu'on a créé d'après un modèle éprouvé depuis longtemps dans l'industrie privée, ne possède guère, tant que l'Etat y détient tout le capital, que la façade d'une société par actions. Nous y retrouvons bien les divers organes existant dans toute Aktiengesellschaft : Vorstand, Aufsichtsrat et Generalversammlung; mais ne manquerait-il pas à tout ce mécanisme, si ingénieux soit-il, le ressort principal qui doit mettre en mouvement tous les rouages, à savoir l'intérêt personnel? En effet, les deux ministres, qui constituent à eux seuls l'Assemblée générale où ils représentent l'unique actionnaire, ne sont pas personnellement intéressés au succès de l'entreprise; il en est de même des membres du Conseil d'administration, qui ne sont pas actionnaires et ne doivent pas toucher de tantièmes. Quant aux directeurs, ils sont peut-être mieux rétribués que ne l'étaient les anciens fonctionnaires, mais ils ne participent pas davantage aux bénéfices. Par conséquent, nous constatons dans tout l'organisme l'absence complète d'intérêt personnel.

C'est là un défaut capital qui rend cette conception singulièrement factice. Si la société par actions a pu donner de si grands résultats dans les entreprises privées, c'est qu'il en va bien autrement. Une société anonyme est un groupement de capitalistes

qui risquent dans une affaire une certaine somme et qui, en conséquence, ont intérêt à voir l'affaire prospérer par une gestion habile, afin de recueillir le plus de profit possible. On dit, il est vrai, que dans ces grandes sociétés capitalistes les fonctions, non seulement d'exécution, mais aussi de direction, sont remplies, de nos jours, par des agents salariés. Que les actions appartiennent à l'Etat ou à des particuliers, la situation serait identique. Mais raisonner ainsi, c'est s'en tenir à la surface des choses. Sans insister sur ce fait que les directeurs salariés des grandes entreprises sont souvent tenus d'être en même temps actionnaires, il ne faut pas perdre de vue que cette direction, technique ou commerciale, n'est pas la seule direction. Au-dessus d'elle, il y a celle qu'on pourrait appeler la direction économique, qui juge la première à ses résultats et qui décide de l'extension, de la transformation ou de la réduction de l'entreprise. Or, cette direction suprême ne peut être exercée utilement que par des actionnaires guidés par leur intérêt propre.

Supprimer cet intérêt propre, c'est supprimer le moteur qui actionne toute la machine, c'est abandonner la meilleure garantie d'une production économiquement gérée. Par conséquent, la Société prussienne, tant que l'Etat y sera l'actionnaire unique, n'aura que l'apparence d'une société par actions.

Mais ce n'est pas là la seule cause d'infériorité qui subsistera pour les entreprises fiscales, vis-à-vis des autres grandes sociétés minières. En effet, la politique, qu'on croyait exclure définitivement, continuera sans doute à jouer un rôle important dans la direction : non seulement l'Assemblée générale est constituée par deux ministres, responsables vis-à-vis du Landtag, qui apparaissent alternativement, comme Maître Jacques, dans deux personnages opposés, tan-

tôt défenseurs des intérêts de l'Etat contre la Société prussienne, tantôt défenseurs de la Société prussienne contre l'Etat, mais encore le Conseil d'administration comprend au minimum cinq députés du Landtag, ce qui rouvre évidemment la porte aux influences parlementaires. Il est à craindre que les réclamations des ouvriers ne continuent à provoquer l'intervention plus ou moins directe de leurs représentants au Parlement et que le règne des enquêtes et des rapports ne soit pas définitivement clos. Comme, d'autre part, une grande partie du personnel dirigeant sera constituée par d'anciens fonctionnaires des mines fiscales, qui apporteront à la nouvelle direction leurs anciennes habitudes, il serait surprenant que les méthodes bureaucratiques se laissassent enterrer aussi facilement.

Quoi qu'il en soit, cette transformation du mode d'exploitation semble devoir être le prélude d'une orientation nouvelle de la politique industrielle de l'Etat. Le rapporteur de la loi du 9 octobre 1923, Osterroth, devenu directeur de la Société prussienne, déclarait dans son rapport que l'Etat ne devait pas seulement poursuivre, dans le sens horizontal, le développement de son domaine minier, pour réparer les pertes résultant de la guerre, mais qu'il ne pouvait pas demeurer plus longtemps en dehors du mouvement d'intégration verticale. Il ne suffit pas, disait-il, de vendre des produits bruts, des minerais, de l'ambre, du goudron brut, du calcaire, etc. Il faut créer un énorme konzern d'Etat, dans lequel les phases successives de l'élaboration des produits, en partant de la houille et du minerai, seront placées sous la même direction. Il faut, en un mot, que l'Etat ne vende que des produits parvenus, dans ses propres usines, au dernier stade de leur transformation. Il est déjà en possession de mines de houille

très importantes; il lui reste à créer ou à acquérir de puissantes usines métallurgiques. Nous avons vu qu'il n'avait pas cru devoir jusqu'à présent s'engager dans cette voie, mais peut-être la Société prussienne, plus hardie et plus indépendante, réalisera-t-elle ce que la régie n'avait pas osé entreprendre.

Vu : le Président de la thèse

ALLIX

Vu : le Doyen,

H. BERTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	9
CHAPITRE PREMIER. — <i>Evolution du droit minier de la Prusse et formation du domaine de l'Etat</i>	13
Bergregal et Bergbaufreiheit, Direktionsprinzip. La loi du 24 juin 1865. Mines du Harz, mines de Haute-Silésie, mines de la Sarre. Mines secondaires. Mines de potasse. Industrie de l'ambre	
CHAPITRE II. — <i>Formation du domaine fiscal de Westphalie</i> .	37
Développement du bassin de la Rhur et formation du Syndicat rhénan-westphalien des houilles. Nécessité et possibilités d'intervention de l'Etat. Achat des concessions de Recklinghausen. L'affaire Hibernia : conflit entre l'Etat prussien et le Syndicat ; échecs répétés de l'Etat. Les lois de 1905 et 1907. Développement des mines de Recklinghausen. L'accord éphémère entre l'Etat et le Syndicat.	
CHAPITRE III. — <i>Les conséquences de la guerre sur le domaine minier de l'Etat Prussien</i>	62
Le traité de Versailles et la richesse minière de l'Allemagne : houille, lignite, fer Acquisition de la Société Hibernia par le fisc prussien ; historique de cette société. Perte du domaine minier de la Sarre. Partage de la Haute-Silésie et perte d'une partie des mines fiscales de Zabrze.	
CHAPITRE IV. — <i>Etat actuel du domaine minier de l'Etat prussien</i>	94
Les charbonnages : mines fiscales de la Ruhr, Hibernia ; mines fiscales de Haute-Silésie ; mines d'Ibbenbüren, Barsinghausen, Obernkirchen.	
Mines de lignite. Mines métalliques. Mines de potasse. Salines. Carrières. Exploitation d'ambre. Usines métal-	

lurgiques. Les lois récentes concernant la houille et le lignite. Organisation administrative du domaine minier.

CHAPITRE V. — *La Société Prussienne des mines et usines.* 114

Abandon de la régie directe. Loi du 9 octobre 1923.

Causes d'infériorité des entreprises fiscales vis-à-vis de l'industrie privée. Avantages de la Société anonyme. Exposé des motifs de la loi de 1923. Discussion du projet. Economie générale de la loi.

Création de la Société prussienne et transfert des entreprises fiscales à sa direction.

Conclusion 139

